

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La politique des salaires aux Pays-Bas — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA POLITIQUE DES SALAIRES AUX PAYS-BAS

I. LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA POLITIQUE DES SALAIRES AUX PAYS-BAS

La politique des salaires suivie aux Pays-Bas depuis 1945 repose sur deux principes fondamentaux :

- a) la collaboration des autorités et des organisations d'employeurs et de travailleurs;
- b) l'influence directe et le contrôle exercés par le Gouvernement sur l'évolution des salaires; les clauses des conventions collectives de travail auxquelles aboutissent les négociations entre représentants d'employeurs et de travailleurs doivent être conformes aux « directives » du Gouvernement.

Les autorités néerlandaises n'ont jamais eu l'intention de pratiquer une politique des salaires autonome. Elles ont essayé de l'intégrer dans les mesures de politique budgétaire, monétaire, commerciale en fonction des objectifs sociaux et économiques généraux. Cet aspect est trop souvent perdu de vue lorsque des étrangers portent un jugement sur le système des salaires hollandais.

Ainsi, au cours des premières années qui suivirent la libération, la politique salariale visait à freiner les salaires réels dans le but de promouvoir la reconstruction nationale et de sauvegarder l'équilibre de la balance des paiements. A cette époque, elle servait davantage à contrôler la consommation qu'à contenir les salaires-coûts. Après la crise de Corée en 1950, on réussit à faire baisser les salaires réels afin de pallier la détérioration de la balance des paiements. Le même résultat fut obtenu en 1957, lorsque la politique des salaires fit partie intégrante d'un vaste ensemble de mesures anti-inflationnistes.

L'intérêt particulier de la politique hollandaise des salaires réside surtout dans l'application souple des « directives » données par les autorités et adap-

tées régulièrement à la situation et aux perspectives économiques générales du moment. Ces directives peuvent être divisées en trois groupes.

Les décisions touchant les ajustements de salaires de l'ensemble de l'économie.

Le Gouvernement, représenté par le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique, donne des directives générales, après avoir consulté la Fondation du Travail (*Stichting van de Arbeid*) et le Conseil Economique et Social (*Sociaal-Economische Raad*). Ces directives sont basées sur l'appréciation de l'évolution économique générale et sont très largement influencées par le point de vue du Bureau Central du Plan (*Centraal Planbureau*).

Les décisions concernant les ajustements de salaires dans les divers secteurs économiques.

L'échelle des catégories et des qualifications professionnelles (*job evaluation*) était, avant 1959, le seul critère dont l'application pouvait provoquer des écarts de salaires entre les différents secteurs industriels et non industriels. En 1959, on y ajouta le critère de la productivité. En outre, la possibilité pour une branche déterminée de faire face aux nouvelles dépenses, telle qu'elle ressort au cours des négociations entre les représentants des employeurs et des travailleurs, peut, dans une certaine mesure, être également considérée comme un des critères.

Les règles de fixation des salaires au niveau de l'entreprise.

En principe, les entreprises ne sont pas autorisées à s'écarter du salaire horaire de base légal. Néan-

moins, le Collège des Médiateurs de l'Etat (*College van Rijksbemiddelaars*) et la Fondation du Travail ont collaboré à l'élaboration et à la mise au point progressive d'une réglementation assez souple; dans certaines limites, cette réglementation permet des différences de salaires entre les diverses entreprises. Plusieurs modalités d'application sont admises.

— Les communes hollandaises sont classées en cinq catégories, qui sont adaptées chaque année. La différence entre le salaire horaire de base de la catégorie la plus élevée et celui de la moins élevée s'élève à environ 10 p.c. Il existe une tendance qui ramènerait le nombre des catégories de cinq à trois.

— Lorsqu'une convention collective de travail prévoit un système de primes (*incentive system*) basé sur l'analyse du travail (*work measurement*) et approuvé par le Collège des Médiateurs de l'Etat, la rémunération moyenne des travailleurs d'une entreprise déterminée peut dépasser de un tiers le salaire de base.

— Si un simple système de salaire à la pièce sans analyse du travail est appliqué, la rémunération peut être supérieure de 15 p.c. au salaire horaire.

— Par analogie, dans une entreprise ayant introduit un système de *merit rating*, les salaires moyens peuvent être augmentés de 6 p.c., les salaires individuels, de 10 p.c.

— Même lorsqu'il existe une échelle des catégories et des qualifications professionnelles, une exception peut être faite en faveur de groupes particuliers de travailleurs qui reçoivent ainsi une rémunération plus importante que celle de la catégorie dans laquelle ils auraient dû être classés normalement.

— A l'intérieur de certaines limites, les parties contractantes peuvent également se mettre d'accord sur des systèmes de participation aux bénéfices, de pensions extra-légales et d'autres avantages spéciaux.

Un avis publié récemment par le Conseil Economique et Social et auquel le Gouvernement s'est rallié, prévoit une réforme fondamentale de la politique des salaires. Le principe même de cet avis motivé est le transfert aux organisations professionnelles de la responsabilité qui incombait à l'autorité publique, afin que les salaires puissent évoluer plus librement.

II. LA BASE INSTITUTIONNELLE (1)

Avant la deuxième guerre mondiale, les salaires se formaient, dans une large mesure, grâce à des

(1) Le texte fut rédigé à une époque où aucune décision n'avait encore été prise en ce qui concerne la toute récente réforme de la politique des salaires : dès lors, il ne reflète plus exactement la situation actuelle. En ce qui concerne les dernières modifications intervenues dans le mode de fixation des salaires, nous renvoyons le lecteur au chapitre V.

négociations entièrement libres entre les employeurs, d'une part, les syndicats ouvriers ou bien les travailleurs individuels, d'autre part. La plupart des conventions collectives de travail étaient conclues au niveau des entreprises. L'intervention gouvernementale en matière de salaires était limitée au domaine couvert par :

— la loi de 1923 sur les conflits du travail;

— la loi de 1927 sur les conventions collectives de travail;

— une loi de 1937 qui permettait d'étendre, par arrêté ministériel, l'application des conventions collectives de travail à tous les travailleurs d'un secteur déterminé qui n'auraient pas été représentés aux négociations.

Bien qu'on ne fit que très rarement appel aux dispositions de ces lois, l'introduction de conditions de travail généralisées constituait cependant un premier pas vers une politique salariale débordant le cadre régional de la formation des salaires et stimulant le développement de conventions collectives de travail au niveau de secteurs entiers.

Le cadre institutionnel qui devait permettre l'application d'une véritable politique des salaires ne fut cependant créé qu'après la guerre. Ce cadre, sur lequel nous reviendrons ultérieurement plus en détail, peut être esquissé comme suit. En vertu d'un arrêté royal extraordinaire de 1945, les différentes conventions collectives de travail doivent être soumises à l'approbation du Collège des Médiateurs de l'Etat. Ce Collège, d'une part, reçoit des directives du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique en ce qui concerne le niveau des salaires qui pourrait être atteint sans danger pour l'économie et, d'autre part, consulte la Fondation du Travail avant de prendre une décision. Le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique, à son tour, reçoit du Conseil Economique et Social des avis au sujet de la politique des salaires; en outre, en ce qui concerne les données économiques générales, il se base sur les informations fournies par le Bureau Central du Plan.

L'arrêté royal extraordinaire de 1945 sur les conditions du travail (*Buitengewoon Besluit Arbeidsverhoudingen, 1945, B.B.A.*)

Promulgué le 5 octobre 1945, cet arrêté prévoit les règles et le cadre institutionnel dans lequel toutes les négociations relatives aux salaires et aux autres conditions du travail doivent se dérouler; il dote le Gouvernement d'un pouvoir d'intervention directe en cette matière.

L'arrêté ne s'applique cependant pas aux agents du secteur public, au personnel enseignant, au clergé et aux ménagères.

Le rôle du Gouvernement.

Le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique donne des directives générales ad hoc concernant la politique des salaires dont l'exécution est confiée au Collège des Médiateurs de l'Etat. Les directives ne se préoccupent pas des détails : elles se limitent aux questions primordiales relatives au niveau général des salaires que l'économie nationale peut supporter, compte tenu de la situation de la balance des paiements, des besoins d'investissements, des normes de plein emploi et des autres critères de la politique économique en général.

Tout paiement de salaires dérogeant aux clauses d'un contrat collectif de travail ratifié par le Collège des Médiateurs de l'Etat peut faire l'objet de sanctions pénales. En effet, depuis 1950, en vertu de la législation sur les délits économiques, les employeurs assument une responsabilité pénale. Le Service du contrôle des salaires (*Looncontroledienst*) est spécialement chargé de rechercher les infractions éventuelles.

Le Collège des Médiateurs de l'Etat.

La dénomination « Médiateurs » peut donner lieu à confusion, car ces fonctionnaires ne jouent nullement un rôle de conciliateurs dans les conflits du travail. Elle s'explique historiquement; avant la guerre, le Collège avait précisément pour mission d'arbitrer de tels conflits.

Cependant, l'arrêté royal extraordinaire de 1945 a complètement réorganisé le Collège et lui a confié une autre mission. Le Collège des Médiateurs de l'Etat est un organisme autonome chargé de l'exécution de la politique salariale. La seule exception à cette autonomie réside dans la disposition aux termes de laquelle les décisions du Collège doivent correspondre aux directives générales du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique. Le Collège n'a jamais fait usage de ses pouvoirs très étendus sans en délibérer préalablement avec les intéressés représentés à la Fondation du Travail. Cette collaboration, en même temps que l'autonomie du Collège, offre une garantie contre des décisions arbitraires de l'exécutif; le Gouvernement a toutefois le dernier mot dans l'orientation de la politique des salaires.

Le président et les membres du Collège sont nommés par le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique. A part le secrétaire, les Médiateurs ne sont pas des fonctionnaires de l'Etat, mais des personnes qui jouent, par ailleurs, un rôle actif dans la vie économique : professeurs, bourgmestres, etc... Ils sont choisis pour leur impartialité dans les questions sociales et leur indépendance vis-à-vis des employeurs et des travailleurs.

Les tâches du Collège des Médiateurs de l'Etat peuvent être définies de la façon suivante :

a) Toutes les conventions collectives de travail doivent être soumises pour approbation au Collège

des Médiateurs de l'Etat; en d'autres termes, lorsque les employeurs et les travailleurs sont parvenus à un accord, la convention ne peut entrer en vigueur avant que cette approbation n'ait été donnée.

En vertu de l'arrêté extraordinaire de 1945, tout contrat ayant trait à l'établissement des salaires ou des conditions du travail est de la compétence du Collège des Médiateurs de l'Etat. En pratique cependant, le Collège des Médiateurs de l'Etat ne s'occupe pas du personnel de cadre : il limite ses interventions aux travailleurs dont le salaire n'excède pas le plafond de perception pour les cotisations à la sécurité sociale, c'est-à-dire actuellement environ 8.000 florins.

b) Afin d'éviter que les négociations entre employeurs et travailleurs ne deviennent inutiles, le Collège des Médiateurs de l'Etat est habilité à élaborer, à l'intention des négociateurs, des directives (que d'aucuns ont appelées contrôle préventif) concernant la réglementation des salaires et d'autres conditions du travail. Ces règles doivent, par leur nature, demeurer dans le cadre des directives générales tracées par le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique. Il s'agit notamment des limites et normes à respecter en ce qui concerne les salaires et gains horaires, les avantages spéciaux, les heures supplémentaires, les primes (à la productivité, par exemple), les participations dans les bénéfices, les pécules de vacances, les salaires à la pièce, l'échelle des catégories et des qualifications professionnelles.

c) En l'absence de conventions collectives de travail, le Collège doit fixer et imposer lui-même les salaires et les autres conditions du travail.

Des cas de ce genre ne se sont présentés que très rarement et encore chaque fois de plein accord avec les parties intéressées : par exemple, au début, lorsque certaines branches industrielles n'étaient pas encore suffisamment organisées et qu'il n'y avait donc pas d'interlocuteurs valables et en nombre suffisant pour conclure une convention collective. Ou encore, lorsque certains représentants d'organisations n'osaient pas assumer vis-à-vis de leurs membres la responsabilité de la signature d'une convention collective, bien qu'ils fussent entièrement d'accord avec les termes de celle-ci.

d) Le Collège des Médiateurs de l'Etat peut décider l'application généralisée d'une convention collective de travail, pouvoir que détenait le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique avant la guerre. Cela signifie qu'une convention collective, valable pour une large majorité de travailleurs et d'employeurs d'un secteur déterminé, peut être imposée à tous les intéressés de ce secteur.

e) Dans certains cas particuliers, le Collège des Médiateurs de l'Etat peut, au besoin, permettre une dérogation à certaines dispositions reprises dans une convention collective de travail.

Dans le cadre de la nouvelle politique que le Gouvernement a décidé de poursuivre conformément à

l'avis récent du Conseil Economique et Social, le rôle du Collège des Médiateurs de l'Etat est considérablement réduit. Il se limite désormais à l'arbitrage des points de vue des travailleurs et des employeurs, lorsque ces deux parties défendent des positions diamétralement opposées au sein de la Fondation du Travail.

La Fondation du Travail.

La Fondation du Travail fut créée, le 17 mai 1945, sur une base paritaire, en tant qu'association libre des représentants des employeurs et des travailleurs. En juillet 1945, elle fut reconnue comme organe représentatif du monde du travail.

Du côté des travailleurs, les trois grands syndicats y sont représentés, un de tendance socialiste et deux à base confessionnelle :

— le *Nederlands Verbond van Vakverenigingen*, avec 510.000 membres;

— la *Katholieke Arbeidersbeweging*, avec 418.000 membres;

— le *Christelijk Nationaal Vakverbond*, avec 226.000 membres (1).

Les autres syndicats (dont le syndicat communiste) comptent ensemble 240.000 affiliés. Ils ne participent pas aux consultations. Les trois grands syndicats groupent environ 83 p.c. de travailleurs syndiqués, ce qui représente seulement 34 p.c. de l'ensemble des travailleurs dépendants. Généralement, leurs président et secrétaire sont en même temps membres d'une des deux Chambres du Parlement (*Staten-Generaal*) et sont ainsi confrontés avec les intérêts plus généraux du pays.

Du côté des employeurs, les trois fédérations industrielles ont des délégués au sein de la Fondation du Travail : le *Centraal Sociaal Werkgeversverbond*, l'association catholique et le groupement protestant. En outre, des fédérations d'agriculteurs et de commerçants y sont également représentées.

Employeurs et travailleurs possèdent le même nombre de représentants. Ils se partagent à part égale les frais de gestion. L'organe de contrôle est le Comité de Direction, qui est composé de vingt membres.

La Fondation du Travail a été chargée de la mission spécifique de conseiller le Gouvernement en matière de salaires. Afin de mener à bien cette tâche, la Fondation a créé une Commission permanente des salaires qui se réunit chaque semaine. C'est au sein de cette commission que se déroulent les négociations entre fédérations d'employeurs et syndicats de travailleurs concernant toute convention collective de travail projetée. Des représentants du Collège des Médiateurs de l'Etat assistent habituellement à ces réunions; ils veillent, dans la mesure du possible, au respect du point de vue du Gouvernement, avant

que les conventions ne soient envoyées au Collège des Médiateurs de l'Etat pour approbation.

Le Conseil Economique et Social.

Le Conseil Economique et Social fut créé, en 1950, dans le cadre de la loi sur l'organisation publique de l'économie (*Wet op de Publiekrechtelijke Bedrijfsorganisatie*). Il a pour mission de conseiller le Gouvernement au sujet de toutes les décisions importantes à prendre dans le domaine de la politique sociale et économique. Il agit tant de sa propre initiative qu'à la requête du Gouvernement. C'est ainsi qu'en matière de politique salariale, chaque fois que des changements importants ont été envisagés, le Gouvernement a soumis le problème pour examen et pour avis au Conseil Economique et Social. Des suggestions ont d'ailleurs été faites et un projet de loi a même été déposé en 1959, en vue de transférer au Conseil Economique et Social la responsabilité de la politique des salaires du Gouvernement.

A la différence de la Fondation du Travail, le Conseil Economique et Social est un organisme officiel qui se compose de quinze membres indépendants. Un tiers des membres est nommé par les fédérations d'employeurs, un tiers par les syndicats de travailleurs, et les autres, qui sont occupés dans différents domaines de la recherche économique et sociale, sont désignés par la Couronne. Les diverses commissions du Conseil Economique et Social et de la Fondation du Travail ont souvent quelques membres communs. Ceci ne les empêche pas de faire le point des problèmes en toute indépendance.

Si les recommandations du Conseil Economique et Social n'ont pas toujours été entièrement suivies, elles ont en tout cas déterminé, dans une large mesure, le cours général de la politique pratiquée par les gouvernements successifs. Les divergences de vues du Conseil et de la Fondation ont toujours donné lieu à des débats parlementaires véhéments. Il apparaît ainsi que les employeurs et les travailleurs peuvent influencer la législation et les décisions de politique générale en matière économique et sociale, par le truchement du Conseil Economique et Social.

III. L'EVOLUTION

DE LA POLITIQUE DES SALAIRES

APRES LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Dans la politique hollandaise des salaires, on peut distinguer successivement le stade des salaires dirigés et celui des salaires différenciés.

La politique des salaires dirigés (1945-1959).

La politique des salaires dirigés s'étend sur la période 1945-1959; elle se caractérise par une série de huit augmentations générales — ou généralisées

(1) Chiffres relevés au troisième trimestre de 1962.

en pratique — de salaires décidées par les autorités compétentes :

Première augmentation générale : novembre 1948 :

Augmentation de un florin par semaine pour tous les ouvriers de 23 ans et plus et pour les ouvriers mariés de moins de 23 ans, pour autant que leur revenu soit inférieur à 3.700 florins par an.

Deuxième augmentation : 1^{er} janvier 1950 :

Augmentation de 5 p.c. décidée par le Gouvernement, le 22 décembre 1949, à la suite de la dévaluation.

Troisième augmentation : 1^{er} septembre 1950 :

Augmentation de 5 p.c.

Quatrième augmentation : 19 mars 1951 :

Augmentation de 5 p.c.

Cinquième augmentation : 1^{er} juillet 1952 :

Augmentation d'environ 2 p.c. en compensation de l'accroissement des charges sociales pour les travailleurs (primes d'assurance-chômage). Elle est due à la mise en vigueur, à cette date, de la loi sur le chômage.

Sixième augmentation : 1^{er} janvier 1954 :

Augmentation allant de 5 p.c. environ pour les manœuvres dans les grandes villes, à 11-12 p.c. pour les ouvriers qualifiés dans les petites communes.

Septième augmentation : 1^{er} octobre 1954 :

Augmentation de 6 p.c. maximum.

Huitième augmentation : 19 mars 1956 :

a) Augmentation, avec effet rétroactif pour l'année 1955, de 3 p.c. maximum du salaire annuel;

b) Augmentation de 6 p.c. maximum.

Ces augmentations pouvaient être accordées après l'échéance des conventions collectives de travail existantes, mais, au plus tard, le 1^{er} septembre 1956. Des augmentations à titre de compensation du relèvement des primes de l'assurance-vieillesse et des loyers furent consenties en 1957.

Un examen plus approfondi de la politique des salaires dirigés permet de distinguer deux étapes : la première porte sur la période 1945-septembre 1954, la seconde sur la période octobre 1954-1959.

1. Période 1945-septembre 1954.

La première étape de la politique des salaires dirigés était inspirée par :

a) le souci d'assurer aux travailleurs un niveau de vie minimum. Il en résulta des augmentations :
— obligatoires,
— uniformes pour l'ensemble de l'économie,
— compensatoires du relèvement du coût de la vie;

b) la préoccupation de pousser au maximum le rythme de la reconstruction et de l'industrialisation.

Il s'ensuivit un contrôle sévère des salaires par les autorités devant veiller au plein emploi, à la position concurrentielle de l'économie, au rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements; c'est pourquoi, les adaptations des salaires au coût de la vie ne se réalisèrent chaque fois que *ex post*.

La politique des salaires basée sur ces principes et ayant le coût de la vie pour critère était peu compliquée. La tâche de régler le niveau des salaires sur la norme du « minimum social » incombait au Collège des Médiateurs de l'Etat. Ce minimum était fixé en tenant compte des biens de consommation indispensables (les rations du ravitaillement), des loyers et de quelques autres dépenses essentielles d'une famille ayant deux enfants à charge. Il était assuré à tous les travailleurs non qualifiés et augmenté de 10 p.c. pour les semi-qualifiés et de 20 p.c. pour les qualifiés.

A plusieurs reprises, une augmentation générale des salaires (cf. les augmentations énumérées plus haut) dut être accordée pour assurer le « minimum social » aux travailleurs les moins bien rétribués. En effet, si l'évolution des salaires n'échappait pas au contrôle des autorités, il n'en était pas toujours de même du mouvement des prix, qui subissait l'influence des marchés mondiaux.

Les seules différences de salaires possibles, entre les diverses branches d'industries, ne pouvaient résulter que du jeu de l'échelle des catégories professionnelles ou des communes.

Après la dévaluation de septembre 1949 et la détérioration sérieuse de la balance des paiements en 1950, le Gouvernement renforça sa politique monétaire et fiscale, rigoureusement anti-inflationniste, et limita davantage les majorations de salaires. En mars 1951, un accord tripartite fut conclu entre le Gouvernement et les groupements d'employeurs et de travailleurs en vue de restreindre les augmentations compensatrices des salaires. Il en résulta une baisse des salaires réels de quelque 5 p.c. par rapport à leur niveau de septembre 1949. En 1952 et en 1953, les salaires restèrent à peu près stables et la balance des paiements accusa des excédents.

A partir de 1953, le désir d'une politique des salaires différenciés et d'une plus grande liberté dans la formation des salaires se manifesta aux Pays-Bas. Les travailleurs se plaignaient, en effet, de ce que les adaptations se réalisaient toujours *ex post* et qu'elles étaient très rapidement absorbées par les hausses de prix. En outre, les travailleurs des secteurs en forte croissance faisaient valoir qu'ils étaient désavantagés par l'uniformité des augmentations de salaires. Une troisième raison était l'amélioration sensible enregistrée, depuis 1952, par l'économie hollandaise, au point que, dans certains domaines de la vie économique, les réglementations sévères introduites après la guerre purent être assouplies progressivement. C'était notamment le cas de la politique des prix, des investissements et des dividendes. Pourquoi, dès lors, se demandait-on dans les milieux syndicaux, les salaires devaient-ils encore être dirigés ?

Il n'est donc pas étonnant qu'un commencement de politique des salaires différenciés fût instauré à partir de 1954.

2. Période octobre 1954-1959.

Le relèvement des salaires au cours de cette période se distingue des précédents notamment par les caractéristiques suivantes :

a) l'accroissement de la productivité, considéré comme représentatif du développement du produit national, fut introduit comme nouveau critère. Aussi les majorations de salaires sont-elles vues comme des améliorations du bien-être : elles ne sont plus uniquement compensatrices, mais font participer les travailleurs à l'accroissement considérable du produit national;

b) les augmentations ne furent plus obligatoires, mais les autorités indiquaient un pourcentage maximum que les négociateurs des différentes conventions collectives ne pouvaient pas dépasser;

c) à l'occasion des septième et huitième augmentations générales, on envisagea d'introduire une différenciation entre les secteurs. Dans les deux cas, l'augmentation pouvait osciller entre 0 et 6 p.c. En ce qui concerne l'accord de 1956, les employeurs ne pouvaient pas incorporer dans les prix de vente les augmentations de plus de 3 p.c. En pratique, cependant, cette tentative de politique de différenciation échoua; en effet, dans la plupart des branches industrielles, le maximum fut accordé; dans la construction et dans quelques petits secteurs, des « salaires noirs » comblèrent la différence.

Depuis 1959 : politique des salaires différenciés.

Au printemps de 1959, le — nouveau — Gouvernement substitua à la politique des salaires dirigés celle des salaires dits différenciés, qui, en principe, laisse une plus grande liberté et une plus grande responsabilité aux parties contractantes (employeurs et travailleurs) et permet certaines différenciations entre l'évolution salariale des différents secteurs. Deux principes sont à la base de cette nouvelle politique :

a) une plus grande différenciation des conditions du travail, grâce à des augmentations de salaires plus directement liées au développement de la productivité dans chaque secteur. Celle-ci est définie comme la production par travailleur. La différenciation entre les diverses entreprises d'un même secteur se limite principalement aux conditions secondaires du travail. On espérait de la sorte que les adaptations de salaires seraient dorénavant fonction de la possibilité des différents secteurs d'y faire face. En effet, les augmentations de salaires devaient, en principe, rester sans répercussion directe sur les prix. Une certaine différenciation

pouvait encore résulter du fait que les majorations de salaires n'étaient plus octroyées simultanément, mais selon les dates de reconduction des conventions collectives;

b) la « coordination » consistant à créer une structure équitable des niveaux des salaires dans les différents secteurs. En d'autres termes, on tolère des différences de salaires, mais, en même temps, on veut éviter l'apparition d'une trop grande disparité. Des différences trop accentuées devront être corrigées en tenant compte de la productivité non seulement sectorielle mais également nationale. Dans les secteurs où la productivité sera supérieure au niveau national, une partie de la « marge » servira à faire baisser les prix. Ainsi, les employeurs des branches à productivité plus faible pourront augmenter leurs prix sans qu'il en résulte une pression à la hausse du niveau général des prix. Le Collège des Médiateurs de l'Etat est intervenu pour niveler les mouvements des salaires dans les secteurs où l'évolution de la productivité s'est écartée de la tendance moyenne.

En examinant la manière dont ces principes ont été appliqués, on distingue une première période s'étendant de 1959 à octobre 1961.

Après avoir pris l'avis de la Fondation du Travail et celui — non unanime — du Conseil Economique et Social, le Gouvernement adressa, le 31 juillet 1959, au Collège des Médiateurs de l'Etat une série de « directives générales » que l'on peut résumer de la manière suivante.

« 1° La hausse des frais de salaires qui découle des propositions de salaires — lesquelles ne peuvent conduire à une augmentation des prix — doit être justifiée par l'augmentation de la productivité pendant la période antérieure et les prévisions qui en découlent pour la nouvelle durée du contrat. Dans certains cas particuliers, l'augmentation de la rentabilité pourrait être invoquée dans la motivation.

» 2° Si les améliorations des salaires et d'autres conditions du travail proposées dépassent tellement l'augmentation nationale moyenne de la productivité qu'il pourrait en résulter des « conséquences difficilement prévisibles » (par exemple en rapport avec la situation sur le marché du travail), les propositions en cause devraient alors être revues. Dans le cas où ceci aboutirait à une diminution du coût des salaires par rapport aux propositions initiales, cette diminution devrait, en principe, conduire à une diminution des prix.

» 3° Il peut être dérogé aux dispositions ci-dessus, après accord du Ministre intéressé, si la chose « est jugée nécessaire au bout d'un certain temps pour des raisons de coordination » ou pour autant qu'il s'agisse de secteurs n'appartenant pas à la vie professionnelle.

» 4° Une diminution de la durée du travail de 48 à 45 heures doit s'effectuer par étapes. Dans des cir-

constances déterminées, pareille diminution pourrait s'effectuer en une fois pour autant qu'il n'en résulte pas de difficultés sérieuses pour d'autres entreprises ou secteurs professionnels.

» 5° En période de plein emploi — mais aussi en temps de grand chômage — la politique de différenciation ne sera appliquée qu'avec une extrême prudence » (1).

L'application de ces règles donna lieu à de nombreuses critiques; une série d'« incidents » se produisirent en 1960 dans quelques secteurs.

Une critique importante visait l'ambiguïté du rôle que les autorités devraient jouer dans la formation des salaires. On a reproché à la politique des salaires différenciés de ne pas laisser, en pratique, une plus grande liberté à l'économie privée, c'est-à-dire de ne pas donner, en réalité, une plus grande responsabilité aux travailleurs et employeurs.

Il est vrai que les différentes parties contractantes des conventions collectives de travail avaient fourni, à l'appui de leurs revendications, les derniers chiffres sur la productivité de leur secteur et que les employeurs s'étaient engagés à ne pas incorporer dans les prix les augmentations de salaires accordées. En pratique cependant, les parties avaient parfois donné des chiffres sur le développement de la productivité qui ne correspondaient aucunement à ceux du Bureau Central de la Statistique (*Centraal Bureau voor de Statistiek*). Dans d'autres cas, le Bureau Central de la Statistique ne disposait pas de statistiques susceptibles d'être confrontées avec celles que les contractants avaient produites pour appuyer leurs revendications. Aussi, dans de nombreux cas, les décisions ne furent pas prises sur la base de calculs précis, mais plutôt à la lumière d'une interprétation souple des directives du Gouvernement, interprétation qui inspira la Fondation du Travail dans ses avis (quelque 400 en 1960, par exemple) et le Collège des Médiateurs de l'Etat dans son appréciation des conventions proposées.

Les tensions qui se manifestèrent dans plusieurs secteurs en 1960 et en 1961, reflètent également les difficultés suscitées par la politique des salaires différenciés (2). A titre d'exemple, on peut rappeler les cas suivants :

Le problème du relèvement des traitements des fonctionnaires se posa au début de 1960. Le critère de la productivité s'est révélé inutilisable dans ce secteur.

Au début de 1960, des grèves, qui ont duré trois semaines, éclatèrent dans le secteur de la construction. Le motif invoqué fut le retard apporté à l'appli-

cation d'une nouvelle convention collective de travail prévoyant une augmentation des salaires de 4,6 p.c. Ce retard était causé par le refus des employeurs de s'engager à ne pas incorporer cette augmentation dans leurs prix. Le Gouvernement estimait que la hausse probable des prix qui en résulterait était incompatible avec ses directives générales en matière de politique des salaires différenciés. La grève ne prit fin qu'après qu'une ordonnance relative aux prix fut promulguée. En fait, la grève avait donc soutenu la politique des prix du Gouvernement.

En automne de 1960, les taux de relèvement des salaires proposés par les raffineries de sucre de betterave furent réduits de la moitié environ. Aussitôt, les employeurs firent savoir au Gouvernement qu'ils paieraient les salaires initialement convenus entre employeurs et travailleurs. Pour autant qu'on le sache, il n'y eut aucune réaction de la part du Gouvernement.

Vers la même époque, les employeurs et les travailleurs de l'industrie des métaux soumièrent au Collège des Médiateurs de l'Etat une proposition d'augmentation des salaires, avant l'échéance de la convention collective existante. Ceci posait de manière aiguë tout le problème de la rupture prématurée des conventions collectives. Les échanges de vues entre le Gouvernement et la Fondation du Travail se clôturèrent par une lettre adressée le 1^{er} octobre par le Premier Ministre à la Fondation du Travail. Le Ministre fit savoir que, selon le Gouvernement, « dans les conditions économiques actuelles et compte tenu du développement prévisible pour 1961, les révisions intérimaires de conventions collectives de travail n'étaient pas compatibles avec les objectifs principaux de la politique gouvernementale ». Une directive générale dans le même sens fut notifiée au Collège des Médiateurs de l'Etat, le 17 octobre 1961. Il semble que des augmentations supplémentaires aient néanmoins été octroyées dans le secteur des fabrications métalliques en 1960 et en 1961.

La réduction de la durée du travail en 1960 et en 1961 fut réalisée dans un délai plus rapide que prévu; c'est surtout à cause de cette réduction qu'en 1961 le relèvement du niveau des salaires n'est pas allé de pair avec un accroissement de la production moyenne par travailleur.

Selon le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique, le pourcentage moyen des salaires noirs payés en 1961 dans un nombre d'entreprises occupant 400.000 travailleurs, atteignit 5,4 p.c.

Appliquant le principe de la « coordination », le Gouvernement décida en 1960 qu'une augmentation de 4 p.c. maximum pouvait être accordée dans les secteurs où l'accroissement trop faible de la production par travailleur n'avait normalement pas permis de le faire. Les employeurs pouvaient demander l'autorisation d'intégrer ces augmentations dans leurs prix.

(1) L.M. Koyck, « La politique néerlandaise des salaires », *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 192, août-septembre-octobre 1960, p. 626.

(2) P.S. Pels, « De « vrijere » loonpolitiek in 1960 », *Economisch-Statistische Berichten*, XLV, n° 2.266, 21 décembre 1960, pp. 1211-1212; Rapport annuel de la Nederlandsche Bank, 1960, pp. 33-34; Rapport annuel de la Nederlandsche Bank, 1961, pp. 29-30.

IV. LES RECENTS PROBLEMES DE LA POLITIQUE DES SALAIRES

L'accord de Oud-Wassenaar.

L'économie néerlandaise est caractérisée depuis le milieu de 1961 par une pénurie aiguë de travailleurs qui entrave l'expansion de la production. En présence de l'augmentation des prix et des coûts intérieurs, les autorités étaient de plus en plus préoccupées par la position compétitive de l'industrie néerlandaise. En raison de la très haute conjoncture, le renouvellement d'un grand nombre de conventions collectives de travail constituait sans nul doute une opération délicate.

Aussi le Gouvernement avait-il engagé des pourparlers avec la Fondation du Travail au sujet de la politique économique et sociale à suivre, plus spécialement en vue de modérer l'augmentation des salaires et de préciser les « règles du jeu » de la politique salariale. Ces pourparlers aboutirent à l'accord de Oud-Wassenaar, signé le 17 novembre 1961.

Cet accord fixait les normes, valables jusqu'à la fin de 1962, que devaient observer les négociateurs des conventions collectives de travail. Il fut convenu que :

a) la limite de l'augmentation des salaires dans chaque secteur n'était plus déterminée uniquement en fonction de la productivité sectorielle, mais également en fonction de la productivité nationale, les deux étant pondérées selon la formule : trois fois l'accroissement moyen annuel, dans le passé, de la productivité du secteur considéré + une fois l'accroissement annuel de la productivité nationale prévu pour 1962; cette somme étant divisée par 4;

b) l'habituelle augmentation des salaires compensatrice du relèvement des loyers qui devait intervenir en 1962, ne pouvait pas être portée en déduction de la marge prévue ci-dessus. Elle était entièrement à charge des employeurs et ne pouvait pas être incorporée dans les prix. Entre-temps, le relèvement des loyers est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1962.

Dans la formule de Oud-Wassenaar, le « trend » de la productivité sectorielle était calculé, dans la mesure du possible, sur la base de la décennie écoulée, d'après les chiffres du Bureau Central de la Statistique. Dans certains cas, il était également tenu compte des données complémentaires plus détaillées fournies par les parties contractantes, pour autant que ces chiffres étaient jugés acceptables par le Bureau Central de la Statistique. En l'absence de chiffres, on acceptait les estimations faites lors des révisions antérieures des conventions collectives.

En ce qui concerne les prévisions d'augmentation de la productivité pour l'ensemble de l'économie en 1962, on admit l'estimation de 2 p.c. du Bureau Central du Plan.

Un exemple chiffré fera mieux comprendre la méthode de calcul esquissée ci-dessus.

Dans l'hypothèse où il ressort des calculs du Bureau Central de la Statistique que, dans l'industrie chimique, l'accroissement de la productivité, au cours des dernières années, était en moyenne de 5 p.c. par an, l'augmentation maximum des salaires en 1962 pouvait alors atteindre :

$$\frac{3 \times 5 \text{ p.c.} + 1 \times 2 \text{ p.c.}}{4} = 4,25 \text{ p.c.}$$

Par contre, si l'accroissement atteint était en moyenne de 1 p.c., on aurait obtenu :

$$\frac{3 \times 1 \text{ p.c.} + 1 \times 2 \text{ p.c.}}{4} = 1,25 \text{ p.c.}$$

Ces deux exemples font clairement ressortir l'intention du Gouvernement de freiner la hausse des salaires dans les industries en forte croissance au profit des travailleurs des secteurs plus stagnants. D'ailleurs, au cours des négociations avec les syndicats, le Gouvernement a même préconisé une plus grande nivellation en prenant la moyenne non pondérée entre l'accroissement de la productivité nationale et celui de la productivité sectorielle.

On utilise cependant, dans ces formules, une mesure très imparfaite de la productivité, puisque cette dernière est toujours prise dans le sens de la « production par travailleur » (et non de la « production par heure de travail » qui permettrait, par exemple, de tenir compte de la réduction de la durée du travail), selon la formule :

$$\frac{\text{indice de la production}}{\text{indice de l'effectif ouvrier}}$$

La production, telle qu'elle est représentée ici, comprend la somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises. Par analogie, la production d'un secteur industriel est définie par la valeur ajoutée du secteur considéré.

Ces résultats sont ensuite calculés à prix constants, puis ramenés sous forme d'indices.

L'indice de la production tient compte de l'importance de chaque industrie. Tous les ans, les coefficients de pondération attribués à chaque branche sont réexaminés et éventuellement adaptés.

Comme chiffre représentatif de l'effectif ouvrier, on prend la moyenne annuelle du total des ouvriers et des employés qui ont contribué à la production. Cette moyenne tient compte de la variation saisonnière; elle est calculée de la manière suivante :

effectif ouvrier au 31 janvier	× 0,5
+ effectif ouvrier au 31 mars	× 1
+ effectif ouvrier au 30 juin	× 1
+ effectif ouvrier au 30 septembre	× 1
+ effectif ouvrier au 31 décembre	× 0,5
cette somme est divisée par 4.	

Les résultats obtenus de la sorte sont, à leur tour, exprimés en indices.

Les directives générales du Gouvernement du 2 mars 1962.

L'élaboration des projets de certaines conventions venant à échéance en 1963 a fait surgir des difficultés au sein de la Commission des salaires de la Fondation du Travail quant à l'interprétation de l'accord de Oud-Wassenaar. Il s'agissait de savoir si les augmentations de salaires à accorder en 1962 et partiellement basées sur l'accroissement attendu de la productivité en 1963, n'étaient pas incompatibles avec l'accord de Oud-Wassenaar.

Les pourparlers sur ce sujet entre le Gouvernement et la Fondation du Travail n'ont abouti à aucune solution. C'est pourquoi le Gouvernement a donné le 2 mars 1962 des directives générales aux termes desquelles des augmentations de salaires intérimaires, prévues dans les conventions collectives, ne pourraient avoir lieu :

— avant la fin de la première moitié de la période contractuelle, pour les conventions collectives ayant une durée de un an et demi ou plus;

— avant un an, pour les conventions collectives ayant une durée de moins de un an et demi.

Critiques de la récente politique des salaires.

a) Opposition aux directives du 2 mars 1962.

Le *Centraal Sociaal Werkgeversverbond* (fédération patronale neutre) et le *Nederlands Verbond van Vakverenigingen* (syndicat socialiste) avaient exprimé l'opinion que les directives du Gouvernement du 2 mars 1962 ne pouvaient être considérées comme une simple précision à l'accord du Oud-Wassenaar, facilitant l'interprétation de celui-ci, mais qu'elles constituaient une infraction à cet accord, de sorte que les négociations de conventions collectives de travail au sein de la Fondation du Travail s'en trouvaient fort entravées.

Il faut noter que c'était surtout l'attitude de ces deux associations au sein de la Commission des salaires de la Fondation du Travail qui fut à l'origine de la crise qui amena le Gouvernement à trancher la question à l'aide des directives du 2 mars 1962.

b) Opposition au critère de la productivité dans la politique des salaires différenciés.

Le patronat surtout était d'avis qu'en principe le système d'un critère unique, celui de la production par travailleur, ne devait plus être retenu, mais qu'il fallait également tenir compte de la rentabilité des entreprises et de la situation du marché de l'emploi.

Les employeurs affirmaient, en effet, que la productivité n'est que très partiellement déterminée par l'effort et la qualification personnelle du travailleur, mais qu'elle dépend largement du volume et de la nature des biens d'investissement en général, du progrès technique et des investissements réalisés dans l'entreprise.

Dans la perspective d'un ralentissement du rythme de développement de la productivité, tant au niveau national que sectoriel, les employeurs estimaient injustifiable, dans la formule de Oud-Wassenaar, de donner à l'augmentation annuelle moyenne de la productivité sectorielle dans le passé une pondération triple de celle de la productivité nationale prévue pour la période en cours (2 p.c. pour 1962). En supposant, par exemple, que l'augmentation de la production par travailleur dans un secteur déterminé ait été de 4 p.c. en moyenne dans le passé, on arrive à un plafond pour l'augmentation des salaires de :

$$\frac{3 \times 4 \text{ p.c.} + 1 \times 2 \text{ p.c.}}{4} = 3,5 \text{ p.c.}$$

c'est-à-dire 1,5 p.c. de plus que les 2 p.c. d'augmentation de la productivité calculés par le Bureau Central du Plan pour 1962.

On objectait que les secteurs économiques qui, dans le passé, avaient connu une forte augmentation de productivité étaient désavantagés dans le nouveau système par rapport aux industries relativement jeunes où il existe encore de larges possibilités d'accroissement de la productivité. On arrivait ainsi à la situation paradoxale que certains secteurs étaient en quelque sorte pénalisés pour les efforts de rationalisation qu'ils avaient accomplis dans le passé. C'était notamment le cas de l'industrie textile.

Le critère de la productivité s'est révélé inutilisable dans divers secteurs, par exemple, dans de nombreux secteurs tertiaires.

Dans certaines industries, on se serait d'abord mis d'accord sur l'augmentation de salaires et c'est après seulement que les négociateurs auraient établi, à l'appui de l'accord, les chiffres de la productivité précisément en fonction des augmentations convenues. Ignorer l'évolution réelle de la productivité n'était évidemment possible que dans les secteurs pour lesquels on ne disposait pas de chiffres précis concernant la production par travailleur.

Selon le *Centraal Sociaal Werkgeversverbond*, la norme pour déterminer la marge moyenne autorisée d'augmentation des salaires devait être uniquement la productivité nationale et non celle des secteurs. Cette fédération a proposé qu'une commission du Conseil Economique et Social — à savoir la Commission de développement de l'économie nationale (*Commissie Ontwikkeling Nationale Economie*) — fasse chaque semestre une estimation de l'évolution économique pour les deux années à venir. Cette estimation devait constituer la base des décisions de la politique salariale.

c) Opposition à une trop grande intervention de l'Etat.

En général, tant les représentants des employeurs que ceux des travailleurs estimaient que la Fondation du Travail et les organisations centrales

d'employeurs et de travailleurs devaient assumer la responsabilité de la formation des salaires et de la coordination de la politique salariale. Ils mettaient l'accent sur les complications qu'entraînent les discussions par secteur sur la détermination des marges d'amélioration des conditions du travail. Aussi le président du syndicat socialiste reprochait-il à ce système l'intervention excessive du Gouvernement dans les particularités de la formation des salaires et souhaitait-il la suppression du « contrôle préventif » du Collège des Médiateurs de l'Etat.

Les multiples ingérences du Collège des Médiateurs de l'Etat dans les particularités de la formation des salaires avaient donné lieu à des tensions, plus particulièrement au sein des syndicats. En effet, il était arrivé, à de nombreuses reprises, que les travailleurs et les employeurs se fussent mis d'accord, parfois après des pourparlers difficiles, sur un certain pourcentage d'augmentation des salaires. Ce chiffre était communiqué aux travailleurs. Le Collège intervenait alors pour réduire ce pourcentage, parfois de moitié.

Jusqu'à présent, le Gouvernement s'était opposé à ce désir d'une plus grande liberté en matière de salaires en invoquant sa responsabilité dans le domaine de la stabilisation des prix. Il était encouragé dans cette attitude par les porte-parole de quelques secteurs industriels, notamment ceux de l'industrie chimique où il y a une menace de capacité excédentaire et où les marges bénéficiaires se réduiraient notablement.

d) *Extension de la pratique des salaires noirs.*

Depuis 1961, la pratique des salaires noirs s'est largement répandue. Dans certains secteurs, par exemple celui de la construction, des salaires noirs représentant jusqu'à 30 p.c. du salaire réel ont été payés. Les employeurs auraient recours à toute une série de méthodes pour y arriver; une méthode très efficace consistait à classer les travailleurs dans des catégories supérieures à celle que justifierait normalement leur qualification.

V. LA REORIENTATION DE LA POLITIQUE NEERLANDAISE DES SALAIRES

Nous avons déjà signalé l'opposition croissante, tant des organisations de travailleurs que des organisations d'employeurs, à la politique des salaires. La principale objection visait la trop grande ingérence de l'Etat dans la formation des salaires et les pouvoirs très étendus du Collège des Médiateurs de l'Etat; on a parfois qualifié la politique des salaires de « super-dirigée ». De là, le désir d'une plus grande liberté et d'une plus grande responsabilité de l'économie privée. C'est dans cette perspective que l'on doit interpréter le second avis du Conseil

Economique et Social concernant une révision de la politique des salaires.

Cet avis est la réponse du Conseil à une requête du Gouvernement, introduite le 11 octobre 1960, par suite des difficultés auxquelles l'application de la politique des salaires différenciés se heurtait. Le Gouvernement demandait notamment au Conseil si les critères sur lesquels la politique salariale était basée devaient être modifiés ou éventuellement complétés. Dans sa requête, il exprimait le souhait de maintenir la formulation institutionnelle de la politique des salaires, c'est-à-dire que le système de la formation des salaires différenciés basé sur le développement de la productivité par secteur serait pris comme point de départ.

Durant près de deux ans, la question fut étudiée au sein du Conseil Economique et Social par la Commission de développement de l'économie nationale, sous la présidence du Professeur Dr. D.B.J. Schouten. L'avis fut transmis au Gouvernement en juillet 1962.

Le Conseil jugea ne pas pouvoir donner suite à la requête du Gouvernement préconisant le maintien du cadre institutionnel de la politique des salaires; il arriva à la conclusion qu'il n'était pas possible de formuler une proposition dans le cadre défini par la lettre du 11 octobre 1960, parce qu'il avait constaté que la politique des salaires n'avait pas atteint les buts pour lesquels elle avait été instaurée en 1959. A ce sujet, l'avis disait notamment :

« Un des motifs pour lesquels en 1959 la politique des salaires, basée sur des directives centrales, a fait place à un système de formation des salaires différenciés, a été la nécessité généralement ressentie de transférer dans une plus large mesure la responsabilité principale de la formation des salaires à l'économie privée, c'est-à-dire aux organisations de travailleurs et d'employeurs. Bien qu'à certains égards, on puisse parler, dans le système en vigueur, d'un progrès par rapport à l'après-guerre, les résultats enregistrés ont été insuffisants. Quoique les directives générales de juillet 1959 aient introduit d'autres critères, le système a eu pour résultat, sur le plan des secteurs et des entreprises, de lier étroitement les salaires à la productivité dans ces secteurs ou dans ces entreprises; la liberté d'initiative des partenaires sociaux dans la formation des salaires et, partant, leur responsabilité réelle ont ainsi été réduites. En outre, des doutes croissants sont exprimés en ce qui concerne la validité économique du critère de la productivité du travail, surtout lorsqu'il s'agit de salaires par secteur et par entreprise. De plus en plus souvent, on s'accorde à considérer que l'évolution des salaires dépend en fait d'un grand nombre de facteurs, tellement divers qu'ils ne peuvent se ramener à une seule formule. En outre, le rôle que ces facteurs jouent isolément n'est pas le même en toute circonstance. L'appréciation de ces facteurs, en vue de la fixation des salaires, peut, en première instance, être le mieux formulée par l'économie pri-

vée. Ceci implique cependant que cette dernière puisse disposer dans ce domaine d'une liberté d'action suffisante » (1).

De ce qui précède, il ressort que le Conseil n'approuvait pas une des bases du système des salaires, à savoir la liaison stricte et exclusive des salaires à la productivité. En outre, le Conseil soulignait qu'à l'encontre des buts poursuivis en 1959, l'économie privée assumait une responsabilité encore trop limitée dans la formation des salaires. Etant donné que, dans le cadre institutionnel en vigueur, on ne pouvait remédier à ce défaut, le Conseil estimait qu'une réorientation complète de la politique des salaires était nécessaire, y compris l'aspect institutionnel. Par cet avis, il est sorti du cadre de la requête du Gouvernement. Ceci explique également pourquoi il a fallu attendre presque deux ans avant que l'avis ne fût publié.

A la fin de novembre 1962, le Gouvernement marqua son accord, sous réserve de quelques points, sur l'avis du Conseil Economique et Social. Le Gouvernement a accepté en effet que le point de départ des modifications des salaires au niveau national revête la forme d'une indication chiffrée ou plus générale en ce qui concerne l'évolution probable du salaire-coût dans le proche avenir; la prévision de cette évolution tiendra également compte de facteurs macro-économiques. Les données macro-économiques seront empruntées aux rapports semestriels du Conseil Economique et Social. Cette décision du Gouvernement signifie l'abandon du critère de la productivité en tant que base principale de la politique des salaires par secteur économique. En même temps, le Gouvernement a laissé à l'économie privée une plus grande responsabilité dans la formation des salaires.

Le nouveau système des salaires repose en effet sur les deux principes fondamentaux suivants :

— la liaison étroite des salaires à la productivité est abandonnée;

— la responsabilité des modifications des salaires est confiée en première instance aux organisations représentatives de l'économie privée, tout en reconnaissant la responsabilité propre des autorités publiques.

En réalité, la procédure suivante sera appliquée. Tous les six mois, le Conseil Economique et Social publiera un rapport sur la situation économique et sociale des Pays-Bas. Eu égard à la politique salariale à suivre, ces rapports fourniront des indications concernant l'augmentation possible du salaire-coût total dans un proche avenir. Ces indications peuvent prendre la forme d'un pourcentage concret, d'indications plus globales, ou de chiffres maximums et minimums. En ce qui concerne l'évolution des salaires, il ne sera pas seulement tenu compte de la productivité nationale, mais aussi d'autres facteurs, tels que la rentabilité, la position

concurrentielle vis-à-vis de l'étranger, la situation du marché de l'emploi, l'évolution de la balance des paiements, les termes de l'échange, etc. Pour la rédaction de ces rapports semestriels, il pourra être fait usage de la documentation fournie par le Bureau Central du Plan et par le Bureau Central de la Statistique.

Puisque les rapports du Conseil Economique et Social seront déterminants pour la formation concrète des salaires et que cette dernière ne pourra pas se dissocier de la politique économique et sociale générale, le Gouvernement et le Conseil Economique et Social se concerteront à l'occasion de la rédaction des rapports. Cette consultation ne doit pas nécessairement conduire à un accord unanime, comme le Gouvernement l'avait voulu à l'origine. En cas de divergence d'opinions entre le Gouvernement et le Conseil Economique et Social sur des questions de détail au sujet de l'augmentation des salaires estimée possible, le point de vue du Conseil sera prépondérant. Ce n'est que lors de divergences fondamentales que le Gouvernement interviendra. La Fondation du Travail s'effacera alors pour faire place au Collège des Médiateurs de l'Etat qui reprendra l'examen de la situation sur la base d'une directive du Gouvernement. Tout dépendra évidemment de la façon dont le Gouvernement interprétera la notion « divergence fondamentale ».

Les rapports semestriels n'ont évidemment pas pour objet de déterminer de manière précise les augmentations de salaires souhaitables dans chaque secteur économique et encore moins d'élaborer une formule mathématique. Ils se borneront à fournir une indication généralement admise sur la marge globale disponible pour l'augmentation des salaires dans l'économie néerlandaise à un moment donné, compte tenu des différents éléments macro-économiques et micro-économiques, dont quelques-uns ont été mentionnés ci-dessus. De cette manière, on pense réaliser le premier principe de base.

Pour l'application du deuxième principe de base, c'est-à-dire une plus grande responsabilité de l'économie privée dans la formation des salaires, le Conseil a mis au point une procédure caractérisée par une étroite collaboration des centrales de travailleurs et d'employeurs et de leurs associations respectives. Cette procédure peut être esquissée de la manière suivante : quelques mois avant le renouvellement d'une convention collective de travail dans un secteur donné, les organisations centrales des travailleurs prennent contact en vue de se mettre d'accord sur des revendications salariales communes. De leur côté, les centrales des employeurs procèdent de la même manière afin d'arrêter une position commune. A cette fin, elles tiennent compte des indications fournies dans les rapports semestriels du Conseil Economique et Social. Ce sont donc les organisations centrales qui doivent, au premier chef, veiller à ce que l'évolution des salaires dans un secteur déterminé soit compatible avec l'évolution économique générale.

(1) *Advies inzake het systeem van loonvorming*, Sociaal-Economische Raad, n° 8, 1962, pp. 4-5.

Bien que l'objectif explicite soit que l'examen des problèmes salariaux, tant du côté des travailleurs que du côté des employeurs, se fasse tout à fait indépendamment, les centrales des deux parties se concerteront sur des sujets plus généraux, tels que, par exemple, le degré de différenciation des salaires qui paraît souhaitable. Dans une certaine mesure, cet échange de vues pourrait déjà se faire lors des discussions relatives aux prévisions formulées dans le cadre des rapports semestriels du Conseil.

Une fois cette phase terminée, il incombe aux organisations centrales d'amener les associations affiliées à adopter les vues de leurs centrales respectives en matière salariale. Ce stade de la procédure est généralement appelé la « coordination interne ». Le succès de la nouvelle politique des salaires dépendra du bon fonctionnement de cette coordination interne.

C'est seulement après celle-ci que commencent les pourparlers proprement dits au niveau des secteurs professionnels au sujet du renouvellement des conventions de salaires. On écarte ainsi une objection importante à l'égard du système précédent, à savoir que les instances centrales n'étaient mises au courant des propositions concrètes que lorsque celles-ci étaient déjà connues dans de larges milieux et même publiées. Si, par la suite, des modifications s'imposaient, elles entraînaient le plus souvent de fortes tensions dans les secteurs.

Il est explicitement prévu que, lors des négociations salariales, les organes centraux ne peuvent pas obliger leurs associations affiliées à une prise de position déterminée. En cas de divergences d'opinions, les organes sectoriels demeurent autonomes en ce qui concerne les propositions définitives à formuler. De cette manière, la liberté de négociation des parties intéressées est garantie.

Lorsque les pourparlers entre les travailleurs et les employeurs ont abouti à une convention collective de travail, celle-ci doit encore être ratifiée. Dans le système précédent, cette approbation était donnée par le Collège des Médiateurs de l'Etat. Dans l'optique de la nouvelle réglementation en matière de salaires, il est normal que ce contrôle soit également réservé à l'économie privée.

A cette fin, l'avis prévoit que les conventions collectives de travail conclues doivent être transmises à la Fondation du Travail. Celle-ci veillera à ce que les arrangements proposés soient compatibles avec les impératifs macro-économiques.

Dans les cas normaux, c'est-à-dire lorsque les travailleurs et les employeurs se sont conformés aux directives qui leur ont été données par leurs centrales respectives, l'approbation d'une convention collective ne soulèvera aucune difficulté, vu la composition de la Fondation et les contacts préalables entre les centrales de travailleurs et d'employeurs.

L'avis du Conseil Economique et Social prévoyait qu'une convention collective de travail, après avoir été ratifiée par la Fondation du Travail, entrerait en

vigueur automatiquement après quelques semaines. Le Collège des Médiateurs de l'Etat ne procéderait à un examen complémentaire que dans des circonstances exceptionnelles.

Cette procédure a été quelque peu modifiée par le Gouvernement; à l'avenir, chaque convention collective de travail sera soumise aussi bien à la Fondation qu'au Collège. La Fondation décidera de la ratification de la convention. Si le Collège ne s'y oppose pas, la convention entre en vigueur peu de temps après, en tout cas dans un délai de quatre semaines. Si, cependant, le Collège ne peut se rallier à une décision de la Fondation, il en informe le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique. Ce dernier décide alors de l'entrée en vigueur ou non de la convention.

Le but d'une telle procédure est clair : une convention déjà ratifiée par la Fondation ne peut être qu'exceptionnellement rejetée. Aussi, le Gouvernement espère que le secteur privé respectera les règles du jeu.

Le Gouvernement a d'ailleurs, dans le nouveau système, une autre possibilité d'intervention; si, malgré tout, l'évolution des salaires s'écarte de la voie tracée, ou encore si, pour une autre raison, la situation économique générale devient tellement tendue que le Gouvernement juge nécessaire, dans l'intérêt de l'économie nationale, de prendre des mesures dans le domaine de l'évolution des coûts, il proclame une pause salariale pour une courte période — de un à deux mois — afin de pouvoir entamer, en cas de besoin, de nouvelles négociations avec les organisations représentatives du secteur privé, après qu'un nouvel avis aura été demandé au Conseil Economique et Social. Faute d'accord, le Gouvernement peut rétablir les prérogatives antérieures du Collège.

Le Gouvernement a mis l'accent sur le fait qu'il s'agirait là d'une mesure d'exception.

Ainsi, il ressort de ce qui précède que le Gouvernement a, dans le nouveau système des salaires, voix au chapitre en trois circonstances. Il peut faire valoir ses idées de manière directe et préalable lors de la délibération avec la Fondation sur le rapport du Conseil Economique et Social (en cas de divergences de vues fondamentales); de manière indirecte et un peu plus tard dans le processus, grâce au pouvoir dont dispose le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique d'annuler un contrat déjà ratifié. En troisième instance, il lui reste encore la possibilité de rétablir le Collège dans ses fonctions antérieures.

Le mode de fixation des salaires, tel qu'il a été décrit ci-dessus, est appliqué depuis le 1^{er} janvier 1963, bien que le Parlement doive encore l'approuver. Il ne semble pas que cette approbation puisse rencontrer des difficultés.

On peut se demander si le nouveau système constitue une amélioration par rapport au système précédent. Bien que, finalement, les faits doivent

donner une réponse définitive à cette question, nous pensons que dans la nouvelle réglementation il y a des éléments positifs qui constituent une amélioration par rapport à la situation antérieure, en particulier le remplacement du critère de la productivité sectorielle par une mesure plus macro-

économique. En outre, on a mis fin au rôle passif de l'économie privée dans la formation des salaires; elle a pratiquement obtenu la liberté qu'elle souhaitait. Pour cette raison, la nouvelle politique des salaires signifie une modification profonde de la politique qui a été suivie aux Pays-Bas depuis 1945.



BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de novembre 1962. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

CAMU L., Le financement des entreprises. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 40, 23 novembre 1962, pp. 1-8.*)

TIMMERMANS A., Les problèmes de financement de l'expansion économique étudiés par une commission gouvernementale. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXVI, n° 6, 1962, pp. 599-665.*)

VANHAMME E., Financieeler. Bank, wissel- en beursverrichtingen. (*Brepols, Bruxelles, 1961, XXIII + 416 p.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

MINET P., La réforme monétaire du 1^{er} janvier 1962 et son incidence possible sur l'offre de crédit bancaire. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, VII, n° 3-4, 1962, pp. 381-395.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

DECLÈVE M., Les fonds communs de placement. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 107, novembre 1962, pp. 3-16.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Le budget pour 1963. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 45, 24 novembre 1962, pp. 409-412.*)

VAN DIONANT R., La loi fiscale. (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, XXXVIII, n° 391, novembre 1962, pp. 1.870-1.895.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

LAEVAERT W. & DELEECK H., La participation des ouvriers et des employés au Revenu National (1948-1960). (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XXXIX, n° 9, 15 novembre 1962, pp. 665-694.*)

Les résultats des entreprises belges. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 44, 17 novembre 1962, pp. 401-405.*)

VAN CAMP L., Wordt er in België naar dividendstabilisatie gestreefd? (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XVI, n° 4, octobre 1962, pp. 239-251.*)

6. DEMOGRAPHIE

Estimation de la population active belge en 1960 et 1961. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXIII, n° 8, août 1962, pp. 973-989.*)

GODERIS W., Lijdt België nog aan denataliteit? (*E.R.V. Mededelingen, Bruxelles, IX, n° 3, 1962, pp. 43-54.*)

PIRAUX M., Demografie en maatschappelijke zekerheid in België (I.). (*De Gids op maatschappelijk gebied, LIII, Bruxelles, n° 11, novembre 1962, pp. 965-981.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

Belgium Builds on Trade and Industry. (*International Economic Review, Chicago, décembre 1962, pp. 5-7.*)

JACQUEMIN A., La loi d'expansion régionale du 18 juillet 1959 et ses applications. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, VII, n° 3-4, 1962, pp. 397-451.*)

LINDEMANS I., De idee van de programmatie tegenover de economische, regionale en sociale ontwikkeling in België. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIII, n° 11, novembre 1962, pp. 955-964.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

SONDAG J., L'agriculture belge. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XXXIX, n° 9, 15 novembre 1962, pp. 695-720.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

L'évolution de la distribution en Belgique vue sous l'optique des petites et moyennes entreprises. (*Institut d'Etude économique et sociale des Classes moyennes, Bruxelles, 1962, 84 p.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

GOWDA K., Keynes - Triffin Plans and International Liquidity. (*Kautilya, Mysore, 1962, VIII + 34 p.*)

KUMAR R., Working of the Present-Day International Gold Standard. (*The Bankers' Magazine, Londres, CXCIV, n° 1.424, novembre 1962, pp. 330-335.*)

- L'évolution et les structures du Fonds Monétaire International. (*Confédération internationale du Crédit populaire, Paris, n° 41, 1962, pp. 4-10.*)
- LIPFERT H., Die volks- und betriebswirtschaftliche Bedeutung der Internationalisierung der Geld-, Renten- und Aktienmärkte. (*Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Tübingen, CXVIII, n° 4, octobre 1962, pp. 688-704.*)
- MACHLUP F., Progetti di riforma del sistema monetario internazionale. (*Bancaria, Rome, XVIII, n° 9, septembre 1962, pp. 1.007-1.020.*)
- Problèmes monétaires et financiers internationaux. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, n° 10, novembre 1962, pp. 1-5.*)
- SIMON G., Réforme du Fonds Monétaire International (Commentaires nouveaux sur une proposition). (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXVI, n° 6, 1962, pp. 667-682.*)
- SIMON G., Les « swaps » de la Federal Reserve Bank of New York pour la défense du dollar. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXVI, n° 6, 1962, pp. 700-704.*)
- VAN RAVESTIJN H., Een en ander over internationale kapitaalbewegingen in het laatste decennium, meer in het bijzonder over de destabiliserende invloed van het internationale effectenverkeer op betalingsbalans, monetair, en algemeen economisch evenwicht. (*Economie, Tilburg, XXVII, n° 1-2, octobre-novembre 1962, pp. 167-188.*)
- KALSHOVEN K., Benelux. (*Nijgh & Van Ditmar, Rotterdam, 1962, 100 p.*)
- LEURQUIN P., Marché commun et localisation. Les métaux non ferreux dans la Communauté Economique Européenne. (*Nauwelaerts, Louvain, 1962, XV + 307 p.*)
- Les instruments de la politique monétaire dans les pays de la Communauté Economique Européenne. (*Communauté Economique Européenne, Bruxelles, 1962, 279 p.*)
- Les systèmes de liaison des salaires à la production, au rendement et à la productivité dans les industries de la Communauté. (*Dalloz & Strey, Paris, 1962, 146 p.*)
- L'integrazione economica europea all' inizio della seconda tappa. (*Istituto per l'Economia Europea, Rome, 1962, XV + 479 p.*)
- MAGNANI L., Les mouvements de capitaux intra-communautaires. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 16-17, 1962, pp. 22-32.*)
- REY J., Le Marché commun dans le monde. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, VII, n° 3-4, 1962, pp. 217-242.*)
- WAELEBROECK M., Le problème de la validité des ententes économiques dans le droit privé du Marché commun. (*Revue critique de Droit international privé, Paris, LI, n° 3, juillet-septembre 1962, pp. 415-443.*)
- WISSELS G. & autres, Het Europa van de 6. (*Nijgh & Van Ditmar, Rotterdam, 1962, 123 p.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- ALBREGTS A., Noord-Atlantische economische samenwerking. (*Economie, Tilburg, XXVII, n° 1-2, octobre-novembre 1962, pp. 94-109.*)
- DELACAVE J., Britain and the E.E.C. — Monetary and Financial Problems. (*Westminster Bank Review, Londres, novembre 1962, pp. 2-18.*)
- GOOLD-ADAMS R., Behind the Great Debate. (*National Provincial Bank Review, Londres, n° 60, novembre 1962, pp. 1-8.*)

17. DIVERS

- ARETS P., A quand la gestion paritaire ? (*Industrie, Bruxelles, XVI, n° 11, novembre 1962, pp. 754-766.*)
- DELPEREE A., La programmation sociale. (*Le Progrès social, Liège, L, n° 72, septembre 1962, pp. 33-49.*)
- HANCK J., Grand-Duché de Luxembourg : Problèmes de notre avenir économique. (*Imprimerie Coopérative Luxembourgeoise, Esch-sur-Alzette, 96 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Relèvement du plafond

des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur des 16-17 novembre 1962, p. 10.190).

Par arrêté royal du 30 octobre 1962 le montant de neuf milliards cinq cents millions de francs, fixé par l'arrêté royal du 26 septembre 1962, pris en exécution de la loi du 14 février 1962, portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel est porté, par libération d'une cinquième tranche de cinq cents millions de francs, à dix milliards de francs.

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1962

modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1939 instituant un Conseil interfédéral du Crédit à l'outillage artisanal, modifié par l'arrêté du Régent du 21 mars 1947 (Moniteur du 23 novembre 1962, p. 10.390).

Arrêté royal du 1^{er} octobre 1962

modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1955 fixant les conditions d'agrément des sociétés commerciales locales et des fédérations de sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal et la procédure à suivre (Moniteur du 23 novembre 1962, p. 10.390).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté ministériel du 29 octobre 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur des 1-2-3 novembre 1962, p. 9.724).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 31 octobre 1962

relatifs à l'émission de l'emprunt 1962 à 10, 15 ou 20 ans (Moniteur du 6 novembre 1962, p. 9.788).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1962 à 10, 15 ou 20 ans ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

4,75 p.c. l'an à partir du 21 novembre 1962 jusqu'au 20 novembre 1972;

5 p.c. l'an à partir du 21 novembre 1972 jusqu'au 20 novembre 1977;

5,25 p.c. l'an à partir du 21 novembre 1977 jusqu'au 20 novembre 1982.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la troisième année (...).

Le remboursement est effectué aux taux ci-après :
le 21 novembre des années 1965 à 1976 : au pair;
le 21 novembre des années 1977 à 1981 : à 103 p.c.

Les obligations non amorties avant le 21 novembre 1982 sont remboursables à cette date à 108 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations :
le 21 novembre 1972 au pair de leur valeur nominale ou, le 21 novembre 1977 à 103 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 7. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser anticipativement le 21 novembre 1972 ou à toute échéance d'intérêt suivante et moyennant un préavis de deux mois à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir (...).

Art. 9. — Les intérêts et la prime de remboursement des obligations sont exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

..

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 985 francs net par 1.000 francs de capital nominal; il est payable (...) soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt 3 1/2 p.c. de l'assainissement monétaire, 6^e série, numéros impairs, remboursables le 1^{er} janvier 1963, soit en certificats de trésorerie 5 1/2 p.c. 1957-1963, remboursables le 21 janvier 1963.

Art. 14. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

Arrêté royal du 5 novembre 1962

relatif à un emprunt au capital nominal de 165 millions de francs, à émettre, sous la garantie de l'Etat, par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) (Moniteur du 10 novembre 1962, p. 9.971).

Article 1^{er}. — La Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) est autorisée à contracter en Belgique un emprunt de cent soixante-cinq millions de francs dont le produit sera affecté à l'acquisition de matériel volant.

Art. 2. — Contre versement du montant précité (...), la Sabena remettra au prêteur quatre certificats nominatifs d'obligations datés du jour de versement. Ces certificats, d'un montant de 41.250.000 francs chacun et numérotés de un à quatre, seront remboursables respectivement le 20 mars des années 1970 à 1973.

La Sabena se réserve la faculté de rembourser anticipativement au pair, le 20 mars 1970 ou à toute autre échéance d'intérêt ultérieure, tout ou partie de l'emprunt, moyennant un préavis de six mois à signifier au prêteur par lettre recommandée.

Art. 3. — L'emprunt porte intérêt au taux de 5,64 p.c. l'an. L'intérêt est payable, à terme échu, le 20 mars des années 1963 à 1973.

Art. 4. — L'intérêt est exempt de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Art. 5. — Conformément à l'article 4 de la loi du 23 juin 1960, l'intérêt est supporté par l'Etat à concurrence d'un taux annuel de 2,82 p.c.

Art. 6. — Le paiement des intérêts et le remboursement du capital sont garantis par l'Etat.

Arrêté ministériel du 7 novembre 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 10 novembre 1962, p. 9.974).

Arrêté royal du 9 novembre 1962

modifiant l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 14 novembre 1962, p. 10.114).

Arrêté royal du 28 novembre 1962

relatif à un emprunt de 350 millions de francs, garanti par l'Etat, à émettre par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) (Moniteur du 30 novembre 1962, p. 10.611).

Article 1^{er}. — La Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) est autorisée à contracter, aux conditions déterminées ci-après, un emprunt à quinze ans au capital nominal de trois cent cinquante millions de francs, dont le produit sera affecté au renouvellement d'emprunts antérieurs, émis pour le financement d'acquisitions de matériel volant et des dotations initiales en rechanges.

Art. 3. — Contre versement du montant précité de trois cent cinquante millions de francs, la Sabena remettra au prêteur 350 obligations au porteur de 1.000.000 francs chacune, numérotées de 1 à 350, portant intérêt au taux de 5,40 p.c. l'an, payable à terme échu, depuis le jour du versement des fonds.

Art. 4. — Les obligations sont amortissables au pair, à partir de la sixième année, en dix tranches annuelles de 35 millions de francs chacune, échéant le 14 décembre des années 1968 à 1977 (...).

Art. 5. — L'emprunt ne sera pas remboursable anticipativement.

Art. 8. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Art. 9. — A concurrence d'un taux de 2,70 p.c., les intérêts de l'emprunt sont supportés par l'Etat, conformément à l'article 4 de la loi du 23 juin 1960.

Art. 10. — Le paiement des intérêts et le remboursement du capital de l'emprunt sont garantis par l'Etat.

Arrêté royal du 29 novembre 1962

modifiant les modalités du remboursement, à charge de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie, des bons de caisse émis en vertu des arrêtés royaux des 12 novembre 1952 et 7 juillet 1953 (Moniteur du 30 novembre 1962, p. 10.610).

4. — AGRICULTURE

Arrêté ministériel du 7 novembre 1962

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de malt et d'orge utilisés en malterie (Moniteur du 10 novembre 1962, p. 9.973).

Arrêté ministériel du 16 novembre 1962

modifiant celui du 5 octobre 1962 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 24 novembre 1962, p. 10.435).

Arrêté ministériel du 8 novembre 1962

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 13 novembre 1962, p. 10.005).

Arrêté ministériel du 20 novembre 1962

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de froment utilisé dans les brasseries (Moniteur du 27 novembre 1962, p. 10.477).

Arrêté ministériel du 20 novembre 1962

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de maïs utilisé pour la fabrication de gruaux de maïs (grits) destiné aux brasseries (Moniteur du 27 novembre 1962, p. 10.478).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 30 octobre 1962

fixant la durée du travail du personnel ouvrier des entreprises de confection (Moniteur du 9 novembre 1962, p. 9.945).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 29 octobre 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur des 1-2-3 novembre 1962, p. 9.724).

produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 14 novembre 1962, p. 10.114).

Arrêté ministériel du 7 novembre 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 10 novembre 1962, p. 9.974).

Arrêté ministériel du 14 novembre 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 25 octobre 1962 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur des 16-17 novembre 1962, p. 10.191).

Arrêté royal du 9 novembre 1962

modifiant l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains

Arrêté ministériel du 14 novembre 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 25 octobre 1962 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur des 16-17 novembre 1962, p. 10.194).

9. — TRANSPORTS

Loi du 4 septembre 1962

portant approbation de la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (C.M.R.) et du protocole de signature, conclus à Genève, le 19 mai 1956 (Moniteur du 8 novembre 1962, p. 9.866).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 17 octobre 1962

rendant obligatoire la décision du 15 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie fixant les salaires et les conditions de travail dans la navigation intérieure et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur des 1-2-3 novembre 1962, p. 9.734).

Arrêté royal du 30 octobre 1962

rendant obligatoire la décision du 23 mai 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux concernant la fixation des salaires minimums dans l'industrie de la ganterie et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 9 novembre 1962, p. 9.940).

Arrêté royal du 30 octobre 1962

rendant obligatoire la décision du 15 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie fixant les salaires et les conditions de travail dans la navigation à bord de bateaux-citernes et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 13 novembre 1962, p. 10.013). Erratum (Moniteur du 16 janvier 1963, p. 466).

Arrêté royal du 30 octobre 1962

rendant obligatoires les décisions du 4 septembre 1962 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles modifiant la décision du 16 octobre 1957 concernant la classification professionnelle, la fixation des salaires horaires minimums de base et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume pour les ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises

horticoles et la décision du 30 novembre 1959 concernant l'octroi d'une indemnité de sécurité d'existence aux ouvriers et ouvrières occupés dans les pépinières (Moniteur des 16-17 novembre 1962, p. 10.202).

Arrêté royal du 30 octobre 1962

rendant obligatoire la décision du 15 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie fixant les salaires et les conditions de travail dans la navigation rhénane et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 23 novembre 1962, p. 10.400).

Arrêté royal du 30 octobre 1962

portant modification des tarifs postaux en service intérieur (Moniteur du 23 novembre 1962, p. 10.410).

Arrêté royal du 31 octobre 1962

rendant obligatoire la décision du 22 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des travailleurs occupés dans certaines entreprises relevant de la compétence de ladite commission (Moniteur du 13 novembre 1962, p. 10.018).

Arrêté royal du 31 octobre 1962

rendant obligatoire la décision du 22 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire modifiant la décision du 20 mars 1961 de la même commission fixant les salaires minimums des travailleurs occupés dans certaines entreprises relevant de la compétence de ladite commission, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 19 juin 1961 (Moniteur du 13 novembre 1962, p. 10.021).

Arrêté royal du 31 octobre 1962

rendant obligatoire la décision du 22 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire modifiant la décision du 27 juin 1960 de la même commission fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les laiteries, beurreries, fromageries et usines de produits lactés, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 2 septembre 1960 (Moniteur du 27 novembre 1962, p. 10.490).

Arrêté royal du 6 novembre 1962

rendant obligatoire la décision du 14 juin 1962 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire modifiant la décision du 19 novembre 1959 de la même commission concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, modifiée par les décisions des 25 octobre 1960 et 19 décembre 1961, rendues obligatoires respectivement par les arrêtés royaux des 25 février 1960, 11 janvier 1961 et 23 mars 1962 (Moniteur du 21 novembre 1962, p. 10.285).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 29 octobre 1962

modifiant l'arrêté royal du 7 janvier 1960 portant exécution de l'article 2bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 9 novembre 1962, p. 9.933).

du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés et les modalités d'exécution et de contrôle de ces mesures (Moniteur du 29 novembre 1962, p. 10.564).

Arrêté royal du 5 novembre 1962

modifiant et complétant l'arrêté royal du 31 mars 1956 déterminant le montant de la subvention supplémentaire versée aux organismes assureurs de l'assurance maladie-invalidité, en ce qui concerne les chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics (Moniteur du 27 novembre 1962, p. 10.480).

Arrêté royal du 30 octobre 1962

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de Sécurité sociale (Moniteur du 15 novembre 1962, p. 10.145).

Arrêté royal du 31 octobre 1962

portant modification de l'arrêté royal du 29 juillet 1957 fixant les mesures à prendre par les organismes assureurs en vue de l'exécution de la loi

Arrêté royal du 12 novembre 1962

modifiant l'arrêté royal du 22 septembre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité (Moniteur du 28 novembre 1962, p. 10.529).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1959	1960	1961
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.129	9.178	9.229
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.902	5.906	5.921
dont : Hommes	»	2.902	2.927	2.928	2.937
Femmes	»	2.948	2.975	2.978	2.984
Population active ¹ :	Revue du Travail	3.481	3.506	3.505	3.527
dont : Agriculture	»	423	264	257	250
Industries extractives	»	191	151	131	114
Industries manufacturières	»	1.311	1.174	1.201	1.240
Bâtiment et construction	»	197	240	243	250
Transports	»	243	244	240	243
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.291	1.312	1.334
Chômeurs complets	»	92	142	120	95

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS

I - 2 a. — ESTIMATIONS DE L'I.N.S.

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :									
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale ou à certaines dispositions spéciales	112,5	115,8	122,4	132,0	143,8	145,7	145,7	154,5	163,3
b) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	21,2	21,8	23,8	26,1	29,7	30,5	29,8	32,8	35,1
c) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale (y compris forces armées)	41,8	43,3	45,6	48,5	51,6	56,3	57,3	61,6	63,6
d) Corrections diverses	4,3	4,8	5,7	6,4	6,5	6,3	7,0	8,3	9,9
<i>Total ...</i>	179,8	185,7	197,5	213,0	231,6	238,8	239,8	257,2	271,9
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :									
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	19,6	19,3	20,0	19,3	22,6	20,9	22,0	22,7	26,3
b) Professions libérales	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3
c) Commerce et artisanat	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5
<i>Total ...</i>	94,4	97,9	101,1	103,2	105,8	104,9	108,0	112,0	119,1
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	4,9	5,3	6,0	6,5	6,2	5,5	5,9	6,4	7,1
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :									
a) Intérêts	11,8	12,9	14,3	15,3	16,3	17,9	19,2	21,4	23,3
b) Loyers	26,9	30,3	30,7	30,6	30,6	30,4	30,0	29,3	29,0
c) Dividendes et tantièmes	8,8	8,9	10,3	11,9	12,9	11,9	11,0	12,7	14,0
<i>Total ...</i>	47,5	52,1	55,3	57,8	59,8	60,2	60,2	63,4	66,3
5. Libéralités des sociétés	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	6,2	8,8	11,4	12,5	9,4	6,3	9,7	10,6	13,0
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique	6,8	6,2	6,1	7,6	7,9	6,9	6,6	8,1	8,0
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	2,0	2,5	2,3	2,4	3,1	2,1	2,3	2,9	2,8
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,5	0,7	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8
10. Moins : intérêts de la dette publique	- 8,8	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7
11. Revenu national net au coût des facteurs ¹	333,6	350,4	371,1	393,3	413,4	414,2	421,3	447,4	472,9

¹ Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 2 b, rubrique 3) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) ne peut donc pas être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 2 b et I - 8.

I - 2 b. — ESTIMATIONS DULBEA

(milliards de francs)

(Système normalisé)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation)	148,8	171,8	179,5	185,0	189,4	200,4	216,7	233,9	240,6	242,3	258,7
2. Autres revenus	158,7	184,3	177,9	180,7	196,0	203,4	220,5	230,4	219,4	231,3	244,2
3. Revenu national net au coût des facteurs ¹	307,5	356,1	357,4	365,7	385,4	403,8	437,2	464,3	460,0	473,6	502,9
<i>Relations avec le P.N.B. (rubrique W du tableau I - 3a et rubrique 7 du tableau I - 3b)</i>											
4. Consommation de capital	27,4	31,8	35,2	35,9	37,3	39,2	41,5	45,7	49,2	51,2	53,1
5. Impôts indirects moins subventions	28,6	31,4	35,4	34,8	35,9	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	51,9
6. Produit national brut aux prix du marché (6) = (3) + (4) + (5)	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

¹ Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 2 b, rubrique 8) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) ne peut donc être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 2 b et I - 8.

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Estimations Dulbéa, système normalisé)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. Agriculture, sylviculture et pêche	30,6	33,4	33,6	35,3	35,6	35,5	34,3	37,2	36,3	38,7	37,4
B. Industries extractives (charbonnages uniquement)	17,1	18,9	20,2	19,6	18,9	20,0	20,8	23,8	21,7	16,9	16,2
C. Industries alimentaires ..	25,9	30,4	31,6	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	41,3	44,4
D. Textile et vêtement ...	18,2	20,3	15,8	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,7	18,3	20,4
E. Matériaux de construction	7,9	9,8	8,9	9,5	10,6	12,2	13,7	13,1	13,1	13,7	15,0
F. Métallurgie de base ...	10,0	17,0	16,2	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	21,8	26,3
G. Fabrications métalliques	22,0	25,2	27,6	28,3	29,6	29,9	32,9	33,6	31,7	34,5	37,4
H. Autres industries ¹	26,6	33,9	32,5	32,7	35,8	40,5	44,2	45,5	45,6	50,2	54,1
<i>Ensemble de l'industrie manufacturière (C à H)</i>	<i>110,6</i>	<i>136,6</i>	<i>132,6</i>	<i>130,2</i>	<i>139,5</i>	<i>150,7</i>	<i>167,8</i>	<i>174,3</i>	<i>168,3</i>	<i>179,8</i>	<i>197,6</i>
I. Construction	25,7	25,7	25,7	27,7	29,6	29,3	32,4	37,9	36,0	38,2	40,9
J. Electricité, gaz et eau ..	7,3	8,5	9,2	9,4	11,0	11,4	12,9	12,4	12,4	13,0	14,6
K. Transport et communications	24,4	28,3	29,5	30,0	30,5	33,0	36,6	37,8	38,3	40,2	42,9
L. Commerce de gros et de détail	25,6	27,7	27,3	27,5	28,7	30,1	31,8	35,3	32,5	34,3	35,9
M. Banques, assurances et affaires immobilières ...	7,2	8,3	8,9	9,3	9,9	10,5	11,6	12,4	12,5	13,1	13,9
N. Immeubles d'habitation	19,8	21,4	22,1	27,2	31,0	31,8	32,2	32,6	32,6	33,3	33,9
O. Etat ²	26,4	31,3	34,4	36,3	37,6	38,8	40,8	43,3	47,8	51,2	56,5
P. Autres services ³	39,7	42,3	43,5	43,9	45,1	47,3	49,7	52,1	56,3	56,5	58,5
Q. Produit intérieur brut identifié au coût des facteurs (A à P)	334,4	382,4	387,0	396,4	417,4	438,4	470,9	499,1	494,7	515,2	548,3
R. Contribution du Reste du monde	4,9	5,7	5,1	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7	9,9
S. Produit national brut identifié au coût des facteurs (Q + R)	339,3	388,1	392,1	401,4	422,9	444,7	479,5	507,9	503,6	522,9	558,2
T. Impôts indirects moins subventions	28,6	31,4	35,4	34,8	35,9	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	52,0
U. Produit national brut aux prix du marché (S + T)	367,9	419,5	427,5	436,2	458,8	484,1	521,2	552,1	545,4	570,5	610,2
V. Ajustement statistique ..	- 4,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,2	- 0,2	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,5	+ 1,9	- 2,2
W. Produit national brut aux prix du marché (U + V)	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

¹ Comprend : bois et meubles, pâtes et papier, impression, chimie et caoutchouc et autres industries.

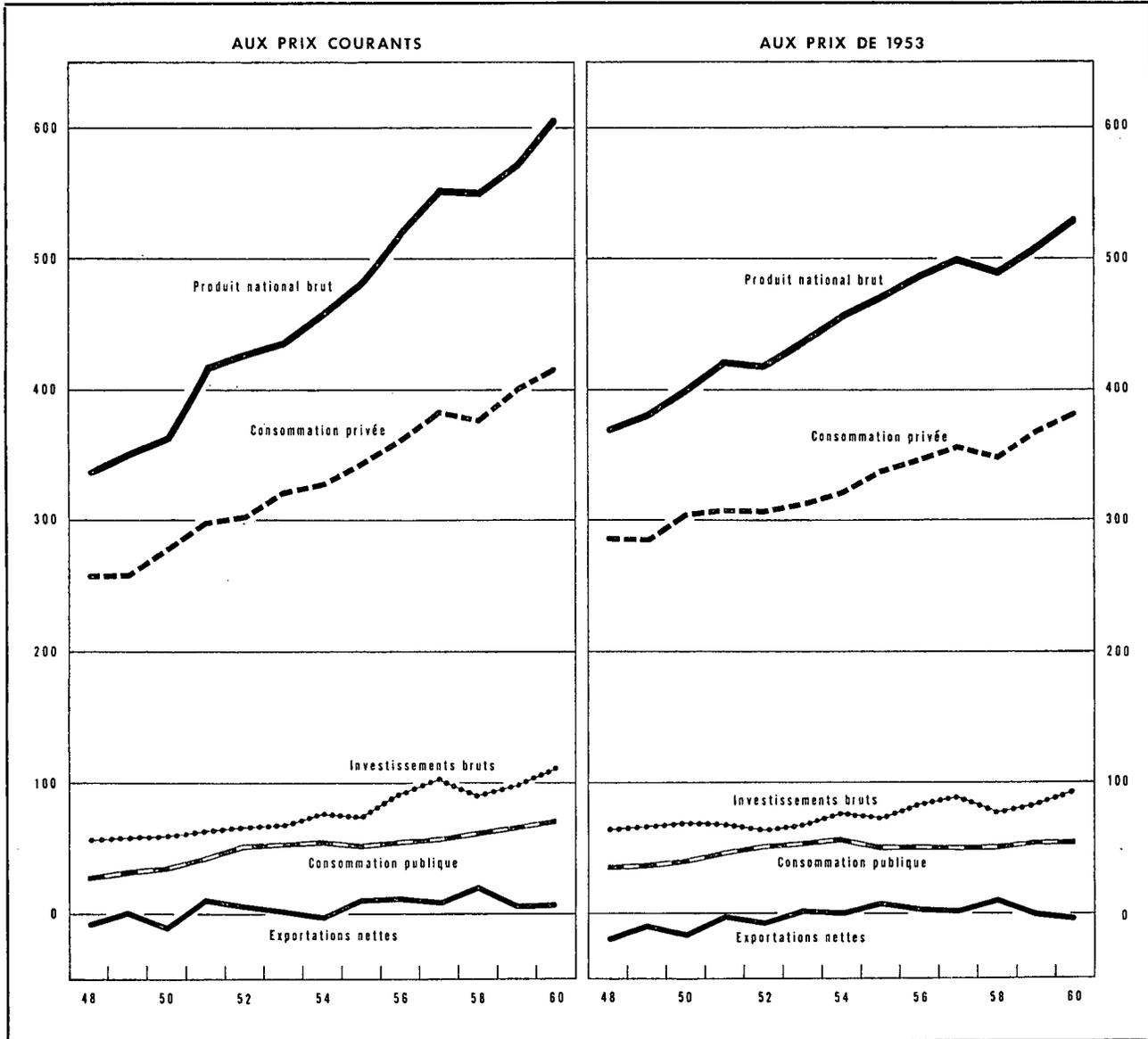
² Y compris la santé publique et l'enseignement public.

³ Comprend : professions médicales et autres services.

I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).



I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	278,0	299,4	303,7	312,0	328,4	344,0	361,6	384,1	377,2	401,0	417,4
2. Consommation publique	35,6	44,2	52,8	54,9	55,8	53,2	55,6	58,2	62,8	67,0	72,3
3. Formation brute de capital fixe :	59,9	57,8	61,5	65,0	72,3	74,7	86,4	95,2	89,6	98,5	106,5
<i>Entreprises</i>	52,9	49,9	54,7	58,0	65,6	66,5	76,7	85,2	80,6	88,1	95,8
<i>Etat</i>	7,0	7,9	6,8	7,0	6,7	8,2	9,7	10,0	9,0	10,4	10,7
4. Accroissement de stocks	- 0,1	6,0	3,8	1,8	3,0	- 0,4	4,0	6,7	0,8	- 1,3	3,7
5. Dépenses intérieures de l'économie	373,4	407,4	421,8	433,7	459,5	471,5	507,6	544,2	530,4	565,2	599,9
6. Exportations nettes : ...	- 9,9	11,9	6,2	2,7	- 0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,2	8,1
<i>Exportations</i>	97,1	146,8	135,8	130,1	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	194,7	221,8
<i>Moins importations</i> ...	107,0	134,9	129,6	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	187,5	213,7
7. Produit national brut ...	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

I 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1953

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	305,1	308,7	308,1	312,0	321,2	338,1	347,0	356,9	349,6	368,5	382,5
2. Consommation publique	40,7	47,5	52,8	54,9	57,9	51,7	52,0	51,8	52,5	55,2	55,7
3. Formation brute de capital fixe :	69,8	62,2	61,2	65,0	73,3	72,8	80,5	82,8	77,6	85,2	90,5
<i>Entreprises</i>	61,3	54,4	54,3	58,0	66,1	65,7	72,5	75,2	70,0	76,5	82,0
<i>Etat</i>	8,5	7,8	6,9	7,0	7,2	7,1	8,0	7,6	7,6	8,7	8,5
4. Accroissement de stocks	- 0,3	5,5	3,6	1,8	3,0	- 0,4	3,7	6,1	0,4	- 0,7	3,6
5. Dépenses intérieures de l'économie	415,3	423,9	425,7	433,7	455,4	462,4	483,2	497,6	480,1	508,2	532,3
6. Exportations nettes : ...	-15,0	- 0,7	- 6,0	2,7	1,2	8,5	4,9	2,7	11,3	1,4	- 1,2
<i>Exportations</i>	108,1	123,9	116,7	130,1	144,2	165,6	182,0	184,4	190,1	203,2	226,5
<i>Moins importations</i> ...	123,1	124,6	122,7	127,4	143,0	157,1	177,1	181,7	178,8	201,8	227,7
7. Produit national brut ...	400,3	423,2	419,7	436,4	456,6	470,7	488,1	500,3	491,4	509,6	531,1

I - 4. — INVESTISSEMENTS BRUTS DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE *

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Années	Secteur privé								Secteur public 1			Total général (secteur public et privé)	
	Immeubles d'habitation	Locaux professionnels	Outillage industriel	Autre outillage 2	Véhicules utilitaires	Autres véhicules	Divers 3	Total	Bâtiment et génie civil	Outillage	Défense nationale		Total
1951	14,0	7,1	n.d.	n.d.	2,0	2,8	n.d.	46,5	n.d.	n.d.	4,4	19,1	65,6
1952	14,3	6,4	n.d.	n.d.	2,4	3,0	n.d.	50,1	n.d.	n.d.	9,2	23,1	73,2
1953	15,6	7,5	19,3	5,1	2,1	3,3	0,8	53,7	9,9	4,1	8,5	22,5	76,2
1954	18,1	8,1	18,9	5,5	2,6	4,1	0,7	58,0	10,2	3,8	6,4	20,4	78,4
1955	18,0	8,9	20,2	5,8	2,4	4,6	0,4	60,3	11,7	5,8	5,0	22,5	82,8
1956	19,0	9,8	25,6	7,7	2,3	4,6	0,5	69,5	13,3	4,3	4,3	21,9	91,4
1957	28,0	10,9	25,4	7,8	2,4	4,8	1,2	80,5	13,2	4,7	5,0	22,9	103,4
1958	24,3	10,4	24,6	8,4	2,3	4,8	0,9	75,7	13,6	4,7	4,1	22,4	98,1
1959	25,2	10,0	25,2	7,2	2,1	5,0	1,3	76,0	17,1	5,5	2,8	25,4	101,4
1960	28,5	12,0	27,9	9,9	2,7	5,5	0,3	86,8	15,2	4,5	3,4	23,1	109,9
1961	30,0	16,0	32,0	10,1	3,0	6,0	1,0	98,1	16,4	4,9	3,0	24,3	122,4

1 Etat, Administrations subordonnées, S.N.C.B., O.N.J., S.N.C.V., R.V.A., Postes et Office des Chèques Postaux, R.T.T., R.T.B., S.N.D.E., voies hydrauliques, ports de mer et ports intérieurs.

2 Avions, navires et bateaux, outillage agricole, chemins de fer et tramways et outillage destiné à d'autres branches.

3 Travaux agricoles et variation du cheptel.

* Cette estimation, établie par le Ministère des affaires économiques et de l'Energie, ne peut être rapprochée des données figurant au tableau I - 8b en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes.

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.P.* — *Annuaire démographique (O.N.U.)*. — *Revue Internationale du Travail (B.I.T.)*. — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.)*.

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.)* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Bulletin statistique (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.)*.

Investissements : *L'Economie belge (Ministère des Affaires économiques)*.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport		
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	103,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1960 4 ^e trimestre	98,6	72,7	102,6	105,1	101,8	112,9	106,8	88,5	100,3	100,7	
1961 1 ^{er} trimestre	97,1	71,0	101,9	106,2	103,0	113,2	110,6	86,2	99,9	93,0	
2 ^e trimestre	99,6	68,6	103,6	106,7	106,3	116,3	111,4	88,9	99,7	101,8	
3 ^e trimestre	100,1	66,4	104,8	107,5	106,8	121,5	114,4	90,6	98,2	104,3	
4 ^e trimestre	100,9	64,6	105,7	108,1	109,9	122,9	118,3	91,1	98,7	103,6	
1962 1 ^{er} trimestre	100,4	62,9	104,9	106,6	109,2	124,0	118,1	95,8	98,0	101,1	
2 ^e trimestre	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
1961 Juillet	99,2	67,2	104,0	106,9	105,6	120,4	112,3	90,6	97,6	103,0	
Août	99,7	66,2	104,9	107,3	106,4	122,4	115,2	90,5	98,6	104,2	
Septembre	101,3	65,7	105,5	108,2	108,3	121,6	115,7	90,6	98,4	105,6	
Octobre	101,5	65,3	106,0	108,3	109,2	122,8	117,6	88,8	98,1	105,3	
Novembre	101,3	64,6	106,1	108,2	109,7	123,3	118,8	92,1	99,4	104,0	
Décembre	100,0	63,8	105,0	107,7	110,8	122,6	118,6	92,3	98,7	101,6	
1962 Janvier	100,3	63,3	104,8	107,4	109,6	123,3	118,5	94,5	97,9	100,6	
Février	100,4	62,9	105,0	106,6	108,7	123,9	118,5	96,7	98,2	100,8	
Mars	100,5	62,6	104,9	105,9	109,2	124,8	117,3	96,3	98,0	101,9	
Avril	101,1	62,6	105,0	105,6	107,9	125,7	113,7	98,0	96,9	104,7	
Mai	102,0	62,2	105,3	105,7	107,4	124,6	114,1	100,1	96,7	109,3	
Juin	104,2	61,9	105,6	105,4	106,7	125,2	113,4	101,2	96,6	107,9	
Juillet	104,0	61,8	105,3	104,9	107,0	125,8	113,0	101,0	97,0	107,8	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Complets	Partiels et accidentels			reques pendant le mois	en suspens à fin de mois
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0	111,4	25,7	7,2
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4							
1961 2 ^e trimestre	74	111,2	85,0	26,2	2.408	20,4	6,5	8,5	26,8	23,5	13,7
3 ^e trimestre	76	90,3	70,6	19,7	2.288	20,9	6,3	8,5	18,6	19,9	15,4
4 ^e trimestre	80	124,5	76,5	48,0	3.320	21,0	8,5	6,9	24,7	17,6	12,8
1962 1 ^{er} trimestre	* 60	140,9	74,6	66,3	2.818	16,1	6,8	4,4	28,2	20,1	13,1
2 ^e trimestre	61	64,0	41,8	22,2	1.302	15,5	5,9	7,6	14,6	20,6	16,6
3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3							
1961 Décembre	28	176,2	84,7	91,5	4.933	21,6	10,0	5,7	30,9	13,6	10,9
1962 Janvier	* 20	158,3	90,4	67,9	3.166	16,9	6,5	3,8	31,3	21,2	11,6
Février 6	20	151,0	77,7	73,3	3.020	15,6	7,2	4,4	29,2	17,8	12,7
Mars	20	113,4	55,8	57,6	2.268	15,8	6,8	5,0	24,1	21,2	15,0
Avril	23	71,1	46,6	24,5	1.636	17,2	6,4	6,6	17,8	21,9	17,0
Mai	19	62,0	41,2	20,8	1.179	14,7	5,7	7,9	14,3	21,9	17,0
Juin	19	57,4	36,6	20,8	1.092	14,5	5,6	8,2	11,8	18,0	15,7
Juillet	25	54,4	35,4	19,0	1.360	18,6	7,0	7,6	12,7	14,7	14,3
Août	19	50,4	33,3	17,1	958	14,8	5,9	8,3	11,4	17,6	15,5
Septembre	25	51,1	34,5	16,6	1.278	17,0	6,9	8,4	13,3	19,0	16,7
Octobre	19	51,1	34,4	16,7	918	13,5	5,6	8,0	12,8	20,9	14,8
Novembre	20	65,6	39,0	26,6	1.313	15,2	4,7	6,5	17,1	14,1	12,9
Décembre	23	143,6	44,7	98,9							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

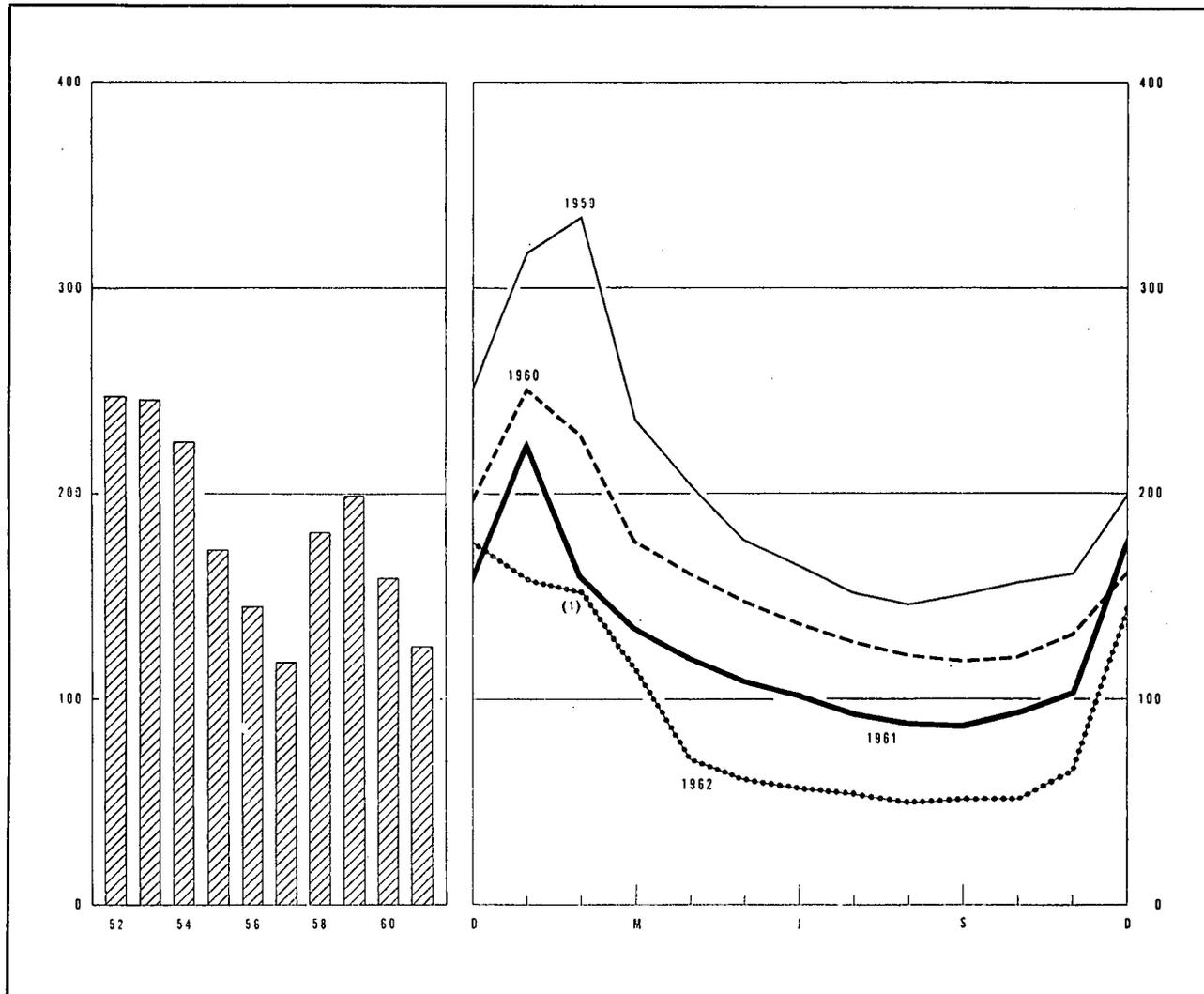
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés Chômeurs complets + chômeurs partiels (milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1950	1960	1961	1962
1953	246	296	230	212	243	Janvier	317	252	226	158
1954	225	319	219	179	179	Février	335	229	160	151 ¹
1955	172	280	152	116	137	Mars	236	177	135	113
1956	145	247	122	95	115	Avril	205	161	120	71
1957	117	144	96	88	138	Mai	177	148	109	62
1958	181	204	166	149	204	Juin	165	137	102	57
1959	199	292	182	150	171	Juillet	152	128	93	54
1960	158	221	149	123	137	Août	146	122	89	50
1961	126	177	111	90	124	Septembre	151	119	88	51
1962 ¹	85	141	64	52	90	Octobre	157	121	93	51
						Novembre	161	132	102	66
						Décembre	199	162	176	144

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	274	272	260	280	296	275	273	256	252
dont : froment	184	191	188	208	219	201	203	206	209
seigle	82	74	68	66	69	66	63	44	39
Céréales non panifiables	233	234	254	238	240	256	252	263	260
Plantes industrielles	95	98	99	92	94	89	96	92	93
Plantes racines et tuberculifères	163	152	151	145	141	143	131	120	116
Légumes cultivés pour la graine	13	13	14	13	12	12	11	11	10
Prés et prairies	815	815	818	814	811	827	819	821	829
Divers	149	147	132	137	128	133	134	142	135
Total ...	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.705	1.695
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	575	714	597	751	779	793	773	722	<i>p</i> 835
Autres céréales	972	1.008	985	961	983	1.046	1.036	992	1.058
Betteraves sucrières	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	2.703	2.019
Lin (graines et paille)	236	272	235	182	170	125	214	196	231
Chicorée à café	109	95	54	51	56	44	55	60	37
Pommes de terre	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	1.789	1.872
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	208	195	189	182	178	170	159	148	141
Total des bovidés	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.643	2.690	2.728	2.832
dont : vaches laitières et de trait	971	985	973	976	995	1.012	1.021	1.025	1.051
Porcs	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.427	1.726	1.772	2.053
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	381	392	400	391	412	424	441	429	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

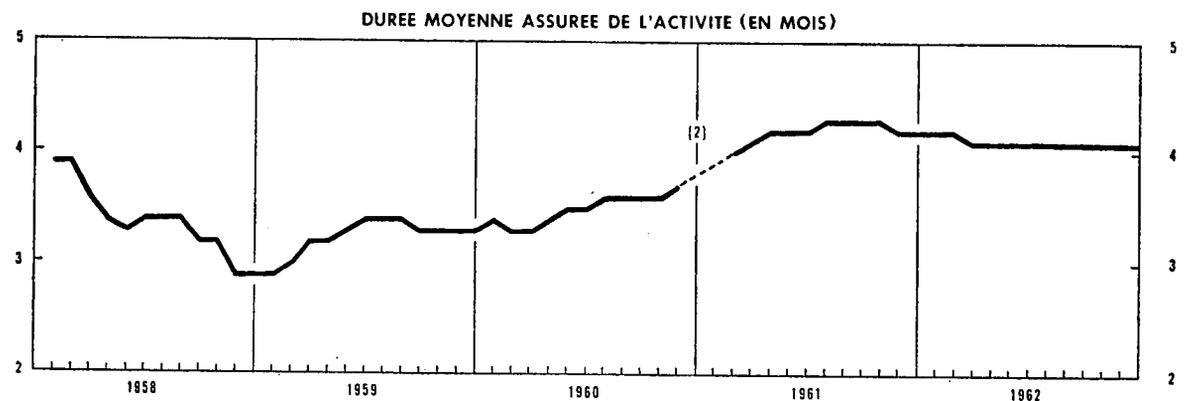
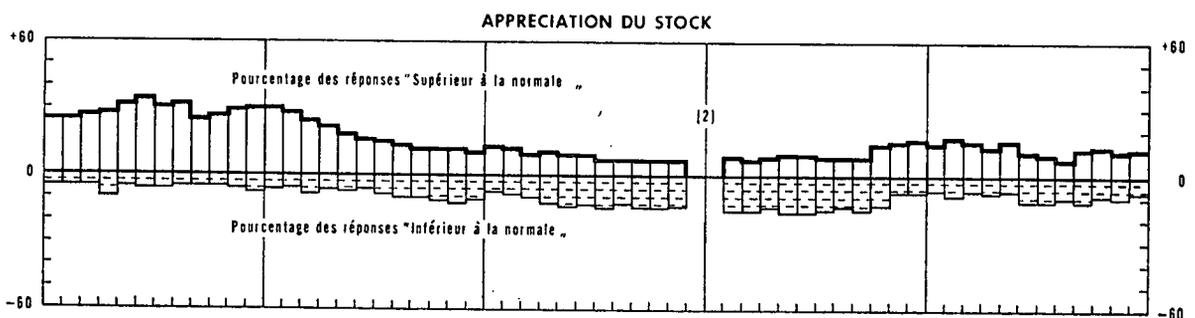
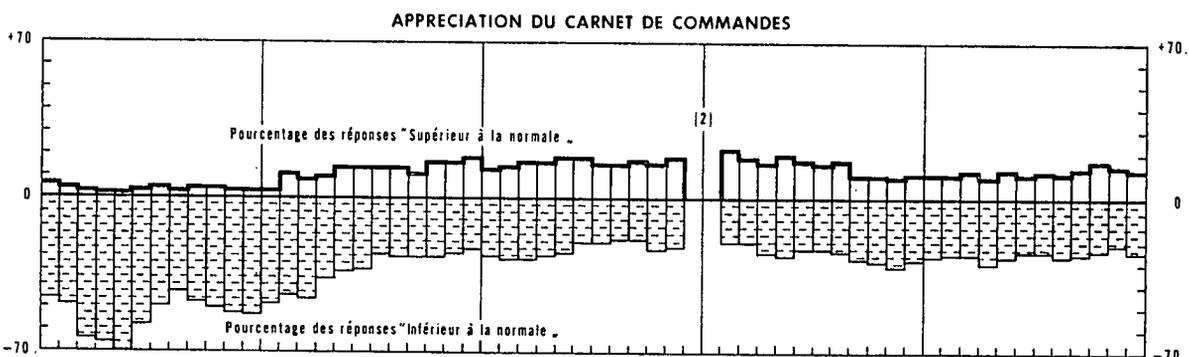
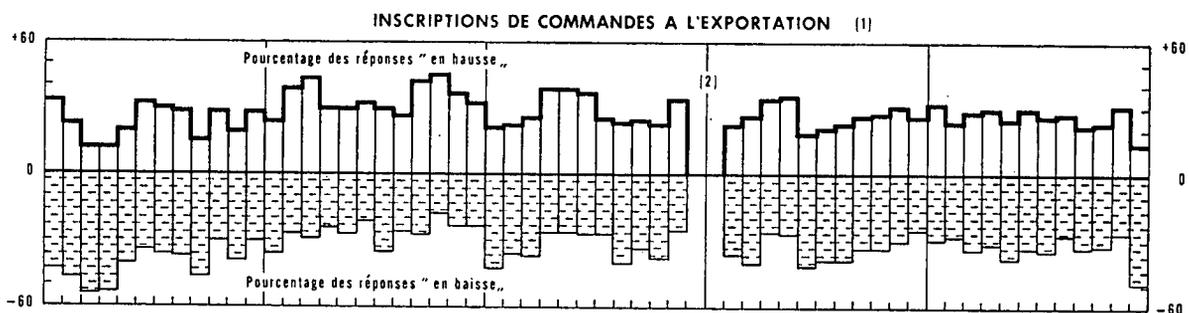
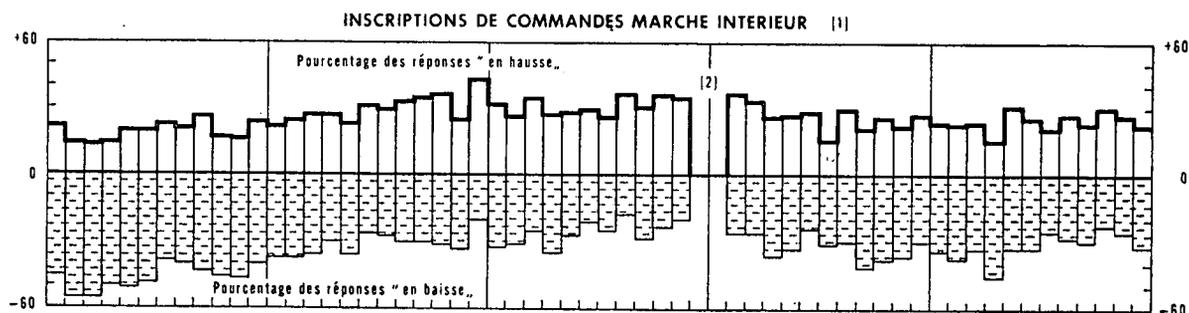
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Aiglefin	383	448	546	519	445	374	232	262	285
Cabillaud	852	715	870	764	662	834	653	689	698
Plie	421	378	392	379	427	451	381	390	291
Sole	502	465	323	299	289	315	257	350	314
Rais	277	241	312	314	356	337	342	323	328
Hareng	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409
Crevettes	164	122	178	266	84	64	89	39	80

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole* (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.



1 Mouvements saisonniers éliminés.

2 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1 a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P.		Source : Agefi
	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général 1
1954	104	106	106	108	106
1955	112	116	116	120	117
1956	119	125	123	128	125
1957	120	126	124	129	130
1958	114	121	116	122	125
1959	115	126	122	131	131
1960	125	139	129	140	143
1961	130	146	135	147	152
1961 1 ^{er} trimestre	123	138	126	137	141
2 ^e trimestre	134	149	142	155	158
3 ^e trimestre	125	141	130	142	152
4 ^e trimestre	140	157	143	156	157
1962 1 ^{er} trimestre	135	153	p 140	p 154	158
2 ^e trimestre	p 138	p 155	p 145	p 158	163
3 ^e trimestre			p 136	p 150	p 158
1961 Décembre	134	151	139	151	154
1962 Janvier	135	151	p 137	p 150	157
Février	128	146	p 142	p 157	153
Mars	143	161	p 141	p 155	164
Avril	p 134	p 151	p 144	p 158	159
Mai	p 142	p 160	p 146	p 160	165
Juin	p 138	p 155	p 144	p 157	165
Juillet	p 119	p 136	p 127	p 141	145
Août	p 135	p 151	p 138	p 151	p 162
Septembre			p 144	p 158	p 166
Octobre			145 ²		p 176
Novembre					p 165
Décembre					169 ²

1 Nouvel indice élargi, comprenant la production des industries chimiques.
2 Programme.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

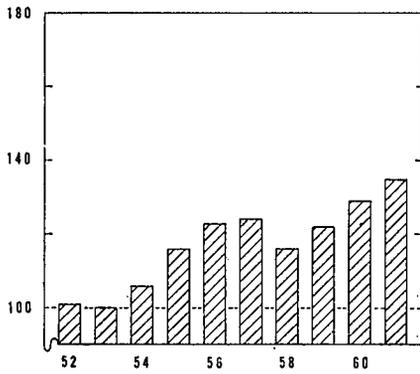
Base 1953 = 100

Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).

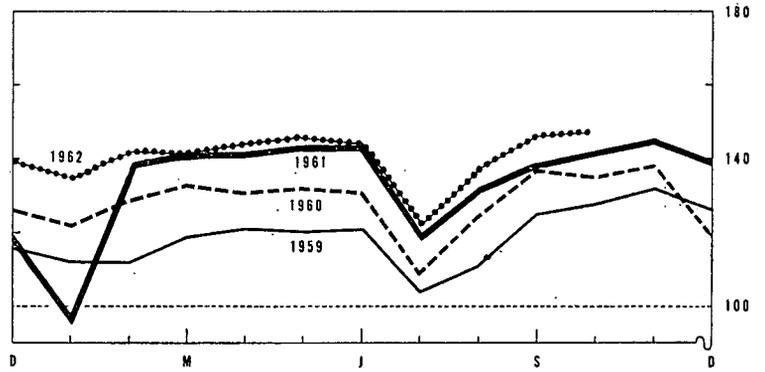
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	dont :														
		Combustible et énergie	Matériaux de construction					Industrie textile								Bonne- terie
			Total	dont : verre plat	Sidérurgie et métaux non ferreux	Fabrications métalliques	Industries alimentaires	Total	Filatures			Tissages				
									Total	Coton	Laine	Total	Coton	Laine		
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
1954	106	99	106	108	109	107	104	106	110	111	102	108	112	106	107	
1955	116	103	119	136	127	125	109	110	109	105	110	108	108	112	120	
1956	123	105	124	151	137	135	112	118	115	110	120	115	116	121	137	
1957	124	104	121	130	131	135	113	122	121	115	126	119	125	118	139	
1958	116	99	117	148	126	127	115	101	99	91	102	96	99	93	128	
1959	122	88	131	186	136	132	116	113	115	104	126	108	110	108	139	
1960	129	89	143	212	148	140	122	122	129	112	138	117	126	110	149	
1961	135	88	144	184	148	150	127	131	136	115	148	122	124	127	160	
1961 1 ^{er} trim. .	126	86	124	179	126	141	115	130	138	117	152	120	127	120	160	
2 ^e trim. .	142	91	152	170	162	160	128	135	139	117	153	126	127	134	159	
3 ^e trim. .	130	82	147	177	149	141	133	119	122	104	127	110	112	114	151	
4 ^e trim. .	143	92	153	209	154	159	132	141	145	121	161	131	129	140	170	
1962 1 ^{er} trim. .	p 140	89	p 143	223	158	p 156	119	131	137	107	159	123	121	128	159	
2 ^e trim. .	p 145	90	p 161	213	159	p 163	129	p 136	p 140	104	162	p 126	121	132	p 163	
3 ^e trim. .	p 136	p 81	p 159	p 202	p 147	p 150	p 148		p 128	101	144					
1961 Octobre ...	143	91	155	195	158	156	134	145	148	137	155	134	134	142	184	
Novembre .	146	93	159	214	155	163	140	145	147	117	169	135	133	145	180	
Décembre .	139	94	145	218	150	157	124	133	139	109	158	124	121	133	148	
1962 Janvier ...	p 137	93	p 139	219	154	151	113	128	135	105	159	120	117	128	149	
Février ...	p 142	87	p 143	221	157	p 161	121	135	141	113	161	127	125	131	166	
Mars	p 141	88	p 147	229	163	p 157	124	130	136	103	157	122	120	126	161	
Avril	p 144	90	p 156	226	159	p 164	123	136	140	110	162	126	122	133	168	
Mai	p 146	91	p 166	219	162	p 163	128	137	140	101	159	127	122	135	167	
Juin	p 144	89	p 162	195	158	p 161	137	p 134	140	101	164	124	119	128	p 164	
Juillet ...	p 127	72	p 150	p 199	132	p 139	152	p 110	p 119	98	130	p 105	105	104	p 120	
Août	p 138	87	p 163	p 201	148	p 152	p 156	p 120	p 123	96	134	p 104	100	107	p 174	
Septembre .	p 144	p 85	p 165	p 204	p 162	p 160	p 137	p 138	p 142	109	168				p 195	
Octobre ...	p 145	p 91		p 218	p 153			p 147								

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

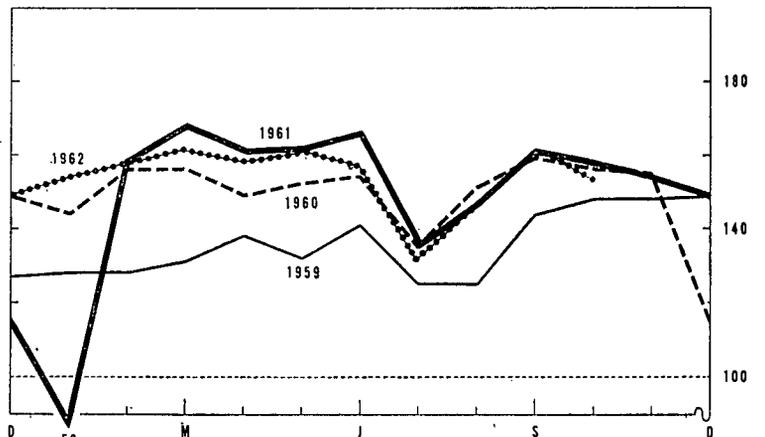
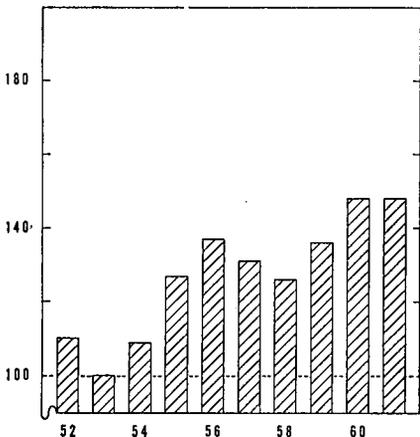
Base 1953 = 100



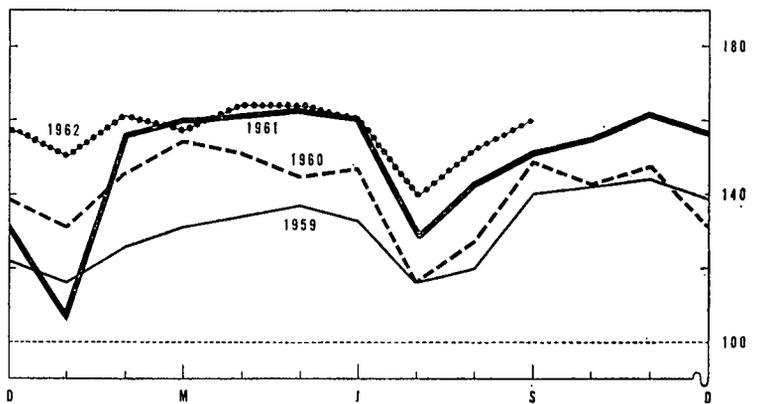
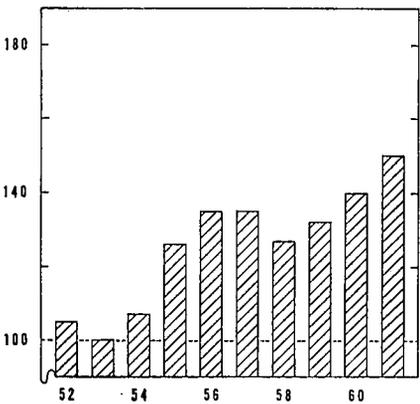
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



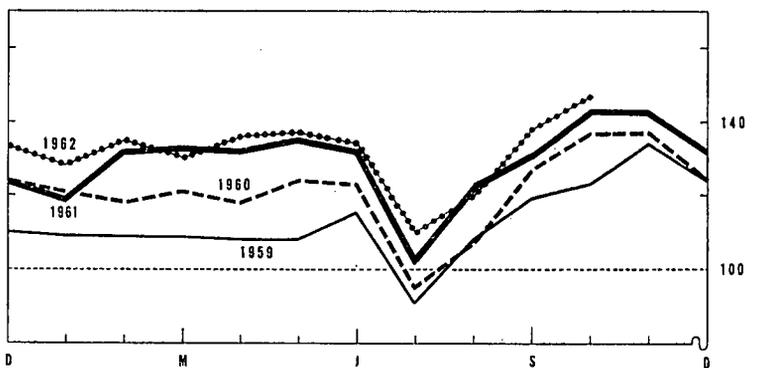
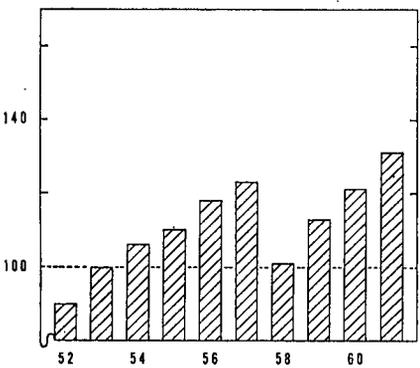
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	519	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	669	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.486	1.090	1.247	769	102	196
1962	p 1.767	p 1.360							
1961 2 ^e trimestre	1.913	6.203	116	2.530	1.104	1.199	769	115	201
3 ^e trimestre	1.656	5.384	94	2.394	1.074	1.189	836	104	185
4 ^e trimestre	1.844	4.394	137	2.684	1.110	1.406	759	102	212
1962 1 ^{er} trimestre	1.790	3.360	96	2.584	1.119	1.378	778	103	227
2 ^e trimestre	1.801	2.597	118	2.591	1.148	1.274	854	106	206
3 ^e trimestre	1.615	2.002			1.145	1.253	805	101	189
4 ^e trimestre	p 1.864	p 1.360							
1961 Décembre	1.780	4.394	167	2.802	1.113	1.405	804	99	224
1962 Janvier	1.924	4.143	68	2.623	1.122	1.426	777	103	231
Février	1.608	3.747	93	2.459	1.111	1.285	749	96	211
Mars	1.837	3.360	126	2.669	1.123	1.423	808	110	239
Avril	1.743	3.030	98	2.622	1.146	1.280	851	102	208
Mai	1.844	2.808	116	2.574	1.141	1.304	872	111	215
Juin	1.817	2.597	141	2.577	1.156	1.238	840	105	194
Juillet	1.370	2.434	184	2.069	1.124	1.133	837	95	178
Août	1.812	2.221	165	2.552	1.153	1.266	836	106	192
Septembre	1.663	2.002			1.157	1.360	742	102	196
Octobre	1.929	p 1.826			1.169	1.541	895	62	176
Novembre	p 1.913	p 1.628			p 1.196	1.555	861		
Décembre	p 1.749	p 1.360							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (8) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	p 614					
1961 2 ^e trimestre	649	440	5,96	4,02	9,98	8,23
3 ^e trimestre	614	403	4,89	3,06	7,95	7,97
4 ^e trimestre	594	437	5,93	4,71	10,64	8,67
1962 1 ^{er} trimestre	622	463	5,18	4,32	9,50	8,63
2 ^e trimestre	626	458	p 5,22	p 3,73	p 8,95	p 8,86
3 ^e trimestre	592	423	p 5,12	p 3,20	p 8,32	p 8,50
4 ^e trimestre	615 ¹					
1961 Décembre	573	425	5,24	4,59	9,83	8,89
1962 Janvier	606	469	5,08	4,03	9,11	7,97
Février	597	421	4,72	3,89	8,61	8,67
Mars	662	497	5,73	5,04	10,77	9,25
Avril	605	444	p 4,89	p 3,57	p 8,46	p 8,43
Mai	648	476	p 5,64	p 4,21	p 9,85	p 9,16
Juin	626	454	p 5,13	p 3,40	p 8,53	p 9,01
Juillet	527	365	p 4,33	p 2,88	p 7,21	p 8,21
Août	625	434	p 5,33	p 3,28	p 8,61	p 8,47
Septembre	624	469	p 5,70	p 3,45	p 9,15	p 8,83
Octobre	614	468	p 7,04	p 3,56	p 10,60	p 9,89
Novembre	609 ¹					
Décembre	622 ¹					

1 Estimation sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles et reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)
Nombre										
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1961 1 ^{er} trimestre	3.824	2.780	575	440
2 ^e trimestre	4.262	3.922	731	602
3 ^e trimestre	3.594	3.492	671	582
4 ^e trimestre	3.110	2.477	560	433
1962 1 ^{er} trimestre	3.603	1.869	628	287
2 ^e trimestre	3.157	3.294	642	474
3 ^e trimestre	3.245	3.137	1.007	463
1961 Octobre	3.065	2.952	610	485
Novembre	3.291	2.594	554	440
Décembre	2.975	1.884	517	373
1962 Janvier	3.456	1.307	549	214
Février	3.296	1.632	581	220
Mars	4.058	2.668	755	427
Avril	4.700	3.372	864	474
Mai	1.826	3.457	384	416
Juin	2.946	3.052	678	531
Juillet	3.532	2.859	969	390
Août	3.259	3.373	1.014	488
Septembre	2.945	3.178	1.038	510
Octobre	2.947	3.122	729	590

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 ^{er} trimestre	166	179	+ 7,8	130	126 ²	- 2,6	169	185	+ 9,5
2 ^e trimestre	175	187	+ 6,9	133	142	+ 6,7	182	193	+ 6,0
3 ^e trimestre	164	170	+ 3,7	125	130	+ 4,1	174	181	+ 4,0
4 ^e trimestre	184	195	+ 6,0	131 ²	143	+ 9,3	194	202	+ 4,1
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,9	185	188	+ 1,6
2 ^e trimestre	187	198	+ 5,9	142	145	+ 1,8	193	203	+ 5,2
3 ^e trimestre	170	182	+ 7,1	130	136	+ 5,2	181	191	+ 5,5
4 ^e trimestre	195			143			202		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 ^{er} trimestre	174	186	+ 6,9	175	193	+ 10,3	150	160	+ 6,7
2 ^e trimestre	180	192	+ 6,7	182	196	+ 7,7	160	162	+ 1,3
3 ^e trimestre	155	159	+ 2,6	179	194	+ 8,4	154	154	0,0
4 ^e trimestre	189	201	+ 6,3	190	214	+ 12,6	165	164	- 0,6
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	186	199	+ 7,0	193	217	+ 12,4	160	162	+ 1,3
2 ^e trimestre	192	206	+ 7,3	196	216	+ 10,2	162	167	+ 3,1
3 ^e trimestre	159	174	+ 9,4	194	208	+ 7,2	154	161	+ 4,5
4 ^e trimestre	201			214			164		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Pigas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

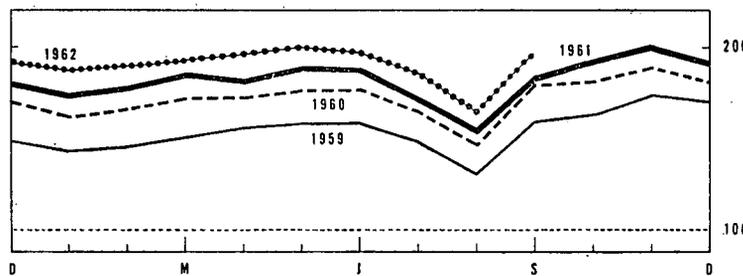
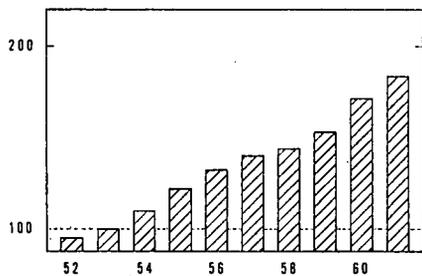
**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

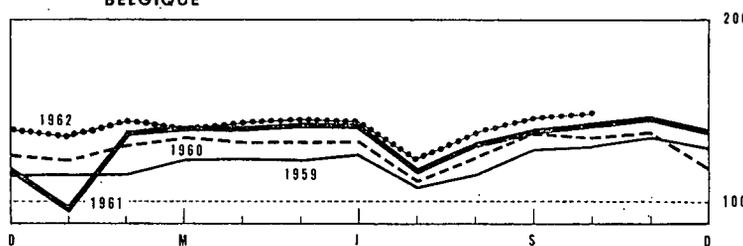
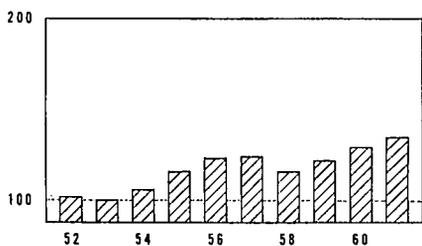
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

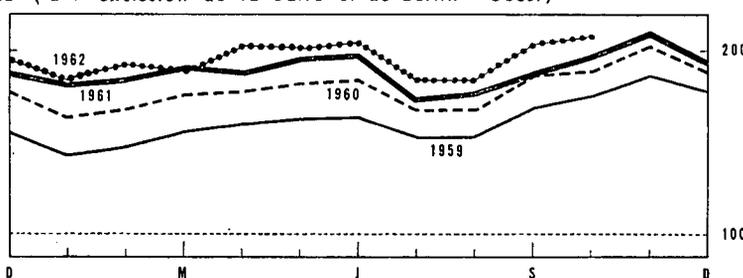
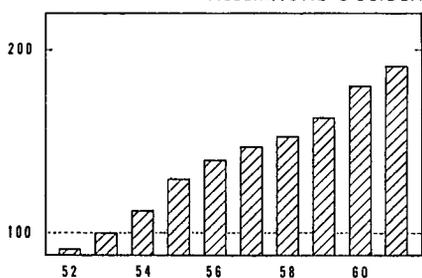
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C. E. E.



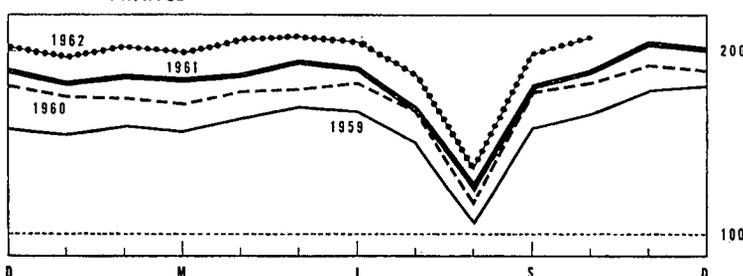
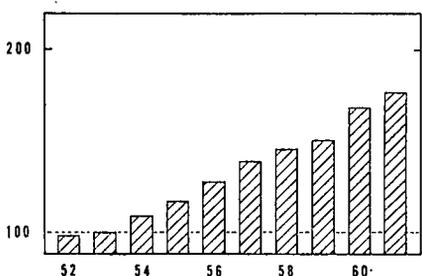
BELGIQUE



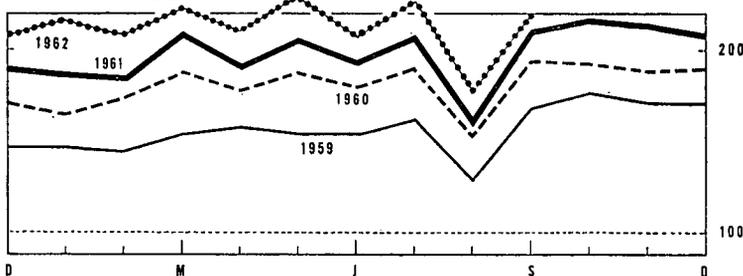
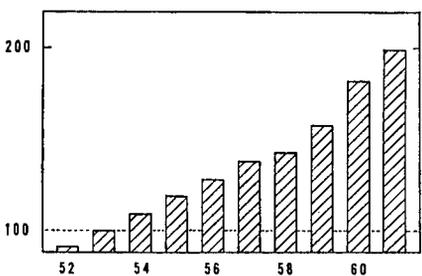
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin - Ouest)



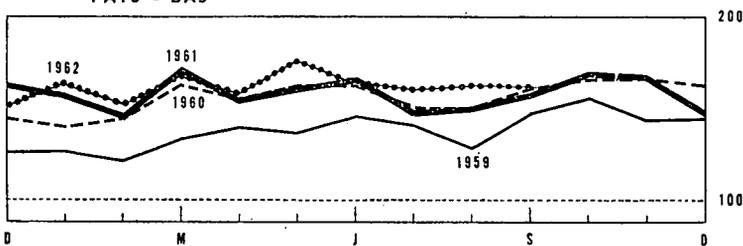
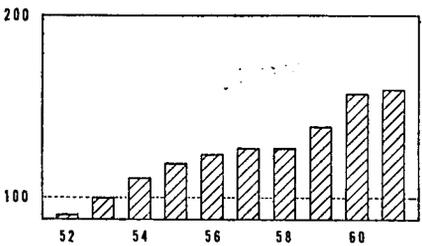
FRANCE



ITALIE



PAYS - BAS



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total			dont		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustible et huiles minérales				Minerais			
(millions)		(milliers de tonnes)			(milliers)			
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1961 1 ^{er} trimestre	668	468	4.415	1.733	930	117	76,9	11,2
2 ^e trimestre	737	557	5.360	2.031	1.251	154	98,1	13,1
3 ^e trimestre	759	543	5.153	1.913	1.270	196	137,2	16,3
4 ^e trimestre	733	584	5.534	2.071	1.255	432	80,4	11,1
1962 1 ^{er} trimestre	p 728	536	5.130	2.004	1.208	233	77,5	10,1
2 ^e trimestre	p 753	546	5.232	1.984	1.259	234	122,7	14,3
3 ^e trimestre	p 766	505	4.897	1.856	1.173	188		
1961 Novembre	768	596	5.657	2.072	1.297	598	65,9	9,8
Décembre	708	567	5.276	2.095	1.252	247	71,6	10,1
1962 Janvier	p 748	560	5.303	2.183	1.221	262	76,7	9,9
Février	p 693	490	4.723	1.845	1.106	205	69,2	9,2
Mars	p 744	558	5.363	1.984	1.297	233	86,6	11,2
Avril	p 744	520	4.997	1.935	1.184	233	103,8	12,7
Mai	p 749	561	5.372	2.009	1.322	239	111,2	13,4
Juin	p 767	556	5.327	2.008	1.270	230	153,1	17,1
Juillet	p 768	492	4.577	1.631	1.216	192	183,2	19,9
Août	p 781	512	5.082	1.987	1.148	170	170,1	18,4
Septembre	p 749	511	5.032	1.949	1.154	202	165,0	17,9
Octobre	p 745	567	5.648	2.146	1.212	239	114,9	13,7
Novembre	p 749	579	5.634	2.204	1.195			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85	4.258	343
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118	4.737	385
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82	4.659	374
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79	4.642	383
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82	4.269	361
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83	4.534	402
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75	5.097	436
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456
1962	4.167			137				
1961 1 ^{er} trimestre	3.567	1.674	1.160	121	154	51	4.645	393
2 ^e trimestre	3.872	1.960	1.275	146	153	67	5.702	491
3 ^e trimestre	3.935	2.019	1.295	161	195	56	5.917	489
4 ^e trimestre	4.011	2.090	1.408	128	168	69	5.440	452
1962 1 ^{er} trimestre	4.142	2.005	1.427	121	133	70	5.276	422
2 ^e trimestre	4.213	2.322	1.359	127	141	71	5.858	471
3 ^e trimestre	4.181	1.915	1.224	153				
4 ^e trimestre	4.133			146				
1961 Décembre	4.131	2.130	1.289	123	150	77	5.018	409
1962 Janvier	4.400	2.156	1.538	124	123	73	5.084	401
Février	3.733	2.040	1.302	103	137	74	4.841	385
Mars	4.294	1.818	1.442	135	140	64	5.903	481
Avril	4.071	2.178	1.402	117	107	55	5.368	434
Mai	4.382	2.495	1.202	128	101	75	6.074	482
Juin	4.185	2.292	1.474	136	216	82	6.133	498
Juillet	4.272	2.111	1.138	157	139	53	5.873	479
Août	4.221	2.124	1.099	157	126	86	5.923	473
Septembre	4.049	1.511	1.436	145	145	64	5.435	
Octobre	4.258			139			5.927	
Novembre	4.139			150				
Décembre	4.003			149				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1961 1 ^{er} trimestre	347	226	23	16	13	16	9
2 ^e trimestre	1.184	874	50	32	93	39	26
3 ^e trimestre	3.602	2.886	196	68	232	77	34
4 ^e trimestre	383	232	27	20	17	20	15
1962 1 ^{er} trimestre	322	194	22	18	13	19	12
2 ^e trimestre	1.369	997	77	36	115	42	28
3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
1961 Septembre	1.158	732	91	38	121	60	27
Octobre	439	256	28	23	23	27	22
Novembre	357	218	27	18	14	18	12
Décembre	352	221	25	20	15	16	11
1962 Janvier	309	187	21	16	11	17	10
Février	304	184	21	17	12	17	11
Mars	354	210	24	20	15	22	14
Avril	1.258	918	97	31	93	34	21
Mai	785	517	45	31	58	32	29
Juin	2.065	1.555	88	47	193	60	33
Juillet	4.785	4.047	159	67	273	80	46
Août	4.866	3.781	336	106	347	119	38
Septembre	1.118	728	103	37	95	46	30

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement ⁴		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage ¹		Indice général	Hom-mes ²			Sous-vête-ments et acces-soires ³	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100			
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104			
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1961 1 ^{er} trimestre	146	155	148	152	156	142	146	120	154	144	145	129	148			
2 ^e trimestre	156	154	169	144	162	142	212	109	159	151	146	132	145			
3 ^e trimestre	154	152	151	147	169	139	141	116	169	147	144	127	145			
4 ^e trimestre	187	180	190	136	173	154	173	118	169	167	143	131	150			
1962 1 ^{er} trimestre	149	173	139	151	155	149	139	146	161	165	146	134	153			
2 ^e trimestre	168	168	184	153	165	149	210	129	174	166	154	135	153			
3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	134	172	162	149	130	146			
1961 Novembre	181	168	176	125	149	142	150	107	169	151	144	132	164			
Décembre	216	210	216	141	208	175	173	143	177	198	144	136	140			
1962 Janvier	148	168	147	149	142	152	150	212	165	156	142	134	156			
Février	134	161	114	141	153	140	107	99	153	158	143	132	152			
Mars	165	190	155	164	169	156	159	127	166	180	154	136	152			
Avril	166	172	180	151	158	142	243	129	170	151	148	129	153			
Mai	165	169	174	155	170	153	199	123	175	169	150	137	155			
Juin	174	164	198	153	168	153	188	134	177	178	165	139	151			
Juillet	162	143	173	158	175	137	142	157	166	157	139	124	141			
Août	153	154	139	150	167	145	109	129	178	163	154	136	150			
Septembre	163	162	160	168	175	147	156	117	171	165	153	129	147			
Octobre	178	186	192	149	178	164	199	132	196	185	151	139	175			
Novembre	202	180	202	149	175		164	122			158					

¹ Articles de ménage et appareils ménagers. — ² Comprend principalement des vêtements de dessus. — ³ Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.
⁴ Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 1 ^{er} semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2 ^o semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83
1961 1 ^{er} semestre ...	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 ^o semestre ...	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre ...	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 1 ^{er} semestre	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2 ^o semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^o semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1

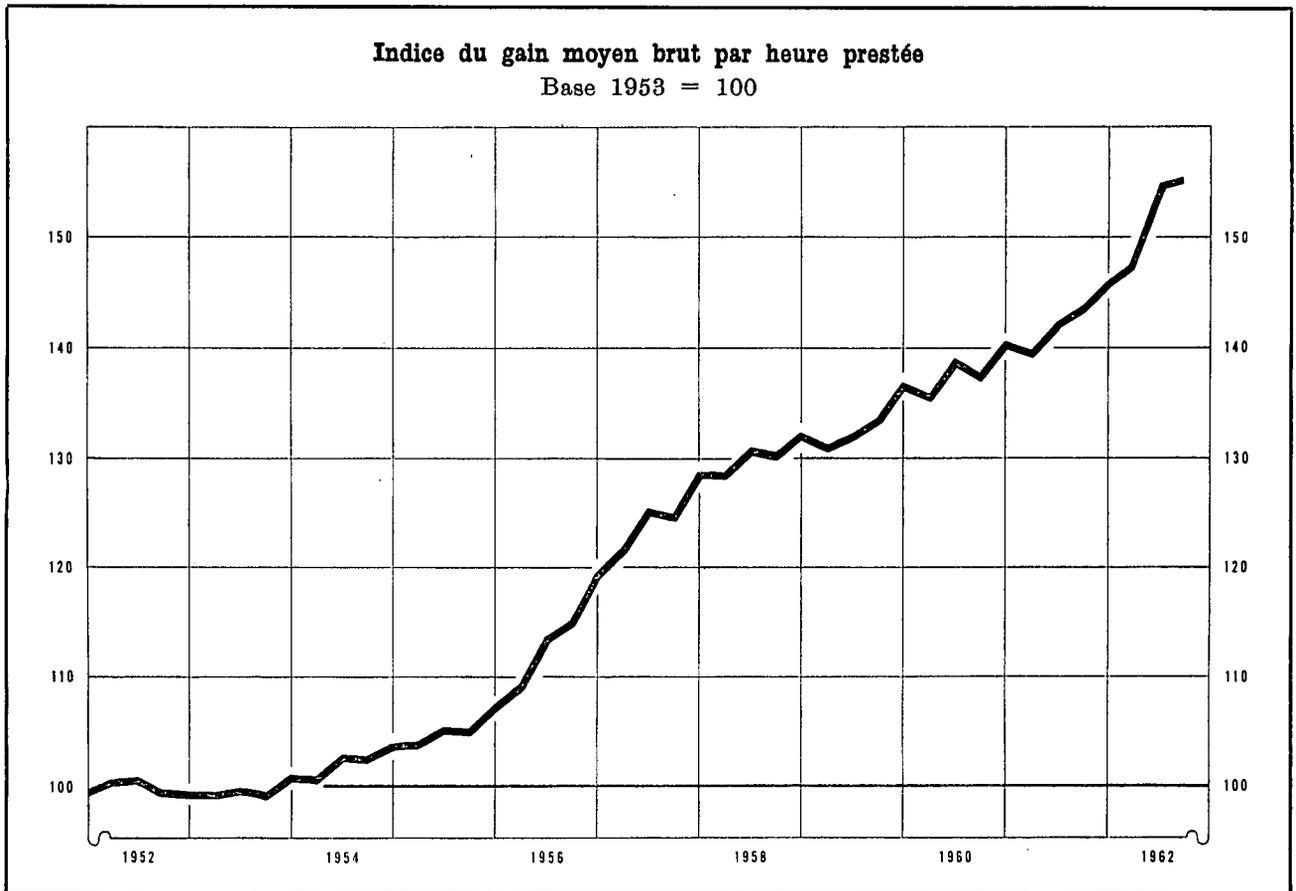
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industries, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1960 1 ^{er} semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2 ^o semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
1961 1 ^{er} semestre ...	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 ^o semestre ...	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre ...	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
Crédit accordé (millions de francs)												
1960 1 ^{er} semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2 ^o semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
1961 1 ^{er} semestre ...	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
2 ^o semestre ...	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre ...	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1960 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2 ^o semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9
1961 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 ^o semestre ...	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1953	100	100	100	100	100
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1961 Mars	140	137	139		145
Juin	142	139	140		148
Septembre .	144	141	142		148
Décembre .	146	141	142		152
1962 Mars ... p	148	144	146		153
Juin ... p	155	148	151		161
Sept. ... p	156	151	153		161

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industriels belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas
1953	28,25	85,8	91,0	63,9
1954	28,74	86,0	94,3	69,0
1955	29,91	88,2	98,4	71,9
1956	32,68	87,9	97,6	72,5
1957	35,67	90,6	93,7	70,4
1958	37,04	94,0	95,0	70,2
1959	38,30	97,4	95,0	70,4
1960	39,71	102,8	98,4	74,8
1961	41,76	114,8	100,6	78,4
1959 Février-Avril .	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre .	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril .	39,48	99,0	97,3	72,7
Août-Octobre .	39,93	106,7	99,5	75,6
1961 Février-Avril .	41,20	112,8	100,0	78,0
Août-Octobre .	42,32	116,7	101,3	79,2
1962 Février-Avril .	43,72	120,0	100,3	80,0

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne*, *Etudes et Documents nouvelle série*, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérimos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par baril	
1954	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	p 267	p 34,1		p 35,4	p 23	p 234	p 897		
1961 2 ^e trimestre	247	37,5	95	34,1	25	236	865	36,3	2,89
1961 3 ^e trimestre	254	35,3	93	35,1	25	230	937	36,7	2,89
1961 4 ^e trimestre	259	33,5	86	35,4	23	229	953	36,0	2,89
1962 1 ^{er} trimestre	259	34,1	91	35,5	24	233	954	36,3	2,89
1962 2 ^e trimestre	267	34,2	97	35,8	23	234	915	28,5	2,89
1962 3 ^e trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
1962 4 ^e trimestre	p 273	p 34,1		p 34,9	p 24	p 234	p 863		
1961 Décembre	260	34,1	86	34,9	23	230	949	36,0	2,89
1962 Janvier	258	34,3	86	35,5	24	230	947	38,8	2,89
Février	258	34,1	92	35,5	24	235	952	37,2	2,89
Mars	261	34,0	96	35,6	24	235	962	33,0	2,89
Avril	264	34,0	98	35,7	23	234	949	31,7	2,89
Mai	268	34,0	97	35,7	23	234	919	27,7	2,89
Juin	270	34,7	97	36,0	22	234	876	26,0	2,89
Juillet	272	34,8	96	36,0	22	234	863	26,5	2,89
Août	268	34,2	90	35,5	22	234	852	28,8	2,89
Septembre	269	33,5	90	34,9	22	234	851	26,6	2,89
Octobre	271	33,4	92	34,9	23	234	856	24,9	2,89
Novembre	273	33,5	93	34,8	p 24	p 234	874	p 24,0	
Décembre	p 276	p 34,5		p 34,9	p 24	p 234	p 859		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	
1961 2 ^e trimestre	85	89	100	104	90	104
1961 3 ^e trimestre	84	91	99	104	90	103
1961 4 ^e trimestre	83	90	99	102	90	102
1962 1 ^{er} trimestre	83	90	99	103	90	92
1962 2 ^e trimestre	83	89	98	101	91	90
1962 3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	76
1962 4 ^e trimestre	85	89	97	101	90	
1961 Novembre	83	89	98	102	90	105
1961 Décembre	84	91	99	102	91	97
1962 Janvier	83	91	99	103	90	93
Février	83	90	98	103	90	91
Mars	83	89	99	102	91	93
Avril	84	89	99	102	91	95
Mai	83	89	98	101	91	94
Juin	83	89	97	101	90	81
Juillet	83	90	97	101	90	75
Août	83	90	97	100	89	76
Septembre	83	89	96	100	89	78
Octobre	83	88	97	100	89	81
Novembre	85	88	97	101	89	84
Décembre	87	90	98	101	91	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

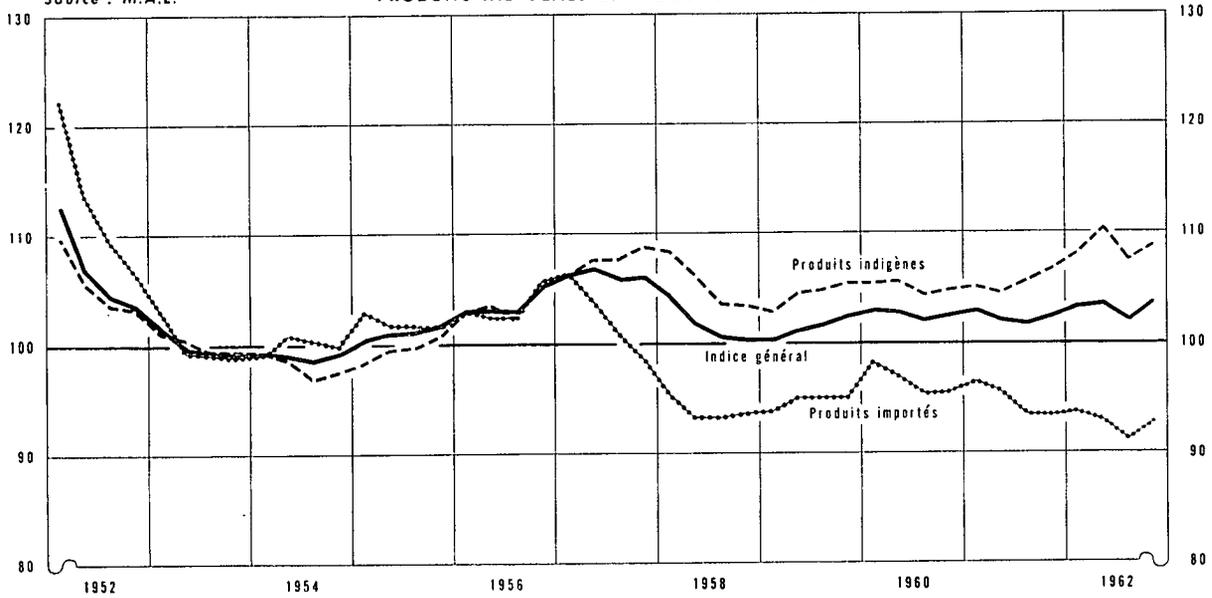
Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie												Source : I.R.E.S.P.		
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,8	97,1	105,6
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	106,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	89,0	95,8	103,9
1961 2 ^e trimestre ..	102,1	104,5	95,8	91,4	110,1	76,8	105,0	99,7	109,6	94,5	104,6	121,7	91,9	98,0	106,0
1961 3 ^e trimestre ..	101,9	105,5	93,5	94,3	111,3	80,9	103,9	98,4	109,0	92,3	103,2	121,8	91,0	96,5	105,1
1961 4 ^e trimestre ..	102,6	106,6	93,4	98,2	109,4	88,6	103,7	98,4	108,3	91,4	104,0	121,9	89,2	96,1	104,8
1962 1 ^{er} trimestre ..	103,4	108,1	93,7	100,7	110,7	92,0	104,1	98,2	108,6	91,0	105,3	122,1	89,7	96,0	104,3
1962 2 ^e trimestre ..	103,6	110,3	93,0	103,4	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,8	95,6	103,2
1962 3 ^e trimestre ..	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,3	95,5	103,8
1962 4 ^e trimestre ..	103,6	108,7	92,9	102,0	108,9	95,9	104,0	98,2	108,2	91,0	104,4	128,6	88,1	96,0	104,2
1961 Décembre	102,8	106,8	93,8	98,8	109,8	89,5	103,7	98,6	108,2	91,1	104,3	121,9	88,4	96,0	104,8
1962 Janvier	102,8	106,8	93,4	98,2	107,9	89,8	103,9	98,3	108,1	91,0	104,8	122,1	90,0	96,0	104,8
1962 Février	103,4	108,0	93,8	100,3	111,4	90,8	104,3	98,2	108,9	91,3	105,5	122,1	89,1	96,2	104,2
1962 Mars	104,0	109,6	94,0	103,5	112,7	95,3	104,0	98,1	108,8	90,8	105,7	122,1	90,1	95,8	104,0
1962 Avril	103,6	109,7	93,5	102,8	107,3	98,5	103,8	97,1	108,8	91,0	105,7	122,1	90,0	95,6	103,3
1962 Mai	103,5	110,2	92,8	103,5	106,5	100,4	103,5	97,1	108,9	90,3	104,7	122,5	89,9	95,6	103,2
1962 Juin	103,8	111,0	92,7	104,0	104,7	103,2	103,7	97,0	108,5	90,3	104,7	126,8	89,4	95,5	103,2
1962 Juillet	102,5	108,3	91,9	98,6	101,4	95,8	103,5	97,1	108,5	89,9	103,8	127,3	88,8	95,2	103,4
1962 Août	102,0	107,2	91,1	97,3	104,4	90,9	103,2	97,4	108,1	89,2	102,4	127,9	88,4	95,7	103,9
1962 Septembre ..	101,7	106,6	90,9	94,9	100,8	89,5	103,4	97,9	108,4	89,5	102,9	128,6	87,7	95,7	104,1
1962 Octobre	103,0	108,1	92,3	99,9	105,8	94,3	103,7	98,0	108,3	89,9	103,9	128,6	87,4	95,7	104,1
1962 Novembre	103,4	108,5	92,9	101,6	107,5	96,1	103,9	98,0	108,2	90,7	104,6	128,6	87,8	95,9	104,0
1962 Décembre	104,4	109,5	93,4	104,6	112,7	97,3	104,3	98,7	108,0	92,5	104,8	128,6	89,2	96,5	104,4

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

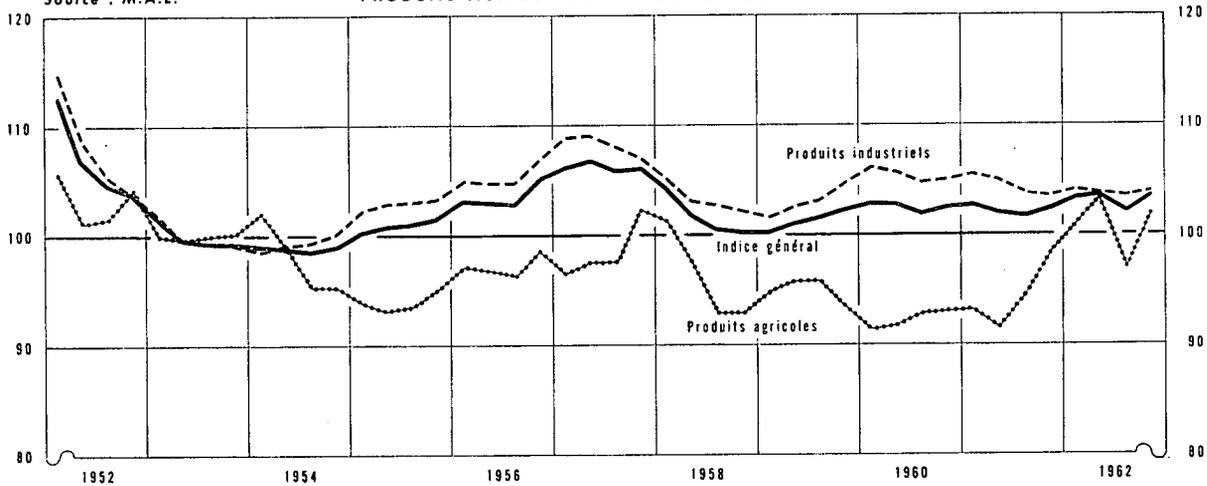
Source : M.A.E.

PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



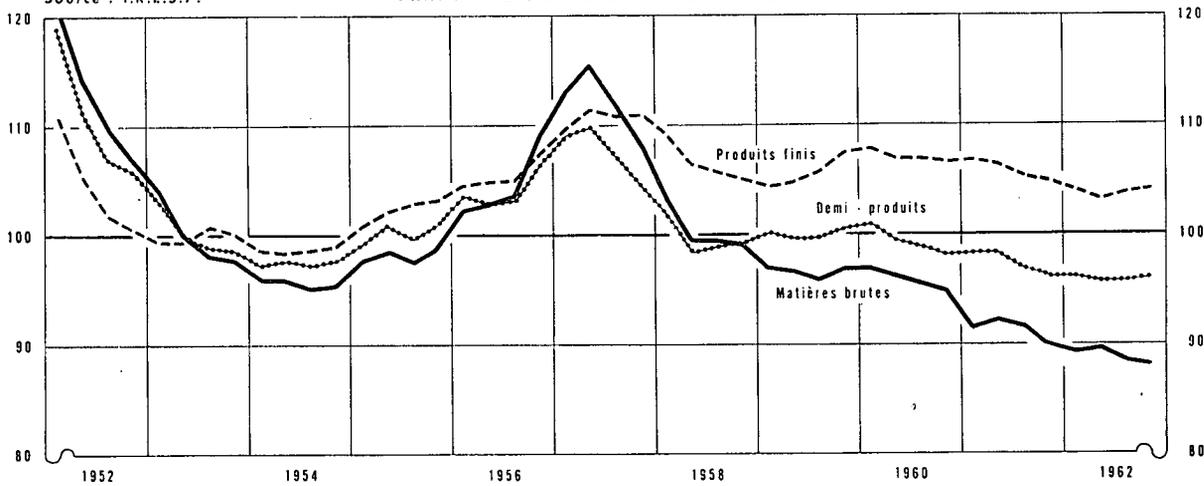
Source : M.A.E.

PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



Source : I.R.E.S.P.

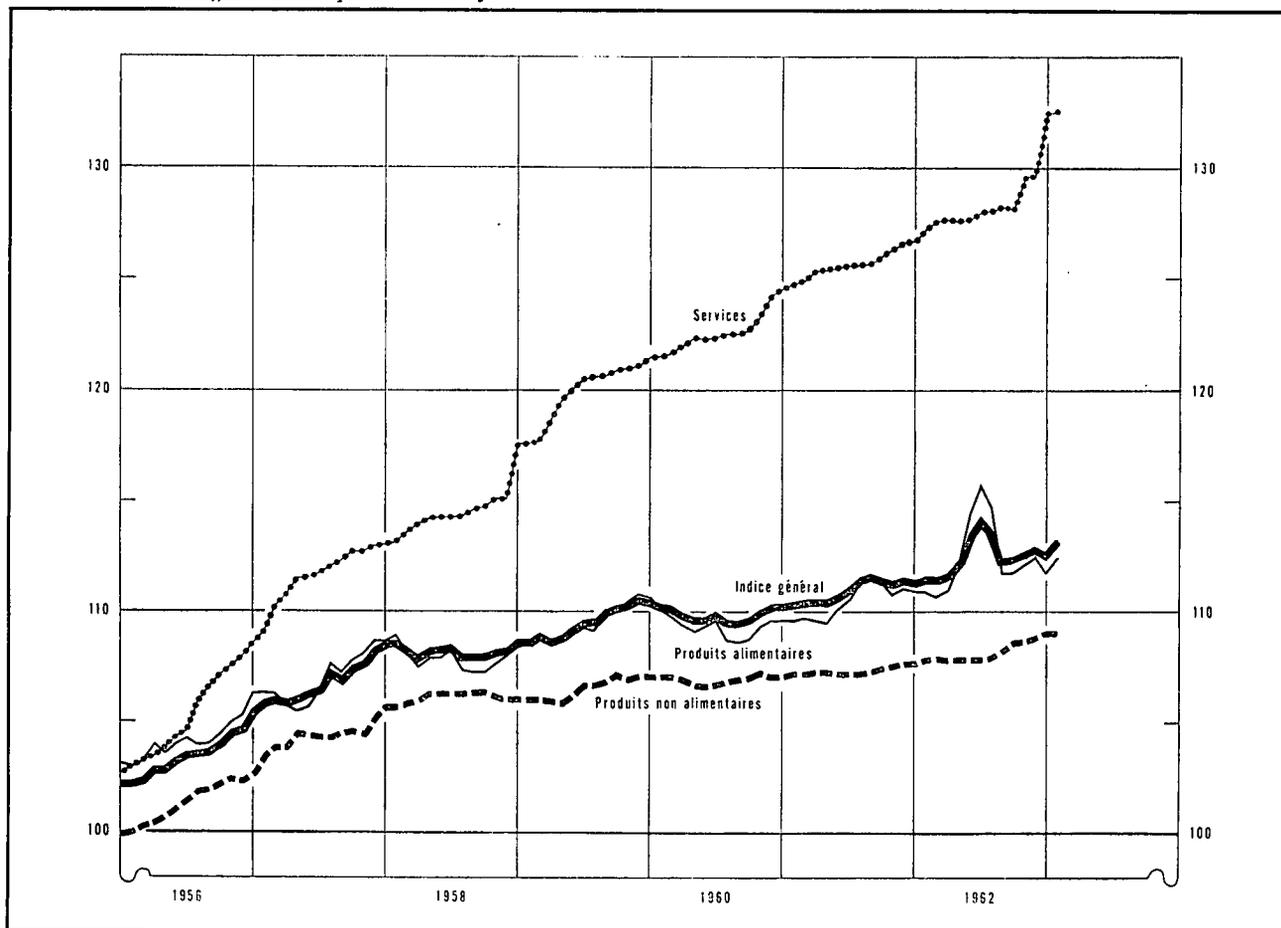
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

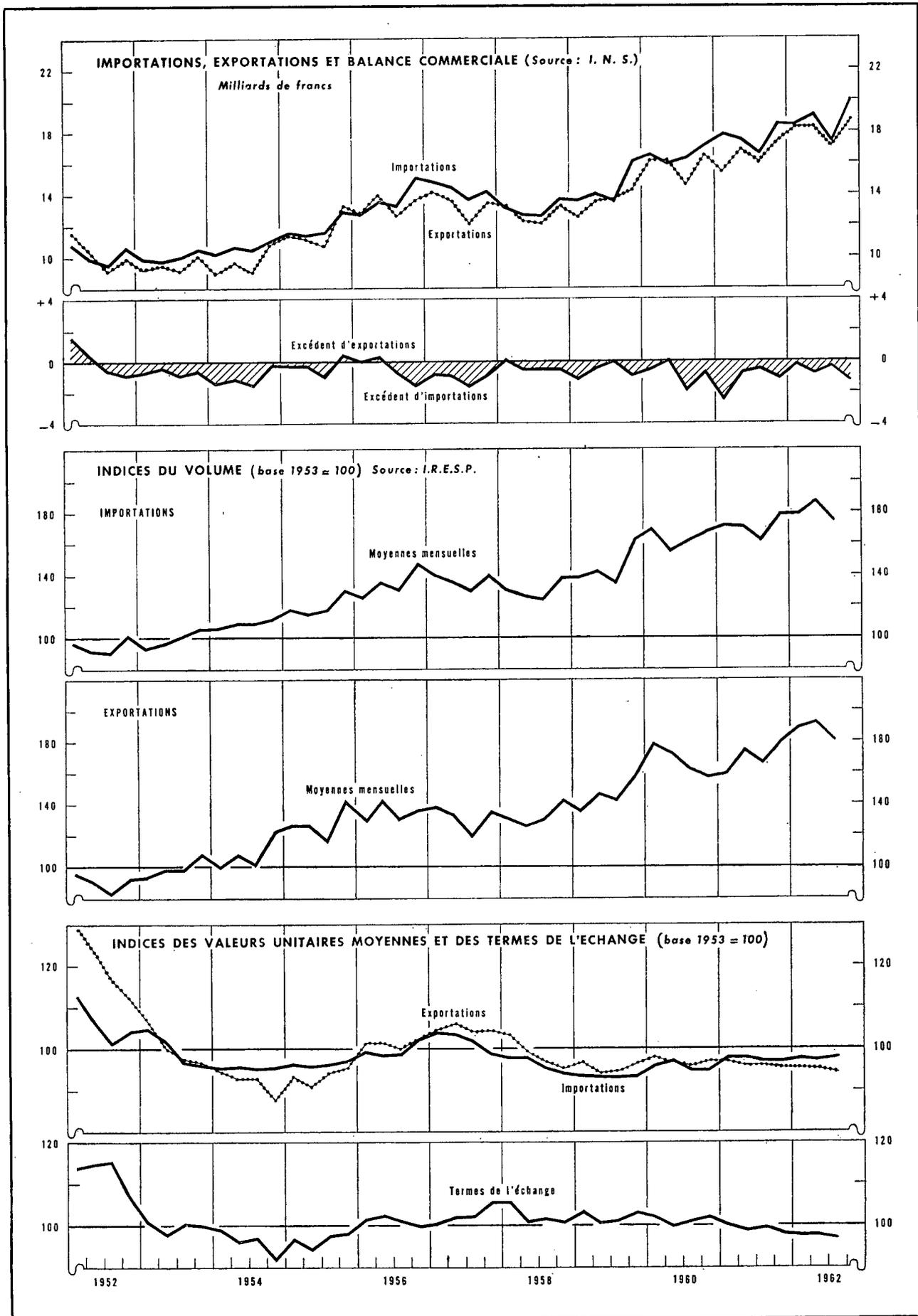
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 68 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits		
1953	100,00		100,0		100,0		100,0		
1954	101,30		102,7		99,2		100,0		
1955	100,80		101,6		99,2		101,0		
1956	103,65		104,2		101,5		105,5		
1957	106,93		107,0		104,5		111,7		
1958	108,31		107,9		106,2		114,6		
1959	109,64		109,5		106,6		120,0		
1960	109,97		109,3		107,0		122,6		
1961	111,06		110,5		107,4		125,7		
1962	112,62		112,5		108,3		128,5		
		1962		1963		1962		1963	
1 ^{er} trimestre	111,56		110,8		107,9		127,5		
2 ^e trimestre	113,36		114,1		107,9		127,8		
3 ^e trimestre	112,77		112,7		108,3		128,1		
4 ^e trimestre	112,80		112,1		108,9		130,5		
Janvier	111,51	113,19	110,9	112,4	107,9	109,1	127,2	132,5	
Février	111,49		110,7		108,0		127,6		
Mars	111,67		110,9		107,9		127,7		
Avril	112,22		112,1		107,9		127,6		
Mai	113,61		114,5		107,9		127,7		
Juin	114,26		115,8		107,9		128,0		
Juillet	113,66		114,7		108,0		128,1		
Août	112,25		111,7		108,3		128,2		
Septembre	112,41		111,8		108,7		128,1		
Octobre	112,74		112,1		108,8		129,6		
Novembre	112,92		112,5		108,9		129,6		
Décembre	112,74		111,8		109,1		132,4		

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.L.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financiële Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	162	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	18,8	18,0	- 0,8	96					
1961 2 ^e trimestre	17,5	16,8	- 0,7	96	171	173	98	96	99
3 ^e trimestre	16,5	16,0	- 0,5	97	162	165	97	97	99
4 ^e trimestre	18,5	17,3	- 1,2	94	179	180	98	95	97
1962 1 ^{er} trimestre	18,5	18,2	- 0,3	98	180	190	98	96	98
2 ^e trimestre	19,1	18,2	- 0,9	95	186	192	97	95	98
3 ^e trimestre	17,6	17,0	- 0,6	97	173	180	98	94	97
4 ^e trimestre	20,0	18,7	- 1,3	93					
1961 Décembre	17,8	16,1	- 1,7	90					
1962 Janvier	18,4	18,7	+ 0,3	102	180	190	98	96	98
Février	17,3	17,2	- 0,1	99					
Mars	19,7	18,8	- 0,9	96					
Avril	18,0	17,8	- 0,2	99					
Mai	19,9	18,0	- 1,9	91	186	192	97	95	98
Juin	19,2	18,7	- 0,5	98					
Juillet	18,0	17,7	- 0,3	98	173	180	98	94	97
Août	17,0	15,2	- 1,8	89					
Septembre	17,0	18,2	+ 1,2	107					
Octobre	p 20,8	19,9	p - 0,9	p 96					
Novembre	18,8	18,9	+ 0,1	100					
Décembre	p 20,3	17,2	- 3,1	85					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N.B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1961 1 ^{er} trimestre	2,78	3,44	1,43	2,50	1,23	0,19	0,37	0,42	0,62	0,52	1,82	15,32
2 ^e trimestre	3,37	4,07	1,32	2,54	1,24	0,22	0,43	0,45	0,81	0,42	1,93	16,80
3 ^e trimestre	3,15	3,62	1,22	2,42	1,20	0,24	0,49	0,45	0,78	0,45	1,93	15,95
4 ^e trimestre	3,13	3,96	1,38	2,76	1,22	0,24	0,44	0,48	0,98	0,64	2,10	17,33
1962 1 ^{er} trimestre	3,28	4,37	1,40	2,90	1,31	0,23	0,50	0,54	0,93	0,61	2,16	18,23
2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
1961 Octobre	3,32	4,39	1,39	2,88	1,34	0,23	0,46	0,49	1,09	0,60	2,21	18,40
Novembre	3,37	3,84	1,40	2,77	1,19	0,24	0,42	0,53	0,90	0,64	2,16	17,46
Décembre	2,69	3,66	1,36	2,63	1,12	0,25	0,43	0,42	0,95	0,68	1,94	16,13
1962 Janvier	3,53	4,30	1,41	2,90	1,34	0,27	0,54	0,58	0,99	0,59	2,21	18,66
Février	2,94	4,34	1,29	2,79	1,23	0,22	0,44	0,44	0,89	0,58	2,03	17,19
Mars	3,38	4,46	1,50	3,01	1,36	0,21	0,53	0,58	0,89	0,66	2,22	18,80
Avril	3,24	4,36	1,40	2,89	1,27	0,19	0,44	0,54	0,72	0,61	2,14	17,80
Mai	3,39	4,42	1,37	2,84	1,47	0,22	0,45	0,56	0,78	0,50	2,00	18,00
Juin	3,44	4,60	1,58	2,97	1,31	0,25	0,53	0,54	0,73	0,52	2,23	18,70
Juillet	3,11	4,75	1,14	2,73	1,26	0,21	0,45	0,47	0,89	0,58	2,11	17,70
Août	2,79	3,68	0,98	2,40	1,22	0,21	0,50	0,44	0,49	0,56	1,92	15,19
Septembre	3,19	4,14	1,41	3,03	1,25	0,24	0,45	0,50	0,95	0,72	2,30	18,18
Octobre	3,46	4,70	1,50	3,34	1,28	0,23	0,42	0,59	0,93	0,99	2,50	19,94

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n° 1, juillet 1962.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation				Biens d'équipement 13	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total			non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9	autres produits 10				alimentaires		autres 11	
													liquides 8	autres							produits animaux	produits végétaux		
Ancienne série																								
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73			478	329	208		966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252	
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401			1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1959 2 ^e semestre	10.061	3.016	1.147	1.240	690	260	135	265	96	121		832	641	463		1.155	3.084	417	742	288	1.637	1.732	14.877	
1960 1 ^{er} semestre	11.198	3.684	1.325	1.339	634	201	175	196	103	222		997	632	635		1.054	3.062	338	848	310	1.566	2.003	16.263	
2 ^e semestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.553	1.897	16.713	
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1961 1 ^{er} trimestre	12.165	3.909	1.644	1.393	894	192	214	219	98	222	88	610	396	671	657	265	693	3.299	364	774	303	1.858	2.360	17.824
2 ^e trimestre	12.064	4.190	1.433	1.171	733	257	195	237	105	248	81	667	310	743	692	277	725	3.261	336	837	319	1.769	2.131	17.456
3 ^e trimestre	11.275	3.937	1.283	995	680	342	184	248	103	253	76	599	278	728	661	267	641	3.113	394	734	281	1.704	2.133	16.521
4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

- a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement »;
- b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.
- 2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.
- 3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.
- 4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».
- 5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».
- 6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».
- 7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».
- 8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.
- 9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».
- 10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.
- 11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».
- 12 Rubrique modifiée :
 - a) en 1959 : voir note 11.
 - b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrication métalliques ».
- 13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960		1961				1962	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1e trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	95,5	95,2	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7
Biens de consommation	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	89,1	93,8	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7
Biens d'équipement	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	99,2	95,5	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8	108,1
Ensemble ...	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	94,6	94,9	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	107,7	106,0	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6
Fabrications métalliques	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	93,4	97,8	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3
Métaux non ferreux	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	97,4	94,5	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8
Textiles	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	83,0	81,6	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8
Produits chimiques	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	91,2	86,3	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7
Industrie houillère	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	90,5	98,7	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2
Industrie pétrolière	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	171,3	173,6	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5
Verres et glaces	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	109,1	109,2	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2
Produits agricoles	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	96,2	110,3	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6
Ciments	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	92,1	97,7	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8
Carrières	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	114,6	119,9	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0
Céramiques	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	94,9	100,6	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0
Bois et meubles	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	102,1	102,9	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2
Peaux, cuirs et chaussures	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	95,0	92,7	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2
Papier et livre	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	93,7	89,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5
Tabacs manufacturés	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	90,3	89,5	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8
Caoutchouc	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	76,4	80,3	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4
Industries alimentaires	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	83,7	80,7	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3
Divers	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	95,2	100,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8
Ensemble ...	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	96,5	96,7	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	102,0	101,9	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960		1961				1962	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	163,5	172,7	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1
Biens de consommation	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	157,6	157,5	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7
Biens d'équipement	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	160,8	199,7	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2
Ensemble ...	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	162,4	172,9	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	171,3	179,2	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7
Fabrications métalliques	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	186,0	203,7	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7
Métaux non ferreux	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	134,7	159,7	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5
Textiles	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	146,0	171,2	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3
Produits chimiques	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	178,1	172,1	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1
Industrie houillère	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	67,7	74,8	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1
Industrie pétrolière	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	179,0	148,5	136,5	164,8	194,2	170,2	193,8	185,5
Verres et glaces	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	220,7	223,4	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1
Produits agricoles	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	182,6	240,2	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1
Ciments	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	82,4	72,1	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5
Carrières	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	146,9	140,8	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3
Céramiques	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	205,0	213,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5
Bois et meubles	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	243,5	269,8	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3	460,9
Peaux, cuirs et chaussures	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	130,2	155,9	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4
Papier et livre	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	255,9	294,0	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6
Tabacs manufacturés	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	444,8	455,2	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9
Caoutchouc	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	197,0	202,5	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7
Industries alimentaires	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	110,3	183,0	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4
Divers	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	111,0	119,7	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6
Ensemble ...	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	158,9	173,9	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	1,24	0,88	- 0,36	1,12	0,75	- 0,37	1,38	1,68	+ 0,30
1954	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1961 1 ^{er} trimestre	3,10	2,41	- 0,69	2,76	1,78	- 0,98	2,72	3,67	+ 0,95
2 ^e trimestre	3,15	2,45	- 0,70	2,69	1,98	- 0,71	2,65	4,12	+ 1,47
3 ^e trimestre	3,04	2,52	- 0,52	2,33	1,64	- 0,69	2,58	3,59	+ 1,01
4 ^e trimestre	3,26	2,66	- 0,60	2,57	1,96	- 0,61	2,81	3,93	+ 1,12
1962 1 ^{er} trimestre	3,44	2,79	- 0,65	2,76	2,15	- 0,61	2,86	4,07	+ 1,21
2 ^e trimestre	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,60
3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
1961 Octobre	3,40	2,60	- 0,80	2,59	2,05	- 0,54	2,96	4,26	+ 1,30
Novembre	3,07	2,85	- 0,22	2,50	1,84	- 0,66	2,83	3,84	+ 1,01
Décembre	3,19	2,55	- 0,64	2,53	1,99	- 0,54	2,58	3,69	+ 1,11
1962 Janvier	3,23	2,65	- 0,58	2,64	2,19	- 0,45	2,92	4,09	+ 1,17
Février	3,40	2,79	- 0,61	2,70	2,00	- 0,70	2,65	3,77	+ 1,12
Mars	3,69	2,93	- 0,76	2,94	2,25	- 0,69	3,00	4,36	+ 1,36
Avril	3,34	2,90	- 0,44	2,59	2,25	- 0,34	2,53	4,37	+ 1,84
Mai	3,71	3,16	- 0,55	2,70	2,19	- 0,51	2,83	3,94	+ 1,11
Juin	3,34	3,45	+ 0,11	2,86	2,45	- 0,41	2,59	4,14	+ 1,55
Juillet	3,53	2,92	- 0,61	2,68	2,22	- 0,46	2,62	4,01	+ 1,39
Août	3,48	3,39	- 0,09	2,20	1,48	- 0,72	2,46	3,50	+ 1,04
Septembre	3,40	3,32	- 0,08	2,57	2,21	- 0,36	2,78	4,06	+ 1,28
Octobre		3,72			2,56			4,66	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	0,15	0,31	+ 0,16	3,89	3,62	- 0,27	5,67	5,72	+ 0,05
1954	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1961 1 ^{er} trimestre	0,46	0,45	- 0,01	9,04	8,30	- 0,74	11,58	11,10	- 0,48
2 ^e trimestre	0,49	0,52	+ 0,03	8,98	9,07	+ 0,09	11,46	12,00	+ 0,54
3 ^e trimestre	0,47	0,50	+ 0,03	8,42	8,25	- 0,17	10,87	11,29	+ 0,42
4 ^e trimestre	0,51	0,64	+ 0,13	9,15	9,19	+ 0,04	12,10	12,35	+ 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	0,56	0,69	+ 0,13	9,62	9,70	+ 0,08	12,37	12,79	+ 0,42
2 ^e trimestre	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
1961 Octobre	0,58	0,65	+ 0,07	9,53	9,56	+ 0,03	12,43	13,04	+ 0,61
Novembre	0,55	0,68	+ 0,13	8,95	9,21	+ 0,26	12,01	12,16	+ 0,15
Décembre	0,38	0,59	+ 0,21	8,68	8,82	+ 0,14	11,39	11,84	+ 0,45
1962 Janvier	0,52	0,70	+ 0,18	9,31	9,63	+ 0,32	11,93	12,92	+ 0,99
Février	0,54	0,63	+ 0,09	9,29	9,19	- 0,10	11,88	11,97	+ 0,09
Mars	0,60	0,73	+ 0,13	10,23	10,27	+ 0,04	13,26	13,48	+ 0,22
Avril	0,50	0,68	+ 0,18	8,96	10,20	+ 1,24	11,57	13,05	+ 1,48
Mai	0,56	0,63	+ 0,07	9,80	9,92	+ 0,12	12,76	12,93	+ 0,17
Juin	0,57	0,75	+ 0,18	9,36	10,79	+ 1,43	12,17	13,89	+ 1,72
Juillet	0,55	0,70	+ 0,15	9,38	9,85	+ 0,47	11,97	12,58	+ 0,61
Août	0,60	0,53	- 0,07	8,74	8,90	+ 0,16	11,20	11,52	+ 0,32
Septembre	0,55	0,67	+ 0,12	9,30	10,26	+ 0,96	11,95	13,31	+ 1,36
Octobre		0,91			11,85			15,04	

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	1,04	0,96	- 0,08	0,91	0,73	- 0,18	1,00	0,56	- 0,44
1954	1,09	0,77	- 0,32	0,89	0,60	- 0,29	0,93	0,69	- 0,24
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1961 1 ^{er} trimestre	1,64	1,23	- 0,41	1,32	0,86	- 0,46	1,01	0,90	- 0,11
2 ^e trimestre	1,55	1,56	+ 0,01	1,24	0,87	- 0,37	0,87	0,85	- 0,02
3 ^e trimestre	1,33	1,57	+ 0,24	1,25	0,79	- 0,46	0,87	0,69	- 0,18
4 ^e trimestre	1,73	1,65	- 0,08	1,49	0,92	- 0,57	1,04	0,79	- 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	1,81	1,94	+ 0,13	1,48	0,85	- 0,63	1,18	0,83	- 0,35
2 ^e trimestre	2,04	1,83	- 0,21	1,54	0,88	- 0,66	1,27	0,68	- 0,59
3 ^e trimestre	1,67	1,61	- 0,06	1,44	0,87	- 0,57	0,93	0,68	- 0,25
1961 Octobre	1,60	1,86	+ 0,26	1,53	1,08	- 0,45	0,88	0,89	+ 0,01
Novembre	1,59	1,63	+ 0,04	1,53	0,84	- 0,69	1,01	0,81	- 0,20
Décembre	1,86	1,44	- 0,42	1,32	0,83	- 0,49	1,20	0,66	- 0,54
1962 Janvier	1,90	2,08	+ 0,18	1,37	0,89	- 0,48	1,28	0,89	- 0,39
Février	1,65	1,77	+ 0,12	1,38	0,79	- 0,59	0,98	0,72	- 0,26
Mars	1,88	1,97	+ 0,09	1,70	0,89	- 0,81	1,33	0,87	- 0,46
Avril	2,03	1,98	- 0,05	1,44	0,82	- 0,62	1,16	0,65	- 0,51
Mai	1,91	1,86	- 0,05	1,68	0,85	- 0,83	1,52	0,64	- 0,88
Juin	2,16	1,66	- 0,50	1,49	0,98	- 0,51	1,05	0,69	- 0,36
Juillet	1,81	1,68	- 0,13	1,42	0,82	- 0,60	1,07	0,67	- 0,40
Août	1,53	1,29	- 0,24	1,34	0,81	- 0,53	0,86	0,58	- 0,28
Septembre	1,62	1,84	+ 0,22	1,55	0,99	- 0,56	0,71	0,79	+ 0,08
Octobre		1,80			0,95			0,90	
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	0,78	0,38	- 0,40	0,75	0,55	- 0,20	0,24	0,38	+ 0,14
1954	0,75	0,50	- 0,25	0,82	0,52	- 0,30	0,31	0,38	+ 0,07
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1961 1 ^{er} trimestre	0,73	0,55	- 0,18	1,02	0,17	- 0,85	0,48	0,53	+ 0,05
2 ^e trimestre	0,76	0,61	- 0,15	0,93	0,21	- 0,72	0,44	0,60	+ 0,16
3 ^e trimestre	0,67	0,69	+ 0,02	0,97	0,19	- 0,78	0,61	0,52	- 0,09
4 ^e trimestre	0,71	0,72	+ 0,01	0,92	0,20	- 0,72	0,71	0,57	- 0,14
1962 1 ^{er} trimestre	0,71	0,67	- 0,04	0,69	0,26	- 0,43	0,51	0,54	+ 0,03
2 ^e trimestre	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
3 ^e trimestre	0,83	0,55	- 0,28	0,77	0,20	- 0,57	0,65	0,46	- 0,19
1961 Octobre	0,79	0,73	- 0,06	0,96	0,18	- 0,78	0,72	0,47	- 0,25
Novembre	0,69	0,88	+ 0,19	0,91	0,23	- 0,68	0,66	0,57	- 0,09
Décembre	0,68	0,56	- 0,12	0,76	0,18	- 0,58	0,65	0,66	+ 0,01
1962 Janvier	0,71	0,87	+ 0,16	0,62	0,29	- 0,33	0,58	0,53	- 0,05
Février	0,63	0,53	- 0,10	0,60	0,23	- 0,37	0,41	0,57	+ 0,16
Mars	0,79	0,60	- 0,19	0,78	0,25	- 0,53	0,55	0,51	- 0,04
Avril	0,72	0,52	- 0,20	0,76	0,21	- 0,55	0,45	0,48	+ 0,03
Mai	0,97	0,65	- 0,32	1,03	0,22	- 0,81	0,49	0,61	+ 0,12
Juin	1,09	0,60	- 0,49	0,86	0,22	- 0,64	0,62	0,63	+ 0,01
Juillet	0,81	0,56	- 0,25	0,70	0,24	- 0,46	0,62	0,50	- 0,12
Août	0,91	0,43	- 0,48	0,94	0,18	- 0,76	0,60	0,43	- 0,17
Septembre	0,72	0,66	- 0,06	0,61	0,19	- 0,42	0,62	0,46	- 0,16
Octobre		0,61			0,19			0,45	

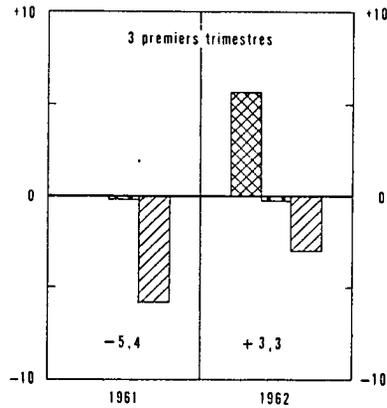
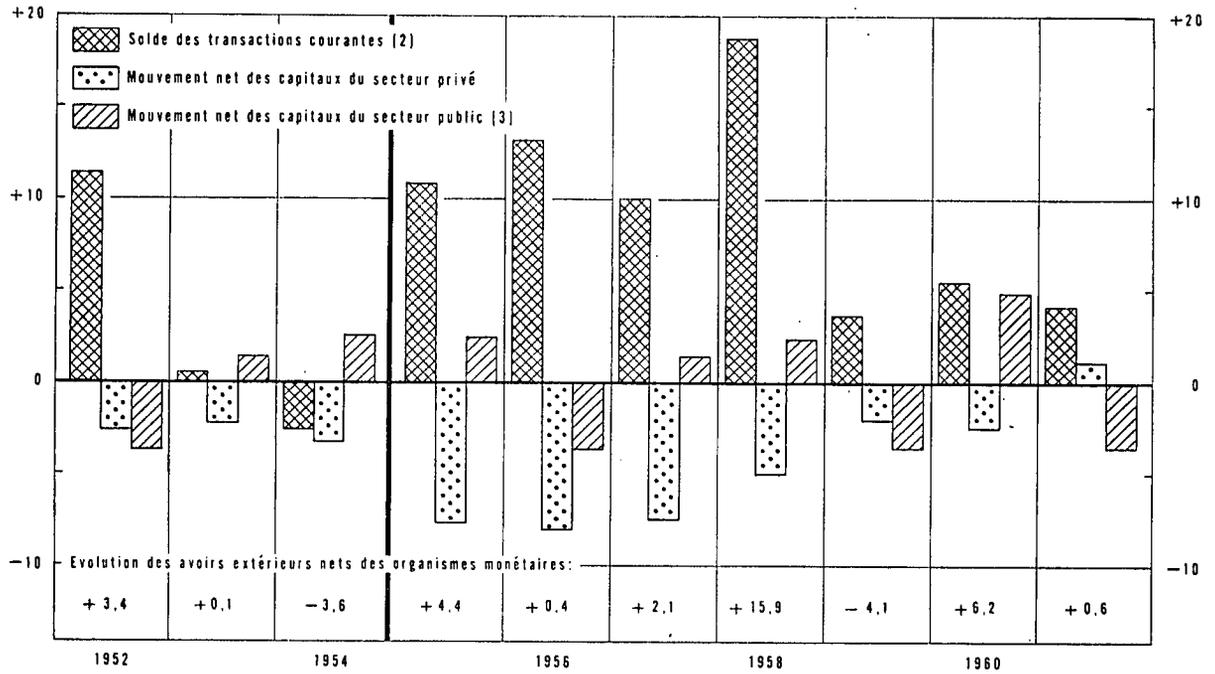
1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *L'industrie textile belge*, revue mensuelle de Febeltex. — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg.* — *Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.)* — *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.)*, *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *cfr. N. B. du tableau VIII - 2.*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS *
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,7
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,9
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,4
10. Transferts de l'Etat	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,6
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,2	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	+ 0,7	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0	- 3,2
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,9	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,6	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.8) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX 2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.8 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.8); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961				1962			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre P	
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	- 0,5	- 1,4	+ 1,9	+ 3,2	+ 3,5	+ 0,5	+ 1,6	
2. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	- 0,8	...	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 0,4	- 5,2	- 0,2	+ 2,2	+ 2,9	- 4,2	- 1,7	
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	- 0,3	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 1,2	+ 0,9	- 1,7	
4.2 Autres	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,4	+ 0,2	...	+ 1,5	
5. Erreurs et omissions	- 0,2	+ 0,1	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,3	- 0,5	
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 1,2	- 6,4	+ 2,2	+ 6,0	+ 6,6	- 2,5	- 0,8	

¹ Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX 1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX 1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXVII^e année, vol. I, n° 5, page 488 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1961 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français ou 100 fr. français anciens	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1958	49,89	11,84 ¹	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	{13,19 ² 13,85 ³ }	11,54	{11,95 ² 12,51 ³ }	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ⁴ 48,153 ⁵ }	{50,468 ⁴ 48,149 ⁵ }	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1961 4 ^e trimestre .	49,78	10,14	140,03	13,82	11,52	12,45	8,02	9,63	6,99	7,23	48,034	48,031	174,56	192,78
1962 1 ^{er} trimestre .	49,78	10,16	140,05	13,78	11,50	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,507	47,506	174,57	192,73
2 ^e trimestre .	49,77	10,16	139,92	13,84	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	46,355	46,354	174,49	192,88
3 ^e trimestre .	49,74	10,15	139,47	13,82	11,51	12,45	8,01	9,66	6,96	7,19	46,139	46,138	173,91	192,78
4 ^e trimestre .	49,75	10,15	139,41	13,81	11,52	12,43	8,01	9,63	6,96	7,20	46,222	46,220	173,82	192,68
1962 Janvier	49,78	10,16	139,91	13,81	11,53	12,46	8,02	9,63	6,98	7,23	47,630	47,626	174,40	192,68
Février	49,78	10,16	140,10	13,76	11,51	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,462	47,461	174,63	192,70
Mars	49,78	10,16	140,13	13,78	11,47	12,45	8,02	9,66	6,99	7,24	47,430	47,430	174,69	192,80
Avril	49,79	10,16	140,10	13,83	11,46	12,45	8,02	9,67	6,99	7,23	47,419	47,418	174,69	192,93
Mai	49,77	10,16	139,95	13,85	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	45,924	45,921	174,53	192,86
Juin	49,75	10,15	139,71	13,84	11,53	12,46	8,02	9,67	6,97	7,22	45,723	45,722	174,24	192,84
Juillet	49,74	10,15	139,59	13,84	11,52	12,48	8,01	9,66	6,97	7,20	46,078	46,077	174,06	192,76
Août	49,73	10,15	139,44	13,80	11,51	12,44	8,01	9,66	6,96	7,19	46,138	46,136	173,88	192,74
Septembre ...	49,76	10,15	139,37	13,81	11,51	12,44	8,02	9,66	6,96	7,19	46,202	46,201	173,78	192,84
Octobre	49,76	10,15	139,40	13,81	11,51	12,42	8,02	9,66	6,96	7,19	46,238	46,236	173,82	192,80
Novembre	49,75	10,15	139,39	13,80	11,53	12,41	8,01	9,63	6,96	7,19	46,195	46,192	173,79	192,56
Décembre	49,75	10,15	139,45	13,82	11,53	12,45	8,01	9,59	6,96	7,21	46,233	46,233	173,86	192,69
1963 Janvier	49,78	10,16	139,61	13,82	11,51	12,43	8,02	9,61	6,97	7,21	46,208	46,208	174,05	192,73

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958. — ² Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ³ Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁵ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 janvier 1963

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	
				en francs belges			pour :
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— Lt.	+ 0,500	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde		Emprunts consolidés intérieurs	Dette flottante intérieure	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs	Fonds de tiers	Encaisse (augmentation - diminution +)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1960 9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1961 3 prem. mois	34,1	29,1	- 5,0	3,5	...	- 3,5	- 8,5	+ 0,4	+ 6,0	+ 4,7	- 1,5	- 1,1
6 prem. mois	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
9 prem. mois	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	+ 8,4	- 0,3	- 0,2
1961 Octobre	10,2	10,2	...	1,2	0,1	- 1,1	- 1,1	+ 5,8	- 1,8	- 0,1	- 2,7	- 0,1
Novembre	8,7	9,6	+ 0,9	2,0	...	- 2,0	- 1,1	...	+ 1,8	- 0,3	- 0,2	- 0,2
Décembre	11,3	12,4	+ 1,1	2,3	0,1	- 2,2	- 1,1	...	- 0,7	- 0,2	+ 2,0	...
1962 Janvier	13,6	12,2	- 1,4	0,8	...	- 0,8	- 2,2	...	+ 4,8	- 0,5	- 1,0	- 1,1
Février	11,3	9,0	- 2,3	1,5	...	- 1,5	- 3,8	+ 7,2	- 2,8	- 0,9	- 0,5	+ 0,8
Mars	12,7	9,7	- 3,0	0,9	...	- 0,9	- 3,9	...	+ 2,1	- 0,4	+ 0,8	+ 1,4
Avril	10,5	9,3	- 1,2	1,1	...	- 1,1	- 2,3	...	+ 6,4	- 1,6	- 1,6	- 0,9
Mai	9,9	10,3	+ 0,4	1,7	...	- 1,7	- 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 1,2	+ 0,1
Juin	10,7	11,3	+ 0,6	1,1	0,1	- 1,0	- 0,4	+ 0,4	+ 2,9	- 3,1	+ 0,1	+ 0,1
Juillet	12,4	14,8	+ 2,4	1,4	...	- 1,4	+ 1,0	+ 2,2	- 1,6	- 0,2	- 1,1	- 0,3
Août	7,2	8,8	+ 1,6	1,5	...	- 1,5	+ 0,1	...	+ 1,2	- 0,9	- 0,6	+ 0,2
Septembre	9,4	8,4	- 1,0	1,5	...	- 1,5	- 2,5	...	+ 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,4
Octobre	9,6	10,7	+ 1,1	1,9	...	- 1,9	- 0,8	...	+ 3,5	- 1,3	- 2,0	+ 0,6

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

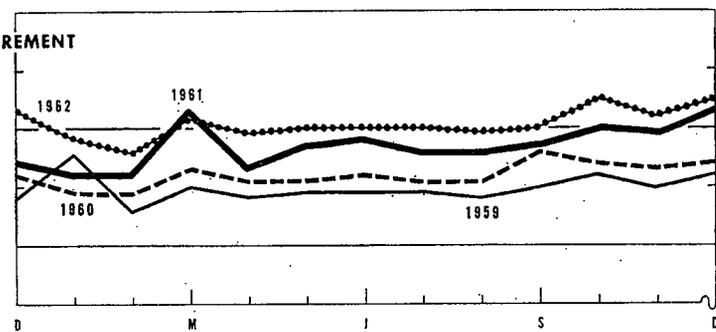
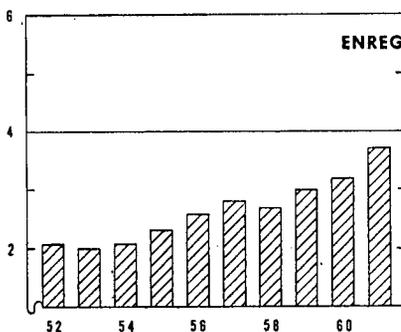
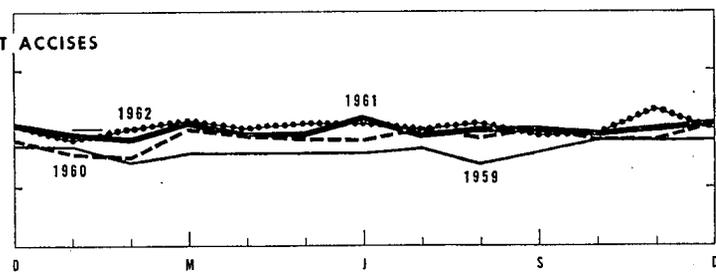
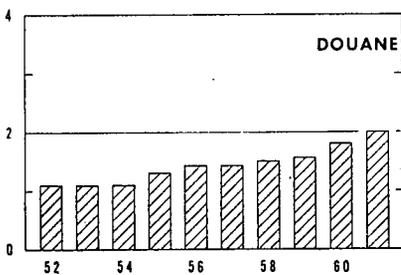
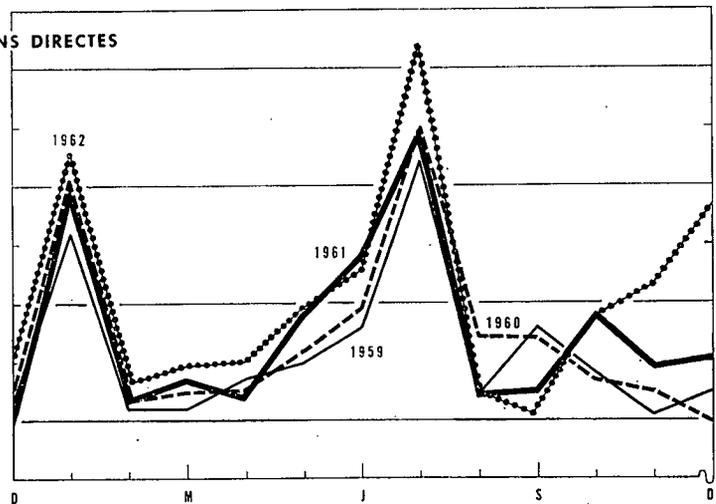
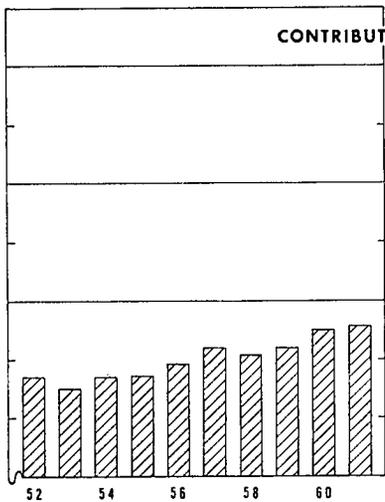
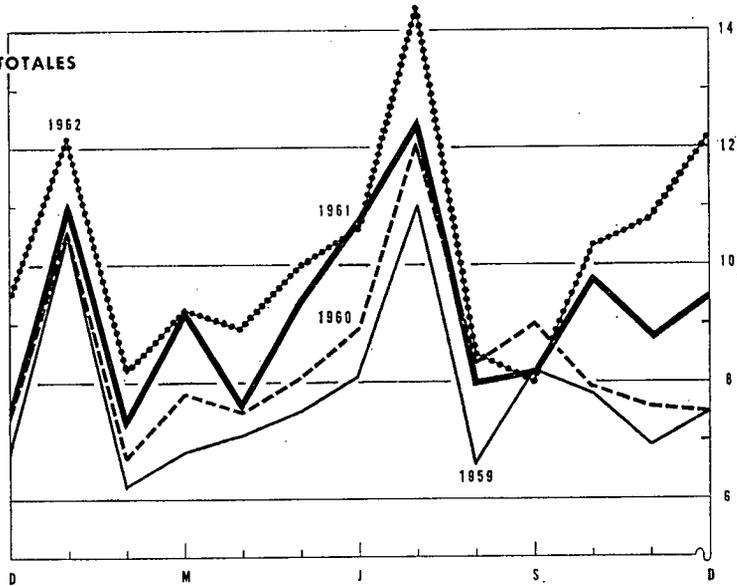
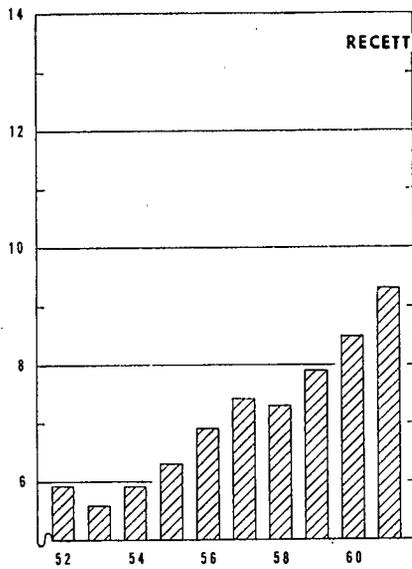
Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1960 9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
6 premiers mois	3,6	2,0	3,6	9,2	0,35
9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1961 Décembre	3,1	2,1	4,3	9,5	0,08
1962 Janvier	6,6	1,8	3,8	12,2	1,08
Février	2,6	2,0	3,6	8,2	0,01
Mars	2,9	2,1	4,2	9,2	0,05
Avril	3,0	2,0	3,9	8,9	0,10
Mai	3,9	2,1	4,0	10,0	0,03
Juin	4,6	2,1	4,0	10,7	0,23
Juillet	8,4	2,0	4,0	14,4	4,86
Août	2,5	2,1	3,9	8,5	0,01
Septembre	2,1	1,9	4,0	8,0	0,02
Octobre	3,8	2,0	4,5	10,3	0,06
Novembre	4,3	2,3	4,2	10,8	0,04
Décembre	5,7	2,0	4,5	12,2	1,49

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1961 12 premiers mois ...	38,0	- 0,9	23,3	+ 1,1	44,6	- 1,9	105,9	- 1,7	
1962 12 premiers mois ...	44,3	+ 2,2	24,1	- 0,2	48,5	- 0,5	116,9	+ 1,5	
Ex. 1961 {	1961 Décembre	3,1	- 0,1	2,1	...	4,3	+ 0,2	9,5	+ 0,1
	1962 Janvier	4,1	- 0,4	0,4	...	...	...	4,5	- 0,4
	Février	1,1	- 0,1	...	...	...	...	1,1	- 0,1
	Mars	0,9	...	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
Exercice 1962 {	1962 Janvier	2,5	...	1,4	...	3,8	- 0,1	7,7	- 0,1
	Février	1,5	...	2,0	+ 0,2	3,6	- 0,1	7,1	+ 0,1
	Mars	2,0	- 0,1	2,1	- 0,1	4,2	- 0,1	8,3	- 0,3
	Avril	3,0	+ 0,1	2,0	...	3,9	- 0,2	8,9	- 0,1
	Mai	3,9	...	2,1	+ 0,1	4,0	- 0,1	10,0	...
	Juin	4,6	+ 0,1	2,1	...	4,0	- 0,1	10,7	...
	Juillet	8,4	+ 0,2	2,0	- 0,1	4,0	+ 0,1	14,4	+ 0,2
	Août	2,5	- 0,3	2,1	+ 0,1	3,9	...	8,5	- 0,2
	Septembre	2,1	- 0,3	1,9	- 0,3	4,0	- 0,2	8,0	- 0,8
	Octobre	3,8	- 0,2	2,0	...	4,5	+ 0,1	10,3	- 0,1
	Novembre	4,3	+ 0,5	2,3	+ 0,2	4,2	+ 0,1	10,8	+ 0,8
	Décembre	5,7	+ 2,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	12,2	+ 2,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1961 ²		Exercice 1961 : décembre 1961		Exercice 1962 : décembre 1962	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	44,0	45,4	3,1	3,2	5,7	3,5
contribution foncière	0,5	0,5	...	...	0,2	0,1
taxe mobilière	4,3	3,9	0,4	0,3	0,6	0,3
taxe professionnelle ³	28,5	29,6	2,1	2,3	4,2	2,4
impôt complémentaire personnel ...	4,8	4,7	0,5	0,5	0,6	0,6
contribution nationale de crise ...	2,4	2,2	0,2	0,1	0,2	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	2,9	2,8	...	...	...	...
divers ⁴	0,6	1,7	-0,1	...	-0,1	-0,1
II. Douanes et accises	23,8	22,7	2,1	2,1	2,0	2,3
dont : douanes	6,5	5,9	0,5	0,5	0,5	0,6
accises	16,2	16,6	1,5	1,5	1,4	1,6
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		0,1	
III. Enregistrement	44,6	46,5	4,3	4,1	4,5	4,4
dont : enregistrement	4,4	4,0	0,6	0,4	0,5	0,5
successions	2,4	2,0	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	37,3	40,1	3,4	3,5	3,8	3,7
Total ...	112,4	114,6	9,5	9,4	12,2	10,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 2,2		+ 0,1		+ 2,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² L'exercice 1961 commencé le 1er janvier 1961 a été clôturé le 31 mars 1962.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVI^e année, vol. II, no 5, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particulières		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises													(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1955 Décembre	192,6	23,4	2,4	0,1	218,5	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,1
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	195,9	23,6	2,6	0,1	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,0	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,2
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	p 80,3	p154,7	5,8	p 6,8	p 167,3	66,8	78,6	-10,4	p+ 8,8	p- 7,7

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(milliards de francs)

Actif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	30 juin 1962	31 août 1962	30 sept. 1962	31 oct. 1962	30 nov. 1962	31 déc. 1962	30 juin 1962	30 sept. 1962	30 juin 1962	30 sept. 1962	30 juin 1962	30 sept. 1962
A. Créances sur l'étranger :												
1. Or	66,8	67,1	67,1	67,1	67,0	68,3	—	—	—	—	66,8	67,1
2. Participation au F.M.I.	7,5	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	—	—	—	—	7,5	6,7
3. Actions et obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	1,2	p 1,2	1,3	p 1,3
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,3	0,3	0,8	2,0	3,0	3,8	0,2	0,2	2,2	2,1	4,7	3,1
5. Créance sur l'U.E.P. 2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	0,3	0,3
6. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	13,4	14,2	14,3	13,7	13,1	12,8	—	—	15,7	15,6	29,1	29,9
b) autres 3 .....	...	...	0,1	...	...	...	—	—	2,5	2,1	2,5	2,2
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	p+0,6	0,4	p+0,6
Total des créances sur l'étranger .	90,4	88,7	89,4	89,9	90,2	92,0	0,2	0,2	21,2	p 21,6	111,8	p 111,2
dont : à vue 4	80,5	81,6	81,7	81,1	80,3	81,4	—	—	12,9	12,6	93,4	94,3
autres 5	9,9	7,1	7,7	8,8	9,9	10,6	0,2	0,2	8,3	p 9,0	18,4	p 16,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :												
1. Pièces et billets	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,1	0,1	2,3	2,2	2,9	2,7
2. Autres :												
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	...	—	0,1	0,1	0,1	0,1
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,3	...	...	...	1,0	0,9	1,0	0,9
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	1,5	1,3	...	...	3,2	3,4	3,2	3,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :												
1. Sur l'Etat :												
a) à un an au plus	8,1	10,0	9,9	9,5	4,6	5,1	36,6	36,8	39,4	38,9	84,1	85,6
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	5,2	5,1	23,6	p 25,1	31,1	p 32,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	—	—	2,6	p 2,6	36,6	p 36,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :												
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	2,5	3,2	—	—	2,5	3,2
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	p 2,2	2,0	p 2,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	p 1,0	1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :												
a) acceptations .....	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	4,1	5,1	4,6	5,3
b) effets commerciaux	1,7	1,6	1,7	1,7	2,3	6,3	0,2	0,7	25,4	27,2	27,3	29,6
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	0,4	0,6	31,1	31,8	31,7	31,9
d) obligations :												
— généralement accessibles au public .....	...	0,1	0,1	...	...	...	—	—	2,9	p 2,8	2,9	p 2,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	p 0,9	0,9	p 0,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :												
a) à un an au plus .....	...	0,4	...	0,5	1,0	0,7	—	—	...	...	...	...
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	—	—	8,3	p 8,3	8,3	p 8,3
— autres	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,7	p 0,7	0,8	p 0,8
D. Autres	23,6	23,9	22,5	21,6	19,5	20,0	4,6	4,7	38,2	p 37,6	66,4	p 64,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,8	161,6	160,5	160,1	156,3	162,6	50,8	51,4	207,6	212,4	419,2	424,3

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés sur les passifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

4 B.N.B. : total des rubriques A1, 5 et 6.

5 B.N.B. : total des rubriques A2, 5 et 4.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DES ORGANISMES PUBLICS MONÉTAIRES ET DES BANQUES DE DÉPÔTS**

(milliards de francs)

Passif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	30 juin 1962	31 août 1962	30 sept. 1962	31 oct. 1962	30 nov. 1962	31 déc. 1962	30 juin 1962	30 sept. 1962	30 juin 1962	30 sept. 1962	30 juin 1962	30 sept. 1962
A. Engagements envers l'étranger :												
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	...	...	...	...	...	—	—	16,4	17,2	16,4	17,2
b) autres 2	0,6	0,6	0,5	0,7	0,6	0,8	2,0	2,0	11,1	11,2p	13,7	13,7p
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,9	-0,2p	-0,9	-0,2p
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0	2,0	2,0	26,6	28,2p	29,4	30,9p
dont : à vue	0,8	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0	2,0	2,0	24,1	24,4p	26,9	27,1p
autres	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5	3,8	2,5	3,8
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :												
1. Pièces et billets 3	2,4	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2p	0,5	0,4	—	—	2,9	2,7
2. Autres :												
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1p	1,0	0,9	3,1	3,4	4,2	4,4
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :												
1. Monnaie fiduciaire 4	129,7	130,8	131,0	132,2	131,8	138,0p	5,6	5,7	—	—	135,3	136,7
2. Monnaie scripturale :												
a) détenue par les entreprises et particuliers 5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3p	30,6	31,1	68,3	67,5	99,3	99,0
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	10,4	11,0	—	—	10,4	11,0
3. Liquidités quasi monétaires :												
a) détenues par les entreprises et particuliers :												
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	30,5	31,9	30,5	31,9
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	17,4	18,4	17,4	18,4
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	7,9	8,0	7,9	8,0
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	9,8	10,4	9,8	10,4
5. Autres :												
a) envers le Fonds des Rentes 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	0,3	0,2	0,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	27,4	27,2	26,0	24,2	21,1	21,0p	0,7	0,3	43,8	44,3	71,9	70,6
TOTAL DU PASSIF ...	160,8	161,6	160,5	160,1	156,3	162,6	50,8	51,4	207,6	212,4	419,2	424,3

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passif à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passif à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (passif envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

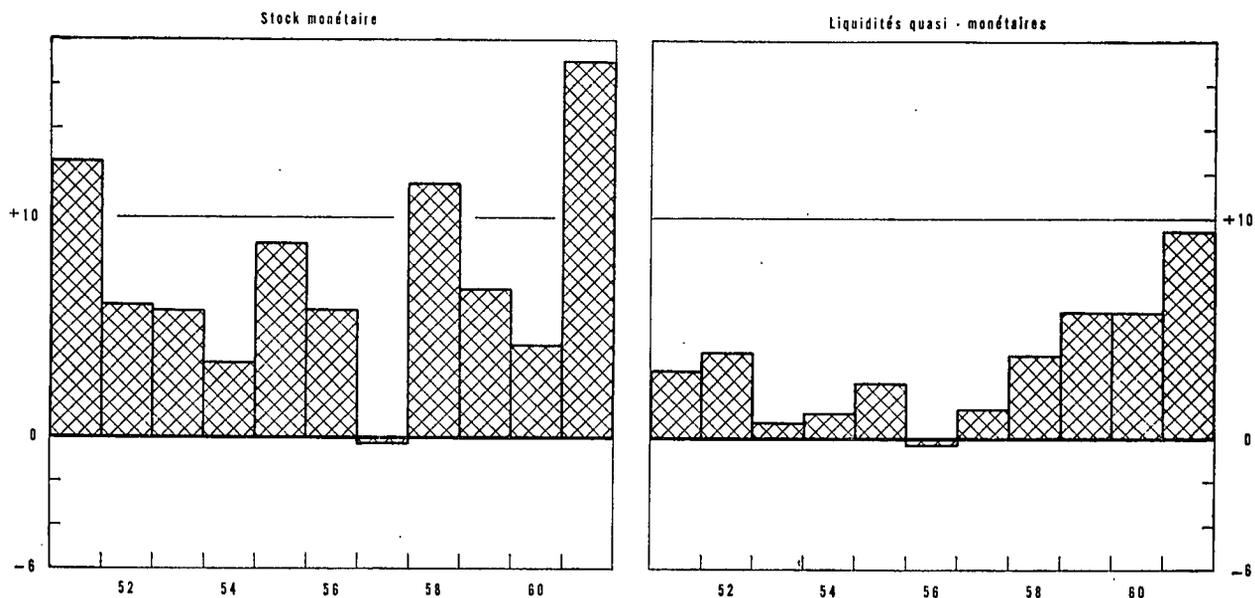
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C. 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

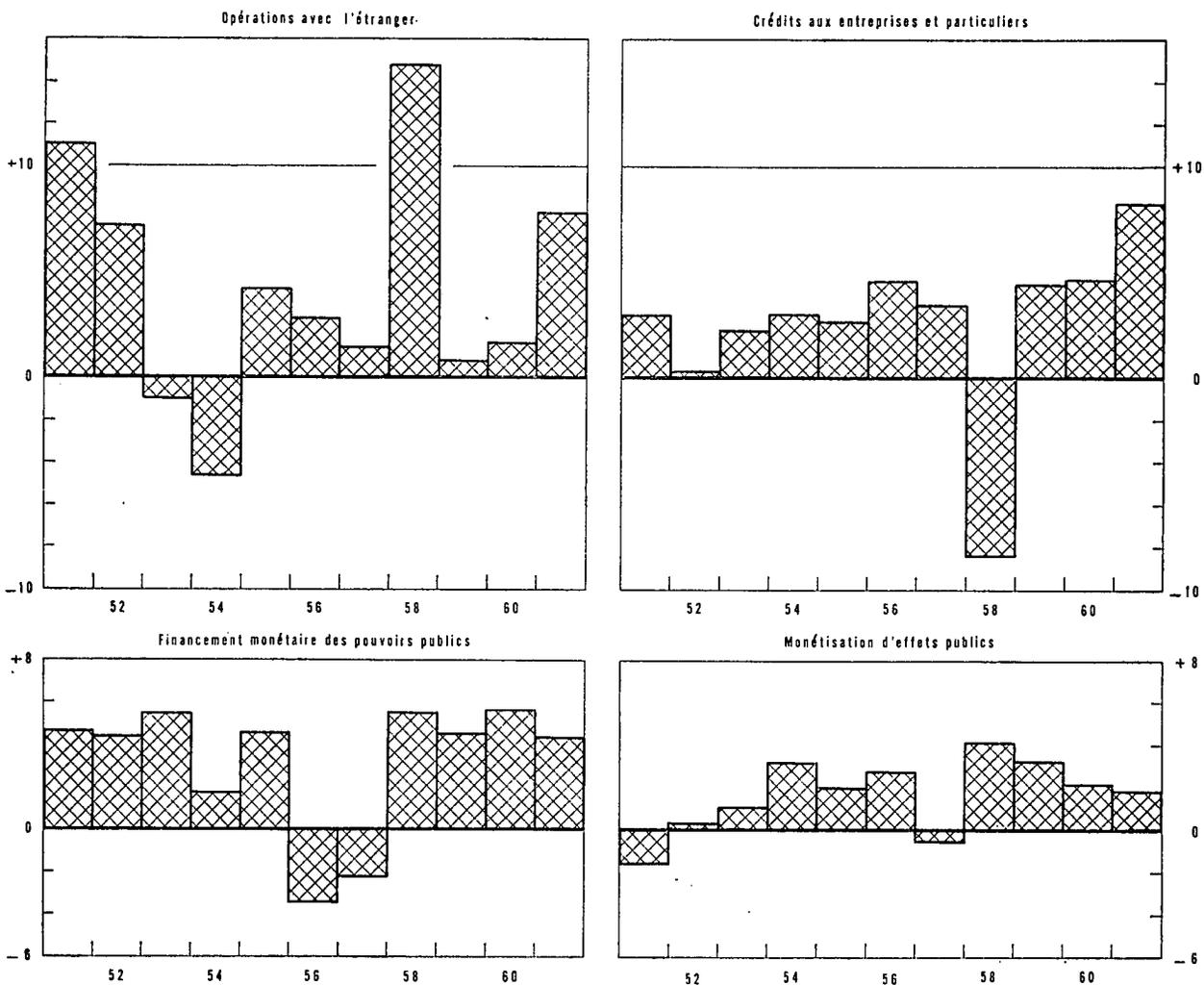
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entre- prises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes				
					par cession de titres de la dette	par cession nette de devises								(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1956 1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	...	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,7	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,7	+ 2,4	- 2,4 ¹	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,8	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1 ¹	+ 1,9	- 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 4,1	+ 5,8	+ 10,5¹	+ 1,9	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,2	- 3,5
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 3,4	+ 5,4 ¹	- 1,9	+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,8	+ 3,6	+ 5,3 ¹	+ 4,3	+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,9	+ 1,9	+ 10,6 ¹	+ 5,3	- 6,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,5
Total ...	+ 17,0	+ 9,3	+ 25,8¹	+ 7,8	+ 8,6	- 6,3	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,5	+ 2,1
1962 1 ^{er} trimestre	+ 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 3,8	- 1,2	+ 2,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,5	- 0,5	- 0,3	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	+ 0,1	+ 8,8	+ 1,7	+ 4,0	- 3,8	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,4	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,7	+ 2,6	+ 4,3	p + 0,4	p + 4,1	p - 1,9	p + 0,8	p + 0,9	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	p - 0,4	p - 2,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

¹ Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent à la colonne (3) du présent tableau; par contre, elles n'ont pu être éliminées des variations du stock monétaire [col. (1)] ni de celles des liquidités quasi monétaires [col. (2)], car on ignore dans quelle mesure les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus, d'une part, à plus d'un mois d'autre part.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale (9) = (4) + (8)	Total du stock monétaire (10) = (8) + (9)	Pourcentage de monnaie fiduciaire (11) = (8) : (10)
	Billets et monnaies du Trésor (1)	Billets de la B.N.B. (2)	Stock de monnaie fiduciaire ² (3)	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés (4)	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Total (8)			
					comptes courants à la B.N.B. ² (5)	avoirs en C.C.P. ² (6)	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ² (7)				
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	56,4
1961 Novembre	5,9	125,6	128,7	8,3	0,4	27,2	64,7	92,3	100,6	229,3	56,1
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Janvier	6,0	125,7	128,8	7,9	0,5	29,0	64,9	94,4	102,3	231,1	55,7
Février	6,0	126,8	129,8	8,1	0,5	28,8	64,5	93,8	101,9	231,7	56,0
Mars	6,0	127,9	131,0	9,5	0,4	27,8	67,6	95,8	105,3	236,3	55,4
Avril	6,0	129,5	132,5	7,7	0,4	29,3	66,6	96,3	104,0	236,5	56,0
Mai	6,0	130,0	132,9	8,9	0,4	29,0	69,1	98,5	107,4	240,3	55,3
Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Juillet	6,1	133,2	136,2	9,8	0,4	30,5	67,6	98,5	108,3	244,5	55,7
Août	6,1	133,2	136,5	8,7	0,4	29,0	67,5	96,9	105,6	242,1	56,4
Septembre	6,1	133,2	136,7	11,0	0,4	29,3	69,3	99,0	110,0	246,7	55,4
Octobre	6,1	134,5	137,9	8,6	0,4	30,2	69,5	100,1	108,7	246,6	55,9
Novembre	6,1	134,0	137,5	8,4	0,3	29,5	71,1	100,9	109,3	246,8	55,8

¹ Y compris les organismes parastatutaires administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4.)

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en octobre 1961. Dans une mesure qui n'est pas connue avec précision, mais qui est sans doute importante, les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus. Au cours de chacun des mois d'août-septembre 1960, de novembre 1960 à février 1961 et septembre-octobre 1961, la différence entre le chiffre de la colonne (7) du présent tableau et celui du mois précédent est donc influencée par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5 (10)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (11)
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1952 Année	51,6	- 1,2	50,4	+ 1,1	+ 2,8	+ 3,9	- 3,2	...	+ 7,1	- 0,5	+ 3,4
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 ^{er} trimestre	59,2	- 1,7	57,5	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 ^o trimestre	59,8	- 1,3	58,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^o trimestre	59,6	- 3,2	56,4	- 0,2	- 1,7	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^o trimestre	57,8	- 3,8	54,0	- 1,8	- 0,5	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
				+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre	54,3	- 3,9	50,4	- 3,5	+ 0,2	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^o trimestre	54,1	- 2,6	51,5	- 0,2	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^o trimestre	52,5	- 3,2	49,3	- 1,6	- 0,5	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 ^o trimestre	58,4	- 2,3	56,1	+ 5,9	+ 0,3	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
				+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,9	- 0,7	60,2	+ 2,5	+ 1,8	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^o trimestre	67,5	- 1,3	66,2	+ 6,6	- 0,7	+ 5,9	+ 0,9	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^o trimestre	72,3	- 2,2	70,1	+ 4,8	- 1,2	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^o trimestre	75,6	- 3,4	72,1	+ 3,2	- 0,7	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
				+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^o trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^o trimestre	74,7 ⁷	- 3,5	71,2 ⁷	- 1,6 ⁷	+ 0,9	- 0,7 ⁷	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^o trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁷	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^o trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^o trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^o trimestre	80,5	- 5,5 ⁹	75,0 ⁹	+10,8	- 3,4 ⁹	+ 7,4 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,3	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,6 ⁹	+ 4,6 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,9	+ 1,6	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,2 ⁹	- 2,0 ⁹	+ 0,2	- 0,3	- 1,9	+ 0,8	- 1,2
2 ^o trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4
3 ^o trimestre	86,0	-15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,3	...	+ 4,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^o trimestre	92,7	-14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,9	+ 0,1	+ 5,3	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,6 ⁹	+ 1,6 ⁹	- 6,3	+ 0,1	+ 7,8	- 1,0	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,5	+ 0,3	+ 3,8	...	+ 6,6
2 ^o trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,8	...	+ 1,7	- 0,4	- 2,5
3 ^o trimestre	88,6	- 8,3	80,3	- 1,0	- 0,5	- 1,5	- 2,0	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,7	- 0,8

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeois, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^o trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^o trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^o trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^o trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^o et 4^o trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (6) et (6)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	68.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	360	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.808
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.108
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.450	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.918	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	865	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	119.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.358
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de								
Coopération Eco-	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
nomique								
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.380	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1961 4 décembre	1962 10 décembre	1962 8 janvier	1968 7 janvier
ACTIF								
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	61.713	67.124	62.856	68.231
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	20.745	12.921	20.930	13.007
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	7.166	3.102	6.673	2.885
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	418	255	413	251
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	15	55	10	25
c) F.M.I.	4.388	4.988	7.989	6.738	7.988	6.738	7.988	6.738
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	18.901	12.254	18.972	12.732
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	2.070	2.616	2.504	8.672
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	91	1.017	116	36
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :								
a) certificats du Trésor	8.215	6.040	6.515	5.140	8.840	9.265	5.590	7.215
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	537	370	487	327
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	...	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.568	2.627	2.569	2.627
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.519	1.539	1.519	1.539
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.135	1.227	1.214	1.275
Divers	515	698	544	1.778	907	1.142	1.278	1.387
	128.531	150.916	168.594	163.210	168.615	156.252	167.120	160.949
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.467	1.181	2.154	1.911
PASSIF								
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	126.158	133.268	127.640	138.036
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	7	24	1	5	7	11	23	19
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	10	26	25	27
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	963	303	356	378
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.420	9.638	1.676	7.632	890
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) A.M.E.	344	249	200	185	162	224	202	176
b) autres accords	224	268	365	413	517	219	348	463
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.918	137.455	135.727	136.226	139.989
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	26.062	15.353	25.675	15.607
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.135	1.227	1.214	1.275
Divers	767	938	1.007	1.070	1.394	1.318	1.436	1.451
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.169	2.227	2.169	2.227
	128.531	150.916	168.594	163.210	168.615	156.252	167.120	160.949
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.467	1.181	2.154	1.911

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Rubriques	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 31 octobre	1962 31 octobre	1961 30 novembre	1962 30 novembre
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	6.031	5.972	5.933	7.533	3.262	3.016	3.292	2.838
Prêts au jour le jour	1.415	1.013	1.277	1.214	2.954	605	3.042	1.346
Banquiers	4.393	6.696	8.103	10.782	10.152	12.195	10.607	12.311
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.005	2.345	3.236	4.287	5.318	5.004	5.721	6.286
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.745	5.205	6.017	6.742	5.810	7.759	6.345	8.994
Portefeuille-effets	51.103	52.469	55.155	66.088	66.228	76.896	68.861	73.466
a) Portefeuille commercial ²	18.353	18.128	21.523	25.875	23.331	34.618	24.582	32.354
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	19.228	20.709	20.496	27.294	29.089	26.605	30.823	26.207
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	13.522	13.632	13.131	12.919	13.808	15.673	13.456	14.905
Reports et avances sur titres	1.222	1.364	1.168	1.237	1.182	1.208	1.192	1.287
Débiteurs par acceptations	10.637	11.944	12.682	14.318	12.844	16.354	13.364	16.753
Débiteurs divers	20.863	22.792	26.064	30.726	29.805	35.310	29.511	36.036
Portefeuille-titres	29.276	34.988	39.274	53.444	54.397	54.004	54.424	57.103
a) Valeurs de la réserve légale	340	366	401	429	426	469	426	469
b) Fonds publics belges	26.575	32.021	36.199	50.094	51.030	50.345	50.980	52.628
c) Fonds publics étrangers	67	231	275	473	449	328	503	350
d) Actions de banques	1.196	1.340	1.291	1.261	1.236	1.300	1.267	1.294
e) Autres titres	1.098	1.030	1.108	1.187	1.256	1.562	1.248	2.362
Divers	1.060	1.730	1.570	1.552	1.528	1.897	1.536	2.106
Capital non versé	6	7	7	9	7	8	7	8
Total disponible et réalisable ...	181.756	146.525	160.486	197.932	193.487	214.256	197.902	218.534
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	23	20	19	23	20	23	21
Immeubles	1.082	1.126	1.190	1.251	1.248	1.313	1.255	1.318
Participation dans les filiales immobil.	267	257	258	273	273	265	273	265
Créances sur filiales immobilières	355	350	345	278	308	309	311	316
Matériel et mobilier	136	140	153	166	167	195	173	209
Total de l'immobilisé ...	1.863	1.896	1.966	1.987	2.019	2.102	2.035	2.129
Total de l'actif ...	183.619	148.421	162.452	199.919	195.506	216.358	199.937	220.663
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	283	415	330	398	354	374	448	1.959
Emprunts au jour le jour	103	644	1.332	2.110	3.225	2.603	2.940	1.385
a) Garanties par des sûretés réelles	—	571	1.247	1.986	3.100	2.519	2.806	1.263
b) Non garant. par des sùr. réelles	—	73	85	124	125	84	134	122
Banquiers	8.186	8.568	14.208	28.067	29.134	24.795	30.879	26.301
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.770	2.398	3.165	3.911	3.420	3.664	3.397	3.736
Acceptations	10.637	11.945	12.683	14.319	12.844	16.373	13.365	16.753
Autres valeurs à payer à court terme	2.574	2.690	2.382	2.776	2.901	5.322	3.433	5.745
Créditeurs pour effets à l'encaissement	788	889	990	967	1.140	1.003	1.021	1.027
Dépôts et comptes courants	89.494	99.256	103.790	121.118	115.666	131.354	117.554	132.397
a) A vue	57.215	62.077	61.080	66.746	63.542	69.345	65.287	70.503
b) A un mois au plus	3.540	3.319	4.873	6.112	6.120	6.566	6.077	6.650
c) A plus d'un mois	12.223	14.800	19.200	27.902	26.318	32.038	26.300	31.188
d) A plus d'un an	1.281	1.495	956	1.529	1.367	2.112	1.367	2.211
e) A plus de deux ans	2.023	2.097	1.975	2.495	2.322	2.469	2.401	2.625
f) Carnets de dépôts	11.448	13.730	14.115	14.613	14.263	16.868	14.384	17.226
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.764	1.738	1.591	1.721	1.734	1.956	1.738	1.994
Obligations et bons de caisse	6.607	6.891	7.573	8.619	8.496	10.511	8.568	11.128
Montants à libérer sur titres et partic.	641	664	635	615	620	755	614	738
Divers	3.589	4.451	4.940	6.007	6.845	6.838	6.849	6.693
Total de l'exigible ...	124.672	138.811	152.028	188.907	184.645	203.592	189.068	207.862
C. Non exigible :								
Capital	5.202	5.746	6.201	6.520	6.411	7.627	6.414	7.656
Fonds indis. par prime d'émission ...	193	283	284	292	288	725	289	725
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	343	369	406	428	426	468	426	469
Réserve disponible	3.103	3.106	3.363	3.652	3.631	3.817	3.636	3.824
Provisions	106	106	170	120	105	129	104	127
Total du non exigible ...	8.947	9.610	10.424	11.012	10.861	12.766	10.869	12.801
Total du passif ...	183.619	148.421	162.452	199.919	195.506	216.358	199.937	220.663

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatutaires (millions de francs)

1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.547	1961 31 octobre	7.015	1962 31 octobre	6.290
1959 31 décembre	6.885	1961 31 décembre	6.999	1961 30 novembre	6.279	1962 30 novembre	6.656

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

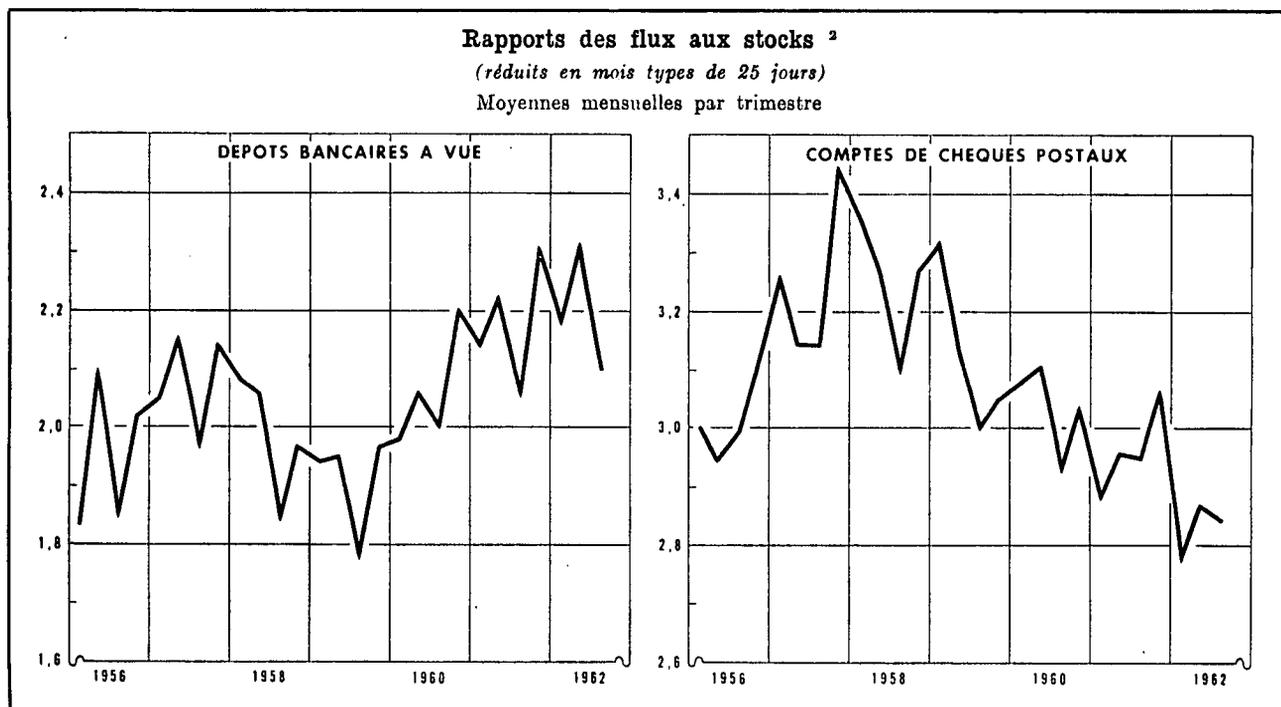
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières)	(moyennes mensuelles ou mois)						
(milliards de francs)									
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1961 2 ^e trimestre	866	40,3	29,5	45,1	108,2	44,8	108,2	306,2	92
3 ^e trimestre	874	39,7	28,7	46,4	111,0	46,4	111,0	316,1	92
4 ^e trimestre	882	39,7	29,1	47,4	114,2	45,8	114,2	321,5	92
1962 1 ^{er} trimestre	887	42,7	31,5	46,6	114,9	47,4	114,9	323,7	92
2 ^e trimestre	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
3 ^e trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,8	114,8	326,7	92
4 ^e trimestre	907	44,3	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1961 Décembre	882	40,4	29,7	51,2	117,3	45,0	117,3	330,7	92
1962 Janvier	884	44,8	31,2	49,0	122,2	51,4	122,2	344,7	92
Février	886	41,9	31,6	44,7	109,9	45,6	109,9	310,2	93
Mars	887	41,5	31,6	46,1	112,5	45,3	112,5	316,3	92
Avril	888	43,9	32,3	48,3	112,3	49,3	112,3	322,2	92
Mai	890	42,7	31,7	49,8	118,4	48,9	118,4	335,5	92
Juin	891	43,6	32,2	49,7	115,7	47,7	115,7	328,8	92
Juillet	893	47,8	32,3	57,2	134,1	58,8	134,1	384,1	93
Août	896	41,5	31,6	44,3	108,5	46,2	108,5	307,6	92
Septembre	900	40,8	31,5	43,8	101,7	41,3	101,7	288,5	92
Octobre	903	43,7	31,5	51,7	124,8	52,6	124,8	353,8	91
Novembre	906	43,0	31,0	52,0	126,1	51,8	126,1	356,2	93
Décembre	907	46,1	32,4	60,4	134,3	53,9	134,3	382,9	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1953	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,8	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1961 1 ^{er} trimestre	101,0	90,4	191,4	2,17	2,14	2,87
2 ^e trimestre	110,5	94,4	204,9	2,19	2,22	2,96
3 ^e trimestre	100,8	91,0	191,8	2,11	2,06	2,95
4 ^e trimestre	115,2	96,1	211,3	2,29	2,30	3,06
1962 1 ^{er} trimestre	110,1	94,6	204,7	2,24	2,18	2,78
2 ^e trimestre	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
1961 Novembre	114,3	97,4	211,7	2,19	2,29	3,17
Décembre	120,5	98,4	218,9	2,34	2,34	3,04
1962 Janvier	116,3	95,5	211,8	2,37	2,28	2,80
Février	109,2	98,4	207,6	2,10	2,19	2,92
Mars	104,7	89,9	194,6	2,25	2,08	2,61
Avril	121,5	100,6	222,1	2,27	2,36	2,88
Mai	126,9	100,3	227,2	2,36	2,36	2,97
Juin	121,7	96,8	218,5	2,22	2,22	2,75
Juillet	124,0	105,2	229,2	2,30	2,30	2,97
Août	106,2	100,5	206,7	2,09	2,01	2,99
Septembre	106,8	88,3	195,1	1,98	1,98	2,57
Octobre	123,2	99,4	222,6	2,41	2,24	2,88
Novembre	132,1	108,4	240,5	2,27	2,37	3,16

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
1952	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	10	344
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	...	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	...	4.608	72	—	...	...
1960 Janvier	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	...	—	...	...
Février	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	...	—	...	...
Mars	4.767	85	...	2.683	1.910	6.147	...	—	...	...
Avril	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	...	—	...	...
Mai	5.105	228	...	3.545	2.640	8.163	...	—	...	...
Juin	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	...	—	...	...
Juillet	5.995	70	...	1.188	2.237	5.933	...	—	...	...
Août	5.936	6	450	3	1.211	4.242	...	—	...	...
Septembre ...	6.075	89	1.000	...	103	3.896	...	—	...	...
Octobre	6.097	11	600	75	1.332	4.773	...	—	...	...
Novembre ...	6.366	...	400	1.312	1.383	6.165	...	—	...	...
Décembre	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre ...	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre ...	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.892	1.086	...	3.200	3.069	10.996	...	—	...	...

¹ Y compris les opérations à réméré.

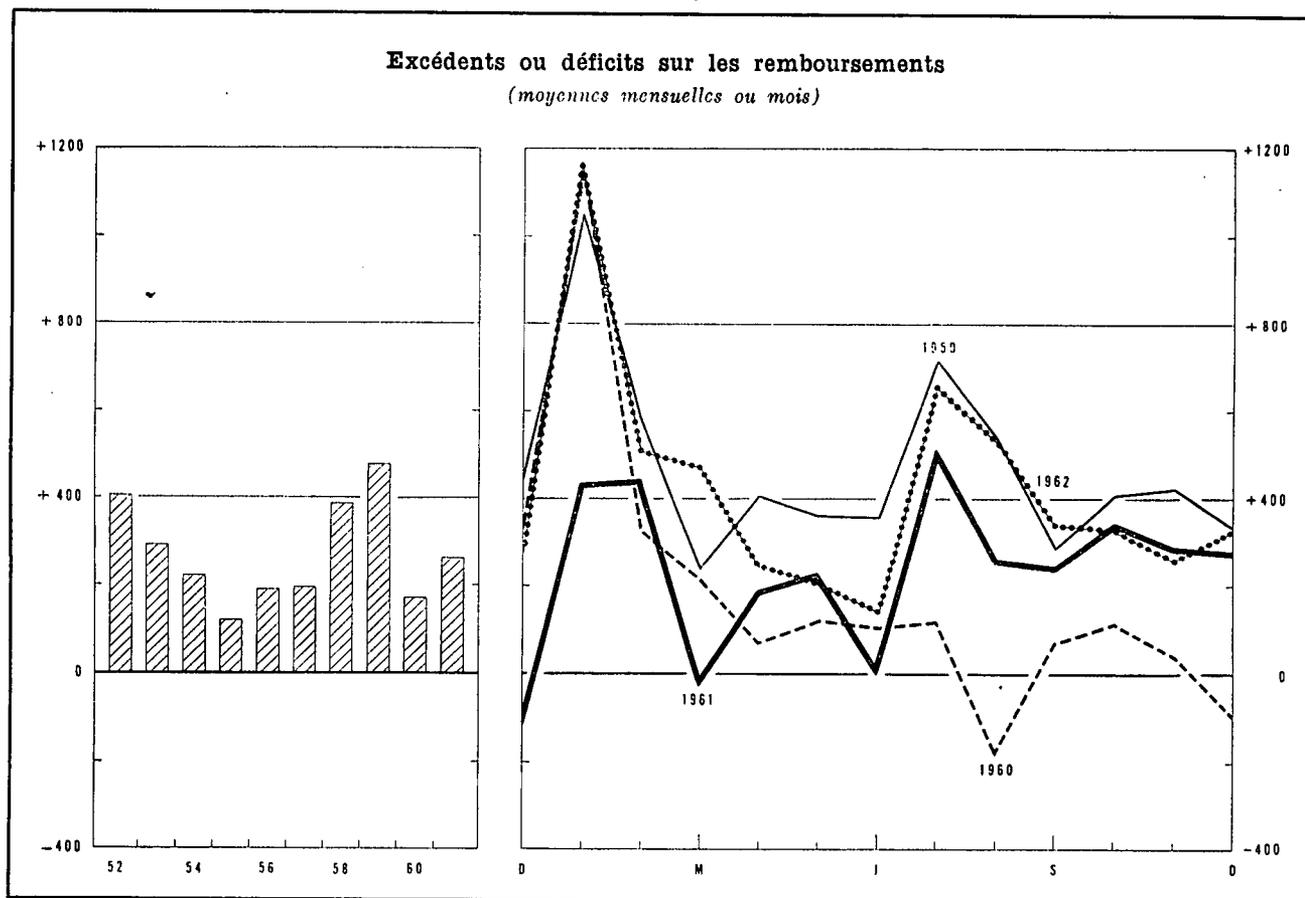
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — **Mouvements des dépôts**

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6)	(7)	
1952	12.958	8.127	4.831	40.748 ¹				
1953	13.204	9.684	3.520	45.493 ¹				
1954	13.383	10.764	2.619	49.459 ¹				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.948	20.708	5.240	92.619 ¹				
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
Janvier	1.994	2.616	1.561	1.458	433	1.158	79.320	85.791
Février	1.953	1.965	1.511	1.456	442	509	79.762	86.300
Mars	1.862	2.193	1.879	1.725	- 17	468	79.745	86.768
Avril	1.868	2.003	1.679	1.757	189	246	79.934	87.014
Mai	1.911	2.093	1.680	1.878	231	215	80.165	87.229
Juin	1.928	p 2.149	1.917	p 1.978	11	p 171	80.176	p 87.400
Juillet	2.120	p 2.426	1.614	p 1.747	506	p 679	80.682	p 88.079
Août	1.758	p 2.145	1.499	p 1.609	259	p 536	80.941	p 88.615
Septembre	1.797	p 2.014	1.546	p 1.676	251	p 338	81.192	p 88.953
Octobre	1.949	p 2.184	1.598	p 1.852	351	p 332	81.543	p 89.285
Novembre	1.680	p 1.923	1.392	p 1.663	288	p 260	81.831	p 89.545
Décembre	1.979	p 2.235	1.709	p 1.907	270	p 328	84.633 ¹	p 92.619 ¹

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	5,3	6,5	7,6	7,7	9,1	10,8
Avances à l'industrie	—	—	—	2,0	3,3	5,2
Crédit d'exportation	—	—	—	...	0,2	0,4
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,1	0,2	0,4	1,6	1,7	2,4
Certificats de Trésorerie	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3	2,0
Prêts au jour le jour	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1	0,8
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7	21,6
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7	20,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5	17,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7
Obligations de sociétés belges	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,4	2,7	2,8	2,9	3,8	3,8
Crédit agricole	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2	71,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	52,2	55,9	60,0	66,5	74,3	78,7
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Établissements publics et autres	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8	3,7
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	56,8	61,1	65,0	71,8	78,5	82,8
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7	3,0
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds de réserve	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3	7,9

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7	7,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0	11,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1
Obligations de sociétés belges	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5	21,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	18,3	19,0	13,2	13,5	18,8	13,1
Réserves mathématiques ²			6,7	7,4	8,2	8,8
Total ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) Depuis 1957 :

- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) Depuis 1958 : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) Depuis 1960 : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 », conçue également selon le principe de la capitalisation.
- 1 Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- 2 Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2	3,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3	2,0
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5	6,0
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹
Fonds de réserve	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,5

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1960 2 ^e trimest.	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
1960 3 ^e trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
1960 4 ^e trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 ^{er} trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6	2,4	18,3	0,4	21,1	6,2	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,4	34,5
1961 2 ^e trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5
1961 3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
1961 4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
1962 2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
1962 3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8	10,5
2 ^o garantis par banques et sociétés financières	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2	6,7
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5	13,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7
Crédits commerciaux à moyen terme	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8	1,3
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7
PASSIF						
Obligations	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1	35,9
Bons de caisse	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3	6,9
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1	1,2

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Sode disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs		débiteurs
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total						
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1952	1.926	2.539		2.352	4.891	280	4.716	4.996	1.221	18.261	873	1.961	402	12.522
1953	1.221	2.565		2.418	4.983	136	4.748	4.884	1.320	20.049	1.160	1.966	406	13.230
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934
1957	1.910	2.608		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1960 Novembre	2.642	359	40	104	582	30	503	533	2.691		4.069	1.491	938	1.330
1960 Décembre	2.691	438	55	153	459	63	497	560	2.590	41.756	4.398	1.650	892	1.671
1961 Janvier	2.590	251	89	272	946	110	511	621	2.915		4.426	1.050	1.899	3.090
1961 Février	2.915	712	65	202	979	159	711	870	3.024		4.139	1.631	1.415	1.839
1961 Mars	3.024	515	168	199	882	81	764	845	3.061		4.237	1.437	1.405	1.761
1961 Avril	3.061	398	52	110	560	36	420	456	3.165		4.427	1.160	1.638	1.788
1961 Mai	3.165	324	46	135	505	35	590	625	3.045		4.382	1.580	1.242	1.467
1961 Juin	3.045	446	63	145	654	46	576	622	3.077		5.396	1.370	1.523	1.342
1961 Juillet	3.077	654	132	88	874	266	471	727	3.224		5.725	880	2.596	2.581
1961 Août	3.224	481	155	91	727	110	665	775	3.176		5.526	1.535	1.751	1.500
1961 Septembre	3.176	500	100	173	773	56	557	613	3.336		5.456	1.888	1.206	1.537
1961 Octobre	3.336	627	153	178	958	59	781	840	3.454		5.268	1.758	1.182	1.982
1961 Novembre	3.454	443	94	132	669	28	659	687	3.436		5.553	2.026	1.036	1.363
1961 Décembre	3.436	497	145	133	775	35	723	758	3.453	46.849	5.231	1.737	1.341	1.617
1962 Janvier	3.453	438	65	74	577	33	610	643	3.387		5.437	1.172	1.988	3.177
1962 Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697
1962 Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488
1962 Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026
1962 Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.693
1962 Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801
1962 Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202
1962 Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458
1962 Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460
1962 Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338
1962 Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849		6.654	1.164	3.456	1.390

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques, Service des Assurances.

	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,0	1,4	1,7	2,3	2,6	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Prêts hypothécaires	6,2	7,1	7,8	9,0	10,5	1,6	1,8	2,0	2,3	2,7
Prêts sur police	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,5	2,9	3,5	4,8	5,3	2,4	2,8	3,1	3,2	3,4
Valeurs étrangères	0,5	0,5	0,8	1,3	1,9	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,2	0,4	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,2	2,6	3,1	4,2	4,2	0,3	0,4	0,4	0,7	0,7
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,0	1,2	1,4	1,4	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,6	1,7	1,7	1,4	1,7	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,0	6,4	7,2	7,2	7,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,5	1,7	2,1	2,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Total des valeurs mobilières ...	16,3	17,8	19,6	22,5	38,5	5,2	5,9	6,5	6,7	11,8

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	24,4	27,0	31,0	35,3	38,7	8,2	9,0	9,8	10,7	11,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1961 2 ^e trimestre .	2,84
3 ^e trimestre .	2,75
4 ^e trimestre .	2,89
1962 1 ^{er} trimestre .	2,67
2 ^e trimestre .	2,88
3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
1. Epargne-dépôts ¹ :									
Caisses d'épargne	6,4	5,5	5,1	6,3	5,6	10,9	10,4	6,0	9,6
Banques	2,8	3,0	2,2	-0,7	1,1	4,6	5,1	4,0	10,4
Institutions parastatales de crédit .	0,7	0,3	-0,2	0,3	-0,5	2,2	0,3	1,2	1,7
Total ...	9,9	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8	11,2	21,7
2. Epargne-réserves ¹ :									
Organismes de pensions	3,1	3,4	3,8	3,6	5,2	4,0	3,1	2,7	3,2
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,7	1,1
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,1	0,3	0,1	0,4	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Organismes d'assurance sur la vie .	2,9	3,1	3,4	3,5	3,5	3,8	5,4	6,8	4,9
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5
Total ...	7,8	7,9	9,1	8,9	10,7	9,4	9,8	10,7	9,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :									
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	3,2	2,9	2,7	2,1	1,8	1,9	1,8	1,1	2,4
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	4,9	5,2	6,2	6,5	7,0	7,4	8,5	9,2	9,9
Construction d'habitations (capitiaux investis par les particuliers)	6,4	7,3	7,9	7,4	8,9	9,1	10,3	11,4	12,5
Total ...	14,5	15,4	16,8	16,1	17,6	18,3	20,6	21,7	24,8
4. Emissions de capitaux :									
Nouveaux placements du public ...	6,1	13,1	10,5	7,9	13,6	16,2	13,4	17,0	13,8
Total (1 à 4)	38,3	45,2	43,5	38,8	48,1	61,6	59,6	60,6	70,1
Doubles emplois ² ...	-0,3	0,1	0,1	-0,8	0,3	-2,6	0,6	0,4	—
Total net (1 à 4) ...	38,0	45,3	43,6	38,0	48,4	59,0	60,2	61,0	70,1
5. Epargne interne des entreprises :									
Amortissements	23,2	23,8	25,4	28,5	30,9	29,8	30,7	35,0	35,9
Epargne nette	7,8 ³	7,8 ³	9,6 ³	10,0	9,2	5,2	5,2	7,7	8,4
Total ...	31,0	31,6	35,0	38,5	40,1	35,0	35,9	42,7	44,3
Total général (1 à 5) ...	69,0	76,9	78,6	76,5	88,5	94,0	96,1	103,7	114,4

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement accessibles au public ²					Titres non généralement accessibles au public			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement)	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
1 ^{er} semestre	1962	11,9	8,4	3,5	—	3,5	3,5	1,0	2,5	6,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
1 ^{er} semestre	1962	0,4	1,0	- 0,6	...	- 0,6	0,2	...	0,2	- 0,4
3. Organismes paraétatiques de crédit	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
1 ^{er} semestre	1962	...	0,8	- 0,8	3,8	3,0	1,4	0,3	1,1	4,1
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
1 ^{er} semestre	1962	1,8	1,6	0,2	3,1	3,3	...	...	...	3,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
1 ^{er} semestre	1962	4,0	2,4	1,6	0,2	1,8	...	...	...	1,8
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
1 ^{er} semestre	1962	18,1	14,2	3,9	7,1	11,0	5,1	1,3	3,8	14,8
6. Congo et Ruanda-Urundi	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
1 ^{er} semestre	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
1 ^{er} semestre	1962	18,1	14,2	3,9	7,1	11,0	5,1	1,3	3,8	14,8
7. Rectifications à apporter pour :	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement accessibles au public d'une part et des titres non généralement accessibles au public d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,3	—	1,3	—	1,3	- 1,3	—	- 1,3	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
1 ^{er} semestre	1962	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7.

² Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *
Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1959	Septembre ...	14	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre	19	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre ...	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 ³
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,18
	Juin	7	Crédit Communal	3 — 5,00 5,50 ⁴	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 ⁵
	Novembre ...	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 — 5,50 — 5,75 ⁵	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 ⁶
	Novembre ...	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	260	5,72 ⁶
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.350	5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 ⁶
	Avril	13	R.T.T.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ⁶
	Juin	8	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 ⁷	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	Avril	24	Ville d'Anvers	5,25 - 5,50 - 5,75 - 6,00 ⁸	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre ...	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88 ⁶
	Décembre	11	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février	1	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars	1	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,75
	Mars	29	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai	2	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai	28	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,43
	Juin	14	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00-5,25 ¹¹	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26
	Avril	27	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,37
	Septembre ...	24	Fonds des Routes	5,00-5,25 ¹¹	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,20
	Novembre ...	12	Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25 ¹²	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480	5,08

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

² Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

³ Emprunt à lots; intérêts : 8 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.

⁴ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

⁵ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 5 dernières années.

⁶ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

⁷ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

⁸ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.

⁹ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

¹⁰ Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

¹¹ Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

¹² Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1959	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72 ⁴
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13 ⁴
	Mars	31	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai	18	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ⁴
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre ...	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61
	Novembre ...	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communicant, de façon aussi approchée que possible; l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

³ Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

⁴ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

⁵ Emprunt de conversion.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales ²
	intérieures				extérieures						
	Consolidées y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4
Juillet	215,2	17,4	72,8	30,4	335,8	18,0	31,9	49,9	385,7	22,4	408,1
Août	214,9	17,4	73,1	28,9	334,3	18,0	30,2	48,2	382,5	22,4	404,9
Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8
Novembre	218,2	17,4	73,3	30,3	339,2	17,8	29,7	47,5	386,7	22,6	409,3
Décembre	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	23,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Janvier	216,1	18,5	73,7	33,5	341,8	18,8	27,8	46,6	388,4	25,4	413,8
Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par émetteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1952	1953	1954	1955	1956			1957			1958			1959			1960		
					A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Etat ^{1 3}	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	190,3	143,6	50,9	194,5	154,9	46,4	201,3	169,8	43,7	213,5	186,8	42,7	229,5
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs ³	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	24,8	20,0	8,8	28,8	22,1	11,2	33,3	24,6	13,4	38,0	24,2	15,7	39,9
Congo	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	10,6	9,0	1,3	10,3	12,7	1,3	14,0	12,2	1,3	13,5	10,8	1,3	12,1
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	36,5	38,8	1,3	40,1	44,4	1,3	45,7	48,7	1,2	49,9	52,6	1,1	53,7
Organismes paraétatiques d'exploitation	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	34,9	31,6	4,1	35,7	29,9	4,7	34,6	33,0	5,8	38,8	32,2	6,1	38,3
Organismes paraétatiques de crédit	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	37,1	28,7	13,8	42,5	34,0	15,7	49,7	39,6	17,5	57,1	45,4	19,1	64,5
Total ...	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

² Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

³ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds national d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Détenteurs	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959			1960			
						A	B	Total										
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. ^{1 2}	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,4	8,0	8,6	0,3	8,9	10,3	0,2	10,5	11,3	0,3	11,6	
Fonds des Rentes	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	—	4,0	3,2	—	3,2	4,5	—	4,5	6,6	—	6,6	
Organismes monétaires ²	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7	35,7	37,7	73,4	
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																		
a) Caisses d'épargne	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,5	13,7	52,2	40,5	14,8	55,3	
b) Organismes de sécurité sociale	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,0	56,8	39,0	21,8	60,8	
c) Fonds de pensions spéciaux	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,3	0,3	2,6	2,5	0,6	3,1	
d) Entreprises d'assurances	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	19,1	3,6	22,7	21,2	4,5	25,7	
e) Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	
f) Total	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	96,8	37,6	134,4	103,3	41,7	145,0	
Congo et Ruanda-Urundi ³	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7	3,3	0,3	3,6	
Entreprises et particuliers ⁴	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	10,2	155,9	160,8	9,1	169,9	176,9	8,1	185,0	191,8	6,0	197,8	
Total général ...	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0	

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

² A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

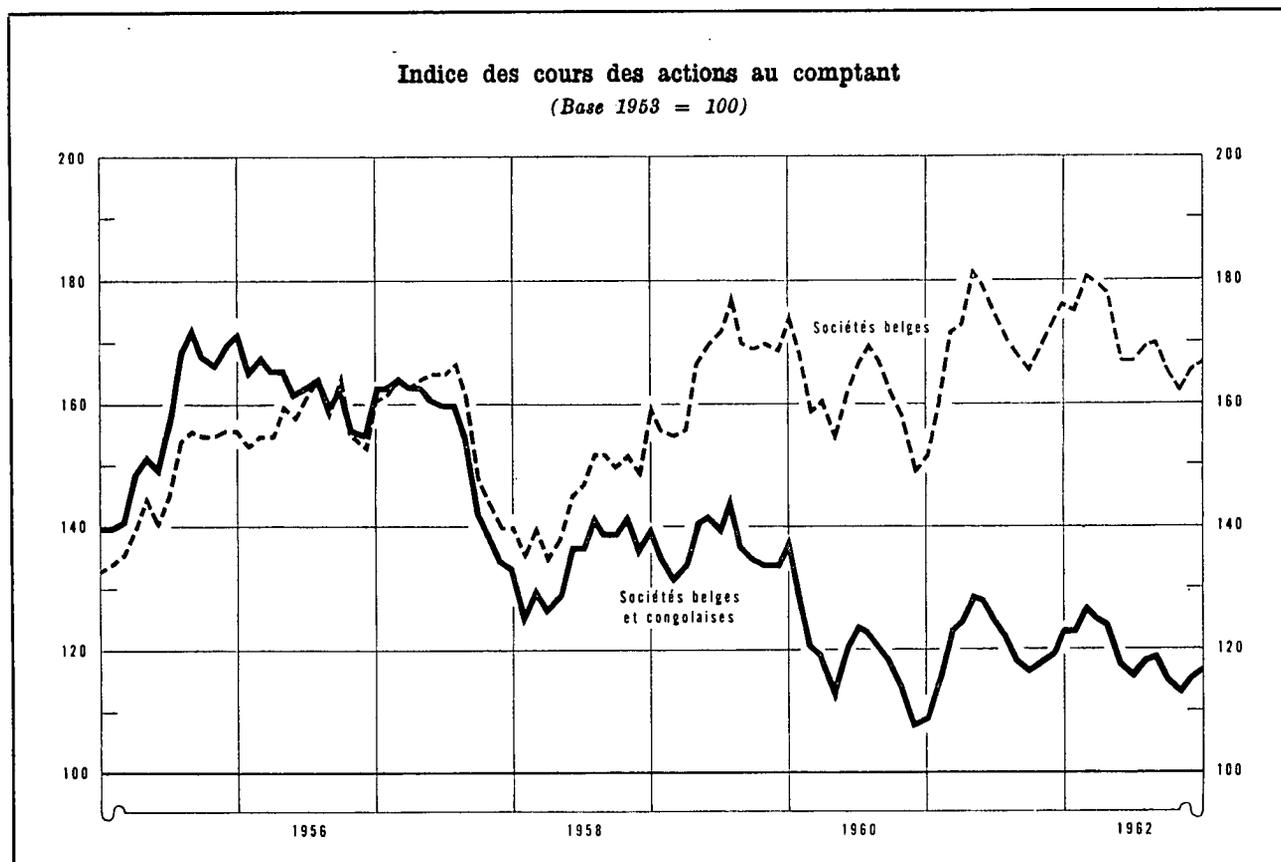
³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séances - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3	
		Au comptant			A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges				
		(Base 1958 = 100) 2 4					
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	4,2	n.d.	
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.	
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.	
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	189	3,8	n.d.	
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	193	3,6	n.d.	
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.	
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9	
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8	
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1	
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2	

	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Janvier	97		123	117	176	167	116	113	3,3	3,0	3,1	3,2
Février	96		123		175		117		3,3		3,1	
Mars	113		127		181		119		3,2		3,1	
Avril	104		125		179		117		3,2		3,1	
Mai	109		124		177		117		3,3		3,2	
Juin	85		117		167		112		3,3		3,3	
Juillet	62		116		167		110		3,1		3,2	
Août	58		118		169		110		3,1		3,2	
Septembre	63		119		170		113		3,1		3,1	
Octobre	65		115		165		107		3,1		3,2	
Novembre	67		113		162		108		3,0		3,2	
Décembre	70		116		166		111		3,1		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.841	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.623	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	259	57	p 8.293	363

Sociétés financières et immobilières ⁵

1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.305	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.273	3.611	190	2.138	140	p11.122	531

Industrie des fabrications métalliques

1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.452	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.939	11.024	3.066	470	1.670	121	p 1.932	114

Métallurgie du fer

1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.069	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	p 4.764	294

Industrie textile

1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	486	27
1954	1.105	10.235	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	p 421	25

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	696	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	^p 831	55

Industrie chimique

1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.097	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	^p 1.248	75

Electricité

1953	53	12.395	2.779	1.304	...	1.115	84	4.589	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	^p 5.524	326

Industrie du charbon

1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	906	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	^p 477	30

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.952	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.531	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	^p 39.563	2.096

Note : Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1953	449	26.804	12.598	7.854	259	4.296	319	1.834	61
1954	487	29.262	16.178	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.602	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	p 1.352	56

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.133	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	p40.915	2.152

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 5 premiers mois	9.358	102,7	63,2	13,1	2,4	7,4	0,8
6 premiers mois	11.272	121,7	78,0	15,9	2,7	8,7	1,0
7 premiers mois	11.929	129,8	83,6	16,8	2,8	9,2	1,2
8 premiers mois	12.121	130,8	84,4	16,9	2,8	9,2	1,3
9 premiers mois	12.507	133,3	86,2	17,4	2,9	9,4	1,4
10 premiers mois	13.088	142,7	90,0	18,7	3,1	10,2	1,6
11 premiers mois	13.480	156,3	97,8	20,8	3,2	11,3	1,8
12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 Janvier	131	3,1	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	363	4,0	3,1	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.237	23,1	14,8	3,6	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.777	71,7	44,1	10,1	1,8	5,6	0,8
5 premiers mois	9.500	116,5	71,2	15,7	3,1	8,5	1,0
6 premiers mois	11.429	131,2	82,7	18,2	3,4	9,6	1,3
7 premiers mois	12.018	137,3	87,5	19,2	3,5	10,1	1,5
8 premiers mois	12.226	138,7	88,2	19,4	3,5	10,2	1,6
9 premiers mois	12.601	140,1	89,6	19,6	3,5	10,3	1,7
10 premiers mois	13.183	150,0	94,2	20,9	3,7	11,2	1,9
11 premiers mois	13.550	163,5	102,7	23,1	3,8	12,3	2,1
12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	p 116	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 293	4,5	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	p 1.647	18,6	10,8	3,3	0,3	1,9	0,5
4 premiers mois	p 4.209	52,2	29,3	8,1	0,8	4,4	0,7

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 5 premiers mois	158	22,9	12,7	7,2	...	5,0	0,1
6 premiers mois	309	36,4	17,0	8,6	0,2	6,4	0,1
7 premiers mois	364	42,3	20,6	9,4	0,2	7,1	0,1
8 premiers mois	376	43,0	20,9	9,5	0,3	7,1	0,1
9 premiers mois	384	43,2	21,0	9,5	0,3	7,1	0,1
10 premiers mois	407	43,5	21,2	9,6	0,3	7,1	0,1
11 premiers mois	424	45,6	21,6	9,7	0,3	7,2	0,1
12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 Janvier	3	0,7	0,4	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,8	0,4	...	...	...	...
3 premiers mois	17	1,0	0,4	0,1	...	...	...
4 premiers mois	39	1,7	0,6	0,1	...	0,1	...
5 premiers mois	96	20,9	11,3	5,5	0,2	3,5	...
6 premiers mois	201	31,4	14,0	6,4	0,5	4,0	...
7 premiers mois	246	35,0	15,7	6,7	0,6	4,2	...
8 premiers mois	256	35,3	15,8	6,7	0,7	4,2	...
9 premiers mois	267	36,4	16,3	6,8	0,7	4,2	0,1
10 premiers mois	298	37,5	16,5	7,0	0,7	4,3	0,1
11 premiers mois	316	39,7	17,4	7,1	0,8	4,4	0,1
12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	p 1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	p 6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	p 13	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	p 36	1,3	0,5	0,1	...	...	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 5 premiers mois	9.516	125,6	75,9	20,0	2,4	12,4	0,9
6 premiers mois	11.581	158,1	95,0	24,5	2,9	15,1	1,1
7 premiers mois	12.293	172,1	104,2	26,2	3,0	16,3	1,3
8 premiers mois	12.497	173,8	105,3	26,4	3,1	16,3	1,4
9 premiers mois	12.891	176,5	107,2	26,9	3,2	16,5	1,5
10 premiers mois	13.495	186,2	111,2	28,3	3,4	17,3	1,7
11 premiers mois	13.904	201,9	119,4	30,5	3,5	18,5	1,9
12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 Janvier	134	3,8	1,8	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	370	4,8	3,5	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.254	24,1	15,2	3,7	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.816	73,4	44,7	10,2	1,8	5,7	0,8
5 premiers mois	9.596	137,4	82,5	21,2	3,3	12,0	1,0
6 premiers mois	11.630	162,6	96,7	24,6	3,9	13,6	1,3
7 premiers mois	12.264	172,3	103,2	25,9	4,1	14,3	1,5
8 premiers mois	12.482	174,0	104,0	26,1	4,2	14,4	1,6
9 premiers mois	12.868	176,5	105,9	26,4	4,2	14,5	1,8
10 premiers mois	13.481	187,5	110,7	27,9	4,4	15,5	2,0
11 premiers mois	13.866	203,2	120,1	30,2	4,6	16,7	2,2
12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	p 117	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 299	4,6	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	p 1.660	18,9	10,9	3,3	0,3	1,9	0,5
4 premiers mois	p 4.245	53,5	29,8	8,2	0,9	4,4	0,7

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations		Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)			
			émissions	amortissements	émissions nettes					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1953	4.601	1.556	1.068	est. 700 ³	est. 368 ³	n.d.	est. 368 ³	est. 1.929 ³	2.525 ⁴
1954	7.958	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.212	1.367	1.682	— 315	965	650	6.862	11.130
1961	19.013	4.686	1.598	1.566	32	791	823	5.509	10.111

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁵

1953	3.271	2.002	130	n.d.	130	n.d.	130	2.132	1.834 ⁴
1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.461
1961	209	145	...	85	— 85	— 24	— 109	36	— 73

Total général

1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 ³	est. 498 ³	n.d.	est. 498 ³	est. 4.056 ³	4.359 ⁴
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.897	1.447	1.859	— 412	944	532	8.429	12.591
1961	19.222	4.831	1.598	1.651	— 53	767	714	5.545	10.038

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 5).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Estimations B.N.B.

⁴ Amortissements non déduits.

⁵ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 3).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1959 9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	...	460
12 mois	10.227	3.324	3.196	6.520	2.442	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.950	1.016	79	1.095	731	63	...	63
6 premiers mois ...	5.282	2.409	902	2.711	5.055	258	...	258
9 premiers mois ...	10.044	3.987	805	4.792	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
1961 Avril	1.385	189	131	320	...	...	...	...
Mai	769	344	...	944	30	6	...	6
Juin	1.790	669	50	719	87	...	...	...
Juillet	950	268	90	358	...	...	...	...
Août	473	234	25	259	...	...	...	...
Septembre	649	299	...	299	...	...	...	...
Octobre	1.500	350	25	375	...	...	...	...
Novembre	2.694	173	173	346	42	39	...	39
Décembre	5.877	510	107	617	22	...	...	...
1962 Janvier	1.067	308	100	408	...	...	...	...
Février	945	192	8	200	200	30	...	30
Mars	1.169	767	112	879	19	...	...	...
Avril	1.083	687	1.132	1.819	...	...	...	...
Mai	2.359	343	...	343	...	...	...	...
Juin	989	214	...	214	...	...	...	...
Juillet	5.104	1.270	...	1.270	...	...	...	...
Août	1.026	1.091	...	1.091	...	...	...	...
Septembre	1.687	945	2	947	...	...	...	...
Octobre	2.824	554	800	1.354	...	...	...	...
Novembre	957	160	...	160	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		(10)
1953	2.378	...	76	2.937	9	2.153	2.842	387	5.391	...
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.276	2.733	308	5.386	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	78	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	97
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	943	1.603	...	1.517	1	2.546	...	4.064	307
1961 2 ^e trimestre	2.381	2.128	...	1.573	1.993	...	3.224	865	6.082	...
3 ^e trimestre	2.320	2.766	...	1.650	2.069	...	3.703	964	6.736	...
4 ^e trimestre	2.714	1.297	...	1.468	1.772	3	2.688	1.016	5.479	90
1962 1 ^{er} trimestre	1.858	439	12	1.338	1.346	5	1.221	1.075	3.647	886
2 ^e trimestre	1.507	943	...	1.968	1.484	...	1.660	1.274	4.418	243
3 ^e trimestre	1.198	1.573	3	1.640	1.953	...	1.083	1.378	4.414	...
4 ^e trimestre	1.509	820	1.457	...	1.279	...	2.507	...	3.786	92
1962 Janvier	2.680	74	22	1.216	965	...	1.864	1.163	3.992	844
Février	1.236	733	15	1.175	1.755	15	550	839	3.159	1.536
Mars	1.600	539	...	1.608	1.355	...	1.248	1.144	3.747	389
Avril	1.389	576	...	1.991	1.497	...	1.329	1.130	3.956	367
Mai	1.517	675	...	2.682	1.774	...	1.629	1.471	4.874	362
Juin	1.614	1.579	...	1.230	1.182	...	2.022	1.219	4.423	...
Juillet	1.087	2.208	9	1.777	1.986	...	1.298	1.797	5.081	...
Août	1.123	1.272	...	1.676	1.911	...	1.041	1.119	4.071	...
Septembre	1.401	1.205	...	1.450	1.964	...	891	1.201	4.056	...
Octobre	1.294	1.108	28	1.113	1.300	...	875	1.368	3.543	...
Novembre	1.508	238	1.852	...	1.068	...	2.530	...	3.598	281
Décembre	1.758	1.100	1.407	...	1.479	...	2.786	...	4.265	...
1963 Janvier	1.996	463	1.672	...	1.505	...	2.626	...	4.131	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

¹ Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme ¹		Autres opérations ²		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1961 2 ^e trimestre	39	3	239	412	163	415	402	261	59	676	461
3 ^e trimestre	39	3	273	397	164	400	437	249	61	649	498
4 ^e trimestre	39	3	220	450	181	453	401	274	65	727	466
1962 1 ^{er} trimestre	39	3	146	488	318	491	321	276	64	767	385
2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	489	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1961 Décembre	39	3	200	463	185	466	385	265	63	731	448
1962 Janvier	39	3	169	521	181	524	350	294	68	818	418
Février	39	2	115	458	177	460	292	257	59	717	351
Mars	39	3	155	486	166	489	321	278	66	767	387
Avril	39	3	147	479	184	482	331	279	63	761	394
Mai	39	3	192	492	188	495	380	284	66	779	446
Juin	39	3	168	450	174	453	342	285	67	738	409
Juillet	39	3	205	465	231	468	436	299	70	767	506
Août	39	3	164	438	185	441	349	273	66	714	415
Septembre	39	3	147	405	178	408	325	255	68	663	393
Octobre	39	3	139	529	236	532	375	321	74	853	449
Novembre	39	3	137	473	225	476	362	291	70	767	432
Décembre	39	2	152	510	232	512	384	300	75	812	459

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1960, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 866 jours	autres effets publics
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1			
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	—	5,25	
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		—	6,25	
12 novembre .	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,—	
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	>	>	6,—	
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75			5,75	
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50			5,50	
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25			5,25	
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—			5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75			4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	5,—			
1960 4 août	5,—	représentatives d'importations | d'exportations	5,50	5,75	6,25	6,25	>	>	6,25	
10 novembre .	5,—		5,—	4,—	5,50	5,75			6,25	6,25
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	>	>	6,—	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75			5,75	
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	5,—	
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	—	3,50	5,—	

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 janvier 1963.

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2 .	1,70
Du 12-11 au 31-12 3 .	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1962 Février	1,48
Mars	1,87
Avril	1,74
Mai	1,82
Juin	2,32
Juillet	2,73
Août	2,36
Septembre	2,44
Octobre	2,50
Novembre	1,77
Décembre	2,73
1963 Janvier	2,32

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6			
	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois			6 mois	9 mois	12 mois	
1957	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860	
1958	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1960 5 janv.	4,171	*	4,354	
1959	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956	
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1962 4 janv.	4,289	4,364	*	
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450	
1962	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1962 6 mars	3,700	3,750	3,850
1962 Mars	2,90	3,10	3,30	—	3,50	3,54	3 avril .	3,541	3,587	3,604
Avril ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,43	3 mai .	3,481	3,500	3,550
Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,34	5 juin .	3,396	3,450	3,500
Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,25	3 juillet	3,370	3,450	3,498
Juillet ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,28	7 août .	*	3,450	3,500
Août ...	2,50	2,70	2,90	—	3,15	3,20	4 sept. .	3,299	3,375	3,379
Sept. ...	2,50	2,70	2,90	—	3,20	3,16	2 oct. .	3,329	3,351	3,400
Oct. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,22	6 nov. .	3,350	*	3,490
Nov. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,24	4 déc. .	3,350	3,400	3,450
Déc. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1963 Janv. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,30	5 févr. .	3,390	3,400	3,450

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

2 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 8 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.

3 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

4 Cfr. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028).

5 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours des certificats de trésorerie B, comme d'ailleurs celui des certificats de trésorerie A ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

6 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

7 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

8 Les taux donnés pour les adjudications des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois sont des taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés, tandis que le taux donné pour les certificats de trésorerie B et les certificats du Fonds des Rentes est un taux unique valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	jusqu'à 100.000 F	de 100.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F	au-delà de 200.000 F	2,—
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F	2,—
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,— ^a		2,—
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ^a		2,— ^a
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,— ^a		2,— ^a
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a		2,— ^a
1962 Janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— ^a		2,— ^a
Février	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— ^a		2,— ^a
Mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ^a		2,— ^a
Avril	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ^a		2,— ^a
Mai	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ^a		2,— ^a
Juin	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ^a		2,— ^a
Juillet	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ^a		2,— ^a
Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a		2,— ^a
Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a		2,— ^a
Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a		2,— ^a
Novembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a		2,— ^a
Décembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a		2,— ^a
1963 Janvier	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ^a		2,— ^a

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée		Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
	(rendement au cours seulement)	Etat	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1954	4,33	—	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,70
1955	4,20	—	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	—	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	—	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	—	5,34	5,74	5,70	5,64
1962 Février	4,39	5,16	—	5,26	5,58	5,55	5,49
Mars	4,39	4,93	—	5,11	5,47	5,52	5,39
Avril	4,38	4,63	—	4,96	5,37	5,44	5,28
Mai	4,35	4,50	—	4,86	5,28	5,39	5,20
Juin	4,29	4,41	—	4,62	5,20	5,28	5,13
Juillet	4,23	4,51	—	4,68	5,21	5,25	5,14
Août	4,23	4,28	—	4,60	5,06	5,17	5,01
Septembre	4,18	4,33	—	4,54	4,96	5,09	4,93
Octobre	4,13	4,32	—	4,48	4,95	5,07	4,92
Novembre	4,08	4,30	—	4,46	5,01	5,04	4,95
Décembre	4,07	4,52	—	4,60	5,08	5,08	5,03
1963 Janvier	4,05	4,54	—	4,50	4,96	5,02	4,94
Février	4,03	4,32	—	4,28	4,71	—	—

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bes		Suède		Suisse		
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	
Taux en vigueur au 1-1-1956 ...		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50	
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—					
Mars	8	4,50															
Avril			13	2,75													
Mai	19	5,50										25	3,25				
Août			24	3,—													
Septembre .	6	5,—										22	3,75				
Octobre ...														22	4,—		
Novembre .																	
1957 Janvier ...	11	4,50															
Février ...							7	6,—									
Avril					11	4,—											
Mai															15	2,50	
Juillet												17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—						18	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—									
Novembre .			15	3,—													
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75								24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—				25	4,—				
Avril			18	1,75													
Mai							22	5,50						8	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50					
Août							14	4,50									
Septembre .			12	2,—													
Octobre ...					16	4,50											
Novembre .			7	2,50			20	4,—				15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75										21	2,75				
Février ...					5	4,25										26	2,—
Mars			6	3,—													
Avril					23	4,—											
Mai			29	3,50													
Septembre .	4	3,—	11	4,—													
Octobre ...	23	4,—															
Novembre .												16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—						15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—									
Août			12	3,—													
Octobre ...					6	3,50	27	5,50									
Novembre .	11	4,—															
Décembre .							8	5,—									
1961 Janvier ...	20	3,50															
Mai	5	3,—															
Juillet							25	7,—									
Octobre ...							5	6,50									
Novembre .							2	6,—									
1962 Mars							8	5,50									
Mars							22	5,—									
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50			
Juin													8	4,—			
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50			

¹ Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 7 décembre	1962 6 décembre	1962 4 janvier	1963 10 janvier
ACTIF								
Encaisse or	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	1.201	—	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	141	3.969	5.744	9.985	9.748	13.961	10.104	13.545
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	...	656	1.314	1.314	2.546	1.314	2.546
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>						2.204		2.204
<i>Autres opérations</i>						342		342
Monnaies divisionnaires	84	101	23	18	14	15	16	28
Comptes courants postaux	512	669	561	553	536	693	847	796
Prêts à l'Etat	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	5.450 ²	6.500 ²	5.450 ²
Avances à l'Etat	4.337	2.640 ³	901 ³	2.358 ³	3.421 ³	4.199 ³	2.559 ³	4.480 ³
Portefeuille d'escompte :	22.217	16.392	18.851	18.675	16.262	16.694	18.081	17.348
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.707	4.232	5.118	5.846	5.397	5.326	5.609	6.037
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	3	1	1	1	1	...	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ⁴	481	699	878	797	735	1.082	783	1.114
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	15.026	11.460	12.854	12.031	10.129	10.286	11.688	10.196
Effets négociables achetés en France ⁵	2.609	2.827	3.554	2.878	2.352	2.488	2.320	2.417
Avances à 90 jours sur effets publics ...	222	169	205	187	176	156	164	161
Avances sur titres	97	83	70	74	66	68	65	67
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	763	863	529	553	357	444	706	597
Divers	562	627	764	834	746	756	827	915
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	45.814	51.792	47.825	52.672

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.694	34.947	39.320	44.348	42.234	47.827	43.945	49.088
Comptes créditeurs :	5.720	2.943	2.066	2.590	2.133	2.392	2.246	1.993
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	1	...	...	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	4.564	1.965	967	1.561	974	158	1.142	175
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i>)						678		756
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>						1.155		978	1.098	1.029	1.159	1.555	1.103	1.061
Capital de la Banque	2	150	150	150	150	150	150	150
Divers	1.315	1.122	1.144	1.163	1.297	1.423	1.484	1.441
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	45.814	51.792	47.825	52.672

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1959 28 February	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1961 6 December	1962 5 December	1962 10 January	1963 9 January
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.085	2.136	2.237	2.313	2.413	2.413	2.413	2.388
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	2	1	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.050	2.150	2.250	2.325	2.425	2.425	2.425	2.400
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.425	2.425	2.425	2.400

Notes Issued :

In Circulation	2.013	2.116	2.212	2.302	2.388	2.371	2.361	2.356
In Banking Department	37	34	38	23	37	54	64	44
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.425	2.425	2.425	2.400

Banking Department

Government Securities	265	274	425	507	433	278	440	214
Other Securities :								
Discounts and Advances	10	33	28	44	61	68	43	56
Securities	22	20	19	20	19	20	19	19
Notes	37	34	38	23	38	54	64	45
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	335	362	511	595	552	421	567	335

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	4	3
Public Deposits :								
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	17	12	18	13	12	10	16	11
Special Deposits	—	—	155	241	233	81	237	—
Other Deposits :								
Bankers	229	264	251	249	221	242	228	234
Other Accounts	70	67	68	73	68	70	67	72
Total ...	335	362	511	595	552	421	567	335

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1958 31 December	1959 31 December	1960 31 December	1961 31 December	1961 6 December	1962 5 December	1962 10 January	1963 9 January
ASSETS								
Gold certificate account	19.013	18.186	16.413	15.445	15.573	14.465	15.403	14.415
Redemption fund for F.R. notes	938	978	1.066	1.170	1.134	1.240	1.169	1.277
Total gold certificate reserves ...	19.951	19.164	17.479	16.615	16.707	15.705	16.572	15.692
F.R. notes of other Banks	477	524	525	—	—	—	—	—
Cash	336	359	363	320	333	315	382	323
Discounts and advances	64	458	33	130	35	191	76	75
Industrial loans .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright	43	44	54	48	42	39	47	59
Held under repurchase agreement	6	31	20	3	—	—	—	25
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.250	2.606	2.900	3.193	3.935	2.244	3.186	2.230
Certificates	18.650	10.507	9.060	1.699	1.692	13.185	1.699	13.182
Notes	2.868	11.010	12.481	19.984	19.945	10.764	19.984	10.717
Bonds	2.484	2.484	2.543	3.846	3.831	4.082	3.831	4.137
Total bought outright ...	26.252	26.607	26.984	28.722	29.403	30.275	28.700	30.266
Held under repurchase agreement	95	41	400	159	...	10	...	...
Total U.S. Government securities ...	26.347	26.648	27.384	28.881	29.403	30.285	28.700	30.266
Total loans and securities	26.460	27.181	27.491	29.062	29.480	30.515	28.823	30.425
Due from foreign banks .....	...	...	...	—	—	—	—	—
Cash items in process of collection	5.631	6.498	6.809	6.125	4.613	5.422	5.206	5.971
Bank premises	94	100	108	111	110	105	110	104
Other assets	146	262	209	237	197	367	263	400
Total assets ...	53.095	54.028	52.984	52.470²	51.440²	52.429²	51.356²	52.915²
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	27.872	28.262	28.449	28.802	28.689	29.956	28.501	29.782
Deposits :								
Member bank reserves	18.504	18.174	17.080	17.387	16.906	16.211	16.928	16.523
U.S. Treasurer - general account	358	504	485	465	380	359	601	813
Foreign	273	345	217	279	238	218	230	241
Other	391	693	554	320	270	316	270	292
Total deposits ...	19.526	19.716	18.336	18.451	17.794	17.104	18.029	17.869
Deferred availability cash items	4.935	4.847	4.941	3.825	3.501	3.820	3.409	3.771
Other liabilities and accrued dividends ...	22	29	32	59	81	78	60	67
Total liabilities ...	51.755	52.854	51.758	51.137	50.065	50.958	49.999	51.489
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	363	388	409	445	435	465	446	470
Surplus	868	775	817	888	817	888	888	934
Other capital accounts	109	11	...	...	123	118	23	22
Total liabilities and capital accounts ...	53.095	54.028	52.984	52.470²	51.440²	52.429²	51.356²	52.915²
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	68	82	230	126	115	87	121	85
Industrial loan commitments	1	...	—	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	42,1 %	39,9 %	37,4 %	34,8 %	35,7 %	33,1 %	35,2 %	32,5 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liabilities combined » includes \$ 591 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F.R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified.

In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 décembre	1961 4 december	1962 8 december	1962 8 januari	1962 7 januari
ACTIVA								
Goud	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	786	1.107	484	586	537	593	501	594
Buitenlandse betaalmiddelen	1	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	71	40	14	7	15	8	15	8
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ²	6	...	48	...	11	...	40	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	547	249	523	597	523	311	417	311
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	62	12	52	72	7	14	18	88
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	35	51	21	13	19	15	19	13
Belegging van kapitaal en reserves	165	174	183	183	181	187	181	181
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	12	12	8	10	8	10	7	16
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	7.000	6.837	6.897	6.910

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.513	4.900	5.279	5.758	5.038	5.568	5.031	5.595
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.139	1.603	1.421	1.036	1.645	902	1.529	934
's Rijks schatkist	528	934	995	620	965	262	898	598
Banken in Nederland	484	519	283	283	515	466	492	209
Andere ingezetenen	127	150	143	133	165	174	139	127
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	65	59	77	112	67	114	81	121
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	56	48	71	106	60	110	74	115
Andere niet-ingezetenen	9	11	6	6	7	4	7	6
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	320	14	18	12	14	15	18
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	152	164	168	168	164	168	164	168
Diverse rekeningen	72	67	53	55	54	51	57	54
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	7.000	6.837	6.897	6.910
¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden	9	...	...	—	...	—	...	—
² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1958 — Staatsblad n ^o 99)	8	5	3	—	3	—	3	—
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	105	110	69	62	68	62	67	62

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre	1961 ottobre	1962 ottobre	1961 novembre	1962 novembre
Oro in cassa	5	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	2	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	10	11	10	13	10	14	19	11
Portafoglio ²	386	480	443	500	470	565	470	579
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	34	46	64	107	109	150	116	133
Prorogati pagamenti	—	—	7	6	3	1	...	3
Ufficio italiano dei cambi	—	—	1.257	1.810	1.631	1.930	1.654	2.035
Disponibilita in divisa all'estero	62	62	63	63	63	63	63	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	56	70	75	83	80	102	81	202
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	1.654	2.191	119	123	129	172	136	144
Partite varie	3	3	2	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	77	64	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	343	485	485	485	485	485	485
Emissioni per forze alleate	145	145	—	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria	137	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	325	128	20	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	—	—	1	...	...	...	...
Spese	41	44	43	45	30	35	32	37
Totale attivo ...	3.298	3.557	3.652	4.236	4.010	4.517	4.056	4.693
Circolazione dei biglietti ⁴	2.061	2.237	2.424	2.779	2.398	2.758	2.413	2.815
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	26	28	23	39	19	20	18	25
Depositi in c/c liberi	167	180	117	118	94	72	86	78
Conti correnti vincolati	774	772	694	797	880	726	951	935
Creditori diversi	211	173	170	189	176	237	178	218
C/c servizio tesoreria	—	146	159	263	398	639	363	554
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	17	—	—	—	—	—	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	—	—	—	—
Aiuti internazionali	14	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	5	16	—	8	23	8	24
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	2	3	4	4	4	4	4
Fondo di riserva straordinario	1	2	2	2	2	2	2	2
Rendite	42	45	44	45	31	36	33	38
Totale passivo e patrimonio ...	3.298	3.557	3.652	4.236	4.010	4.517	4.056	4.693
Depositanti di titoli e valori	4.413	3.604	4.407	4.775	4.402	5.097	4.294	4.781
¹ Compresa moneta di Stato	8	8	5	6	6	8	6	8
² Compreso finanziamento ammassi	—	—	437	482	465	550	465	569
³ Compresa operazioni con privati	—	—	3	3	2	4	2	4
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	1	2	2	2	5	2	1	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	17	16	14	21	13	14	13	17

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1960 31 Dezember	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1961 7 Dezember	1962 7 Dezember	1962 5 Januar	1963 7 Januar
AKTIVA							
Gold	12.286	14.426	14.490	14.424	14.488	14.426	14.490
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	15.905	11.387	10.929	10.038	11.222	9.845	10.539
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	157	292	329	256	260	287	316
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	3.657	2.442	2.289	2.465	2.304	2.442	2.289
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	1.993	1.038	897	1.050	908	1.038	897
<i>b) an Weltbank</i>	1.560	1.342	1.342	1.345	1.342	1.342	1.342
Deutsche Scheidemünzen	91	57	45	64	42	84	64
Postcheckguthaben	193	281	546	152	132	219	350
Inlandswechsel	1.283	1.146	1.967	1.410	1.357	1.064	1.769
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	137	...	...	...	...	...	4
Lombardforderungen	419	220	158	29	23	13	22
Kassenkredite	79	167	739	15	15	416	359
Wertpapiere	324	1.484	1.369	1.235	1.416	1.485	1.369
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.561	3.432	4.958	2.894	4.194	3.410	4.251
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationale Einrichtungen	1.387	2.636	2.156	2.636	2.156	2.636	2.156
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse	—	3.778	3.703	3.778	3.703	3.778	3.703
Sonstige Aktiva	370	307	253	350	368	292	293
	39.849	42.055	43.931	39.746	41.680	40.397	41.914

PASSIVA

Banknotenumlauf	20.470	22.992	24.147	22.538	24.266	21.634	22.805
Einlagen von	16.696	16.600	16.795	14.729	14.748	16.107	16.236
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	13.036	11.615	13.232	9.696	10.436	11.145	11.382
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	3.440	4.733	4.284	4.796	4.077	4.700	4.555
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	220	252	279	237	235	262	299
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	447	368	374	376	385	438	390
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	282	274	353	288	362	348	360
<i>Sonstige</i>	165	94	21	88	23	90	30
Rückstellungen	806	867	950	867	950	867	950
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	562	588	638	588	638	588	638
Sonstige Passiva	578	350	737	358	403	473	605
	39.849	42.055	43.931	39.746	41.680	40.397	41.914

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1961 7 décembre	1962 7 décembre	1962 6 janvier	1963 7 janvier
ACTIF								
Encaisse or	8.369	9.455	11.078	11.543	10.842	10.487	10.839	11.102
Devises	595	583	842	867	839	795	790	871
Portefeuille effets sur la Suisse	58	53	70	124	53	58	67	82
<i>Effets de change</i>	58	53	70	79	53	58	67	78
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	...	45	...	...	...	4
Avances sur nantissement	40	38	66	72	22	29	39	37
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	—	207	—	207	—	207
Titres	44	43	43	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	17	16	17	16	17	16
<i>autres</i>	44	42	26	27	26	27	26	27
Correspondants :	52	52	65	88	20	25	14	19
<i>en Suisse</i>	45	45	58	78	12	11	5	4
<i>à l'étranger</i>	7	7	7	10	8	14	9	15
Autres postes de l'actif	28	30	30	41	37	43	33	37
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.856	11.687	11.825	12.398

PASSIF

Fonds propres	51	52	53	54	53	54	53	54
Billets en circulation	6.344	6.854	7.656	8.506	7.279	8.001	7.309	8.037
Engagements à vue	2.535	2.756	2.947	2.800	2.878	1.981	2.818	2.657
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.330	2.288	1.996	2.294	1.739	1.598	1.778	2.071
<i>Autres engagements à vue</i>	205	468	951	506	1.139	383	1.040	586
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	—	390	293	373	400	400	400	400
Autres postes du passif	196	202	210	217	211	216	210	215
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.856	11.687	11.825	12.398

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : *Bollettino*. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	31	31	30	30	Passif	31	31	31	31	30	30
	décembre	décembre	octobre	octobre	novembre	novembre		décembre	décembre	octobre	octobre	novembre	novembre
	1961	1962	1961	1962	1961	1962		1961	1962	1961	1962	1962	1961
I. Or en lingots et monnayé	2.340	1.883	2.519	2.610	2.553	2.538	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	79	49	107	60	72	48	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable : ...	193	667	221	247	209	265	II. Réserves :	24	25	24	25	24	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque	16		19		17		1. Fonds de Réserve légale ...	11	12	11	12	11	12
2. Bons du Trésor	177		202		192		2. Fonds de Réserve générale .	13	13	13	13	13	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	59	9	62	24	58	9	III. Dépôts (or) :	2.089	2.214	2.120	2.187	2.092	2.178
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.217	1.344	1.200	1.123	1.177	1.189	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	1.019	1.184	1.089	926	953	982	a) de 9 à 12 mois	28	38	10	21	28	38
b) à 3 mois au maximum (or)	4	3	4	3	3	3	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	154	121	77	155	181	168	c) de 3 à 6 mois	10	10	4	15	10	21
d) de 6 à 9 mois	—	29	—	9	—	20	d) à 3 mois au maximum ...	182	559	247	175	181	204
e) de 9 à 12 mois	7	4	—	26	—	12	e) à vue	1.802	1.479	1.807	1.913	1.821	1.848
f) à plus d'un an	33	3	30	4	40	4	2. Autres déposants :						
VI. Autres effets et titres :	665	740	751	597	725	687	a) de 9 à 12 mois	10	—	10	—	10	—
1. Or :							b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum ...	10	3	42	41	11	17	c) de 3 à 6 mois	—	—	16	—	16	—
b) de 3 à 6 mois	10	10	6	3	—	—	d) à 3 mois au maximum ...	28	—	18	—	18	—
c) de 6 à 9 mois	—	75	10	15	10	17	e) à vue	29	128	8	63	8	67
d) de 9 à 12 mois	78	87	31	44	65	73	IV. Dépôts (monnaies) :	2.159	2.160	2.438	2.165	2.399	2.236
e) à plus d'un an	—	—	10	—	10	—	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	71	84	—	79	71	79
a) à 3 mois au maximum ...	375	65	262	180	308	64	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	118	367	317	170	241	394	c) de 6 à 9 mois	—	69	36	72	—	—
c) de 6 à 9 mois	2	34	23	24	3	14	d) de 3 à 6 mois	338	272	296	389	352	357
d) de 9 à 12 mois	10	27	—	41	10	45	e) à 3 mois au maximum .	1.465	1.343	1.781	1.235	1.656	1.318
e) à plus d'un an	67	71	50	79	67	63	f) à vue	40	19	51	18	49	18
VII. Actifs divers	1	1	1	2	1	1	2. Autres déposants :						
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
<i>Total actif ...</i>	4.622	4.761	4.929	4.731	4.863	4.795	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
							c) de 3 à 6 mois	3	—	19	15	4	—
							d) à 3 mois au maximum ...	220	359	222	324	230	428
							e) à vue	22	14	33	33	37	36
							V. Divers	36	40	33	32	34	34
							VI. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	8	8
							VII. Prov. pour charges éventuelles	181	189	181	189	181	189
							<i>Total passif ...</i>	4.622	4.761	4.929	4.731	4.863	4.795

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1958, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.E.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement économiques.
	O.N.E.	Office National de l'Emploi.
	O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiotélévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Revenu national net au coût des facteurs	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
a) Estimations I.N.S.	I - 2a	3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
b) Estimations Dulbéa	I - 2b	4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
3. Produit national brut :		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants	I - 3a	1. Tableau général	VIII - 1
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants	I - 3b	2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1953	I - 3c	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
4. Investissements bruts dans l'ensemble de l'économie	I - 4	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
		b) Indices du volume	VIII - 4b
		5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Chiffres trimestriels	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	X. — Marché des changes.	
III. — Agriculture et pêche.		1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	
1. Production agricole	III - 1		X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	
			X - 2
IV. — Industrie.		XI. — Finances Publiques.	
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Détail des recettes fiscales	XI - 4
5. Construction : données annuelles	IV - 5	XIII. — Organismes monétaires.	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des orga- nismes publics monétaires et des banques de dépôts	XIII - 2
V. — Services.		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
1. Transports :		4. Stock monétaire	XIII - 4
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
b) Navigation maritime	V - 1b	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958)	XIII - 6
c) Navigation intérieure	V - 1c	Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
2. Tourisme	V - 2	7. Situation globale des banques	XIII - 7
3. Commerce intérieur :		8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
a) Indices des ventes	V - 3a	9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :		5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a	XX. — Banques d'Emission étrangères.	
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b	1. Taux d'escompte	XX - 1
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c	2. Banque de France	XX - 2
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie	XIV - 5d	3. Bank of England	XX - 3
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7	5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	6. Banca d'Italia	XX - 6
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
		9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9
Principales abréviations utilisées.			
XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays			
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.			
1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1	Liste des graphiques :	
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2	I - 3. — { P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants et aux prix de 1950	I - 3b et c
3. Dette de l'Etat	XVI - 3	II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4	IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
		IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.			
1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1	IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3	VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4	VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5	VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XVIII. — Marché monétaire.			
1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1	IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3	XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.			
1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1	XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2	XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3	XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
		XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
